

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

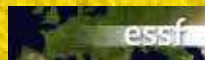
SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 25 – 8 novembre 2023

page*2:
Éditions Page deux

SYLÉPSE



NewPolitics



LES
utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



5 OCTOBRE 2023

ISBN: 979-10-399-0198-7

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

GARDER LE CAP! 5

MICHEL LANSON

5

AU-DELÀ DE L'ACTUEL ET DÉROUTANT SEVRAGE INFORMATIF SUR LA GUERRE...

ANTOINE RABADAN

9

NOUVEAU CIMETIÈRE DE CHARS

LUCAS PROTO

12

DÉCLARATION

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE (RESU)

14

UN OISEAU DRONE NÉ DANS UN CINÉMA BRUXELLOIS

COMITÉ BELGE DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

16

SUISSE. SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PAR LE BAS: LIVRAISON DE MATÉRIEL SCOLAIRE AU VILLAGE DE STAROSILLYA

ALEXIS

18

COMMONS, UNE REVUE DE CRITIQUE SOCIALE

PATRICK LE TRÉHONDAT

22

UN NOUVEAU SITE EN FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ

BRANISLAVA KATIC

26

ON IGNORE OÙ SE TROUVE MAKSIM BUTKEVYCH DEPUIS AOÛT 2022

DÉCLARATION DU DIRECTEUR RÉGIONAL D'AMNESTY INTERNATIONAL

27

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

« VOUS NE VIVEZ PAS DANS UN PAYS OÙ L'ON PEUT FAIRE GRÈVE »

PATRICK LE TRÉHONDAT

30

CHRONIQUE DE LA VIE COURANTE

33



POUR LE CONTRÔLE ÉTUDIANT

40

LES VICTOIRES DE SOIS COMME NINA

43

ÉCLAIRAGES

UNE FRESQUE MURALE AVEC L'IMAGE DE NESTOR MAKHNO

46

GLORIFICATION DE LA DIVISION WAFFEN SS GALICIE: UN POINT DE VUE UKRAINIEN

MARTA HAVRYCHKO

48

SOCIALISME, *YIDDISHKEIT*, *DOYKEIT*: UNE BRÈVE HISTOIRE DU BUND JUIF UKRAINIEN

SERHIÏ ICHTCHENKO

56

« QUE CEUX QUI S'OPPOSENT À LA TYRANNIE SE LÈVENT! »

PRÉFACE À LA RÉÉDITION DE *INTERNATIONALISME OU RUSSIFICATION?*, D'IVAN DZIOUBA

VLADYSLAV STARODUBTSEV

63

PRISES DE POSITION

DE QUEL CÔTÉ SOMMES-NOUS?

ERIC LEE

81

DES TRADUCTIONS EN LANGUE ESPAGNOLE POUR SOUTENIR LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

JUAN GONZÁLEZ

83

BOÎTE ALERTE

UKRAINE COMBART

89

ATLANTIS: UN FILM PROPHÉTIQUE

91

QUÉBEC: DES ILLUSTRATIONS CONTRE LA GUERRE

94



Garder le cap!

MICHEL LANSON¹

Le 7 octobre, après une pluie de missiles, des membres du Hamas et du Jihad islamique sortent du territoire clos de Gaza et attaquent des bases militaires israéliennes, se livrent à des massacres innombrables dans les kibboutz voisins et assassinent le plus possible de jeunes Juifs et Juives réunies pour une rave party. Des centaines d'enlèvements à l'aveugle de civil-es permettent aux assaillants de se replier avec plus de 200 otages.

Le gouvernement israélien plonge Gaza sous un déluge de bombes pendant de nombreux jours et de nombreuses nuits noires avant d'entreprendre une opération militaire combinée d'entrée dans Gaza, opération toujours en cours à ce jour. Des milliers de civil-es meurent sous les frappes systématiques de l'artillerie de l'armée israélienne (dénommé Tsahal, comme s'il s'agissait d'une personne avec une volonté propre). D'autres victimes indirectes des combats tomberont.

Ce sont des faits, rien que des faits. Réduits à l'essentiel objectivable.

Chacun-e a sa propre analyse de ce tournant majeur de la situation mondiale. Mais cet enchaînement d'événements agit directement sur le déroulement de la guerre que mène la Russie en Ukraine.

Cependant, si les membres de notre Réseau de solidarité à la résistance ukrainienne (RESU) se

sont donnés pour tâche d'analyser les modifications politiques et stratégiques concernant la guerre en Ukraine, il n'est pas dans leur champ d'activité de s'inscrire dans des positionnements ou des actions concernant des luttes, certes souvent légitimes, non directement liés à notre plate-forme d'orientation. Et cela d'autant plus que nous venons de nous constituer officiellement en association RESU France avec un objectif clair et précis.

Il est vrai que, dans un contexte néolibéral mondial, la tentation du «tout est dans tout» est compréhensible. Mais seule une approche précise peut faire comprendre la légitimité et la nécessité de notre lutte en soutien au peuple ukrainien victime de l'impérialisme russe. Le caractère colonial de la guerre menée par le Kremlin est indéniable. D'autres politiques sont aussi les résultantes d'un colonialisme assumé mais la pensée, l'analyse ne peuvent progresser par syllogismes.

Laurent Vogel, au nom du RESU Belgique, a tenu à clarifier son positionnement:

Nous sommes une organisation unitaire créée sur la base d'une plate-forme précise. Tout écart par rapport à cette plate-forme doit être évité. La solidarité avec Gaza doit passer par d'autres canaux que le RESU. Nous ne sommes pas une «mini-internationale». Si l'on dessine une carte des positions sur l'Ukraine et des positions sur Gaza, il est clair que les deux cartes ne se superposent pas...

Et de conclure:

Sur le plan pratique, nous constatons que la lutte en Ukraine a perdu énormément de visibilité. Ceci est compréhensible étant donné la gravité de ce qui se passe à Gaza. Le RESU doit concentrer tous ses efforts pour que la lutte en Ukraine reste présente dans les débats politiques et les initiatives concrètes de solidarité.



1. Michel Lanson est membre du Réseau Bastille et du comité français du Réseau de solidarité avec l'Ukraine.

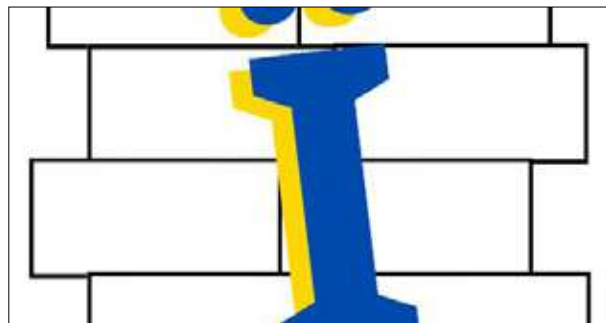
Nous ne pouvons que comprendre et partager la conclusion de Laurent Vogel.

La guerre en Ukraine a quitté les manchettes des journaux. Des émissions de télévision qui traitaient tous les soirs depuis février 2022 de la situation en Ukraine ont clairement changé de sujet à partir du 7 octobre. Il ne s'agit ni de le regretter ni de le critiquer; la presse joue son rôle quand elle éclaire l'actualité.

Mais cela nous oblige à redoubler d'efforts pour aider la lutte du peuple ukrainien et à prendre le maximum d'initiatives pour que cette lutte reste présente à la conscience du plus grand nombre.

Après le 7 octobre, le président Zelenski a immédiatement apporté son soutien au gouvernement d'Israël lui reconnaissant «le droit indiscutable à se défendre». Il voulait se rendre à Jérusalem mais Netanyahu l'en a dissuadé.

L'alignement immédiat du président ukrainien sur la politique américaine de soutien à Israël se comprend tout d'abord par l'orientation politique néolibérale toujours renouvelée de son gouvernement et par sa volonté de rejoindre l'Europe. Mais aussi, tout autant, par la nécessité de continuer à recevoir l'aide militaire des pays occidentaux et de l'Otan. Il est évident que cette position n'est pas partagée par l'ensemble du peuple résistant d'Ukraine. D'ailleurs, plusieurs voix liées à la gauche ukrainienne ne se sont pas gênées pour la critiquer et pour apporter leur soutien à la population de Gaza². Mais il ne faut pas attendre des forces politiques, syndicales, féministes, LGBT ukrainiennes engagées à la fois dans une guerre intense et dans une lutte de tous les instants contre la politique opportuniste d'un gouvernement



qui revient sur le droit du travail, le droit aux études, etc. qu'elles donnent le la d'une position internationale et globale.

Le risque redouté par les Ukrainien·nes d'une diminution de l'aide américaine à l'Ukraine est bien réel. Déjà, un navire chargé de munitions initialement prévues pour l'Ukraine a été détourné vers Israël.

Le gouvernement américain, en proie à des résistances internes et à des manœuvres préélectorales, considère qu'il doit intervenir maintenant sur un deuxième front avec des moyens considérables mobilisant plusieurs flottes en Méditerranée et en mer Rouge alors même que la politique américaine depuis de longues années était davantage tournée vers la mer de Chine et Taïwan que vers l'Europe ou la Méditerranée. Pour les États-Unis et une fraction importante de l'Europe, aider l'Ukraine était un signe politique fort en direction de la Russie mais aussi envers les nations, souvent réunies dans les BRICS, qui pouvaient développer une politique autocratique et concurrentielle à l'instar de la Chine.

Aujourd'hui, la guerre en Ukraine a évidemment reculé dans la liste des priorités des principaux soutiens occidentaux au gouvernement Zelenski.

Il est donc de notre responsabilité de réclamer la livraison de tous les équipements militaires nécessaires

2. Voir par exemple la «Lettre ukrainienne de solidarité avec le peuple palestinien», <https://commons.com.ua/en/ukrayinskij-list-solidarnosti-z-palestinskim-narodom/>.

pour repousser l'assaillant russe et de le faire savoir fortement à notre propre gouvernement.

La pression internationale a permis la livraison d'artillerie moderne, de chars adaptés au terrain et peut-être bientôt de F-16. Mais c'est un combat constant d'autant que nous avons pu constater que la lenteur des livraisons n'était pas seulement due à la gestion et à la production du stock.

Dans cette situation internationale très instable [nous ne pouvons négliger les effets de la crise climatique], les prises de position des États, le revirement de certains, font craindre pour l'Ukraine et pour d'autres parties du monde une situation éminemment dangereuse.

La Russie a immédiatement soutenu le Hamas et un des acteurs majeurs de la région, l'Iran, alors que Poutine entretenait des liens personnels et politiques avec Netanyahu.

L'Iran qui fournissait déjà du matériel (drones, composants électroniques...) à la Russie est maintenant de fait inscrit dans la guerre menée par Poutine. Les liens se renforcent et se diversifient.

La Turquie, membre de l'Otan, a renoué avec la politique ottomane de soutien aux communautés de croyant·es. Plus prosaïquement, le revirement politique d'Erdogan, sans doute lié aussi à des problèmes intérieurs, le prive de la position qu'il se donnait de possible intermédiaire dans d'hypothétiques négociations. Mais surtout, l'acheminement des exportations de céréales à travers la mer Noire n'est plus garanti et le spectre d'une famine en Afrique réapparaît.

La guerre navale en mer Noire va forcément encore monter d'un cran.

Évidemment, cette crise mondiale ouverte est en pleine évolution et le moindre élément nouveau peut chambouler l'équilibre précaire qui circonscrit les guerres dans certains territoires. Les populations

civiles souffrent et continuent de souffrir, de mourir en masse.

La guerre en Ukraine se poursuit, s'intensifie dans ce contexte délétère

Chaque jour les bilans s'alourdissent. Et avant que la boue d'automne et le gel de l'hiver ne viennent changer la donne, les affrontements sur le front continuent à forte intensité.

Dans une interview donnée dans *The Economist*, le général Zaluzhny, commandant en chef des armées ukrainiennes, a fait un constat pessimiste de la situation. Pour lui, la guerre entre dans une impasse. La contre-offensive ukrainienne n'a pas eu les résultats escomptés, elle n'a permis que de récupérer l'équivalent de 17 km de profondeur le long de la ligne de front. Le dispositif de défense mis en place par la Russie a été sous-évalué par ses services et par les conseillers occidentaux. À l'approche de l'hiver, le conflit s'oriente vers une guerre de position sur un front de plus de mille kilomètres. Cette situation est clairement à l'avantage de la Russie qui a pour elle le temps, un réservoir humain important et, dans le cadre d'une économie de guerre, une production d'armements en constante augmentation. Pour lui, si un changement radical dans l'importance et la qualité des livraisons occidentales n'intervient pas rapidement, la guerre sera perdue.

Ce sont des paroles fortes et claires. Pour que l'Ukraine puisse faire face à l'armée russe il faut qu'elle dispose impérativement d'un avantage technologique. Cela dépend donc encore davantage de la nature et de la quantité des armes livrées à l'Ukraine. Du rythme des livraisons aussi. Les soutiens à la résistance ukrainienne doivent donc amplifier la



pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils livrent dans l'urgence les armes adaptées à la nouvelle situation.

Le président Zelensky, responsable de la cohésion nationale au moment où la question des élections se trouve posée et des relations internationales avec les discussions sur l'entrée dans l'Europe, a dû, pour le moins, tempérer les déclarations de son chef des armées. Mais la réalité du terrain est difficilement discutable.

À l'instant présent, l'armée russe est à l'offensive en Ukraine mais sans gain territorial notable. L'armée ukrainienne est repassée à la défensive et contient pour l'instant les forces russes. Des batailles acharnées se poursuivent dans la région de Koupiansk. Dans les territoires aux alentours de Advivka, les combats deviennent plus intenses. Alors que l'armée russe poursuit ses frappes dans la profondeur du territoire ukrainien, les forces ukrainiennes ciblent de nombreuses installations militaires principalement en Crimée. Les lignes sont, comme le souligne le général Zaluzhny, en voie de stabilisation.

Néanmoins, les pertes de l'armée russe sont vertigineuses, principalement du fait de la stratégie traditionnelle russe qui ne fait que peu de cas de la vie humaine. La question du renouvellement des troupes est un problème récurrent. Après la mobilisation en masse des jeunes des républiques périphériques, du Nord Caucase, l'enrôlement de criminels dans des milices, le problème n'est pas résolu. Dans certaines républiques, la révolte des mères, des familles s'est fait entendre. C'est un danger politique pour Poutine.

C'est dans cette situation inextricable que resurgit la menace des pogroms, le retour de l'antisémitisme, en partie dû, sans doute, aux agissements des héritiers de l'Okrana. Si, au Daguestan, plusieurs pogroms ont été évités de justesse malgré la relative passivité



de la police, l'antisémitisme reprend de l'ampleur et sera, comme toujours, manipulé par les politiques sans scrupule. Déjà, Zelenski et son entourage ont été pris maintes fois à partie par Poutine en raison de leurs origines. On peut craindre qu'il ne revienne en force en Russie et en Ukraine pour obscurcir encore davantage la situation.

C'est dans cette situation complexe que l'on doit intervenir en apportant clarté et fermeté. Notre aide matérielle se poursuivra et augmentera. Nos interventions d'informations, de clarifications continueront. Il s'agira pour nous de faire toujours plus connaître le combat du peuple ukrainien qui s'organise pour chasser l'envahisseur russe.

Nous devons plus que jamais lutter contre les tentatives de notre gouvernement mais aussi des «pacifistes» de droite comme de gauche qui présentent, comme un pas vers la paix, un cessez-le-feu en Ukraine gelant les conquêtes russes. Comme les Ukrainien-nes nous redisons que seul le retrait de l'armée russe de tout le territoire ukrainien est la condition d'une paix juste et durable.

Sur ce point, la situation politique n'a pas changé.



Au-delà de l'actuel et déroutant sevrage informatif sur la guerre...

ANTOINE RABADAN¹

L'actuelle offensive russe d'ampleur intensive en cours sur la ville d'Avdiivka contraste avec celle des Ukrainiens, menée sur divers points du front dans une calculée tactique de pas de tortue réduisant au maximum les pertes humaines; au point que cette offensive ukrainienne s'en trouve reléguée dans les tréfonds d'une actualité médiatique recentrée, au demeurant pour de bonnes mais aussi pour de mauvaises raisons, sur la guerre au Proche-Orient. C'est un fait que cette poussée russe détonne avec la tactique défensive généralement adoptée par une armée d'occupation ayant perdu, comme cela est admis par les analystes sérieux, toute réelle capacité d'attaque stratégique, je dis bien stratégique, sur l'ensemble de la ligne de front. Mais c'est précisément cela qui fait sens: n'ayant pas les moyens d'une offensive généralisée à dynamique expansionniste, qui s'est fracassée en 2022, l'armée russe jette le maximum de ses forces sur ce point de la carte, Avdiivka (et quelques autres), pour protéger Donetsk, choisie par les sécessionniste prorusses capitale du Donbass, cette région officiellement annexée mais incomplètement aux mains des Russes, de l'avancée des troupes ukrainiennes. Avancée qui, si elle prenait cette ville

importante signerait une défaite politique majeure de ladite logique d'annexion!

En somme, l'enjeu de cette bataille est local voire à effet au maximum régional même si, évidemment, la chute de cette ville d'Avdiivka aurait aussi un impact plus large, psychologique et politique, permettant que la propagande russe crie, pour la énième fois, à l'échec de la contre-offensive ukrainienne. Ce qui explique la résistance acharnée et exponentiellement meurtrière – hélas pour les soldats russes contraints sous peine de cruelle répression, d'aller à la mort – des Ukrainiens. [Ce 5 novembre les services de renseignement britanniques estiment à 200 les pertes de véhicules blindés russes durant cette bataille d'Avdiivka].

L'article ci-joint, traduit de l'espagnol, permet de cerner de près ce que les effets de surface de cette bataille, principalement la forte intensité de l'engagement russe, brouillent sur le fond: l'avancée, quoique lente, parfois stoppée, de l'armée ukrainienne sur le reste du front, avec des succès majeurs en mer Noire et sur la logistique d'arrière-front de l'ennemi, et surtout le terrifiant coût humain que les Russes payent pour ledit enjeu local, comme cela fut le cas lors de la mémorable bataille de Bakhmout. Ce rapport à l'humain de chacun des camps en présence a, ne l'oublions pas, une essentielle signification politique qui interagit avec la démarche militaire: malgré les sacrifices auxquels oblige l'agression subie, la stratégie militaire ukrainienne a décidé de payer le prix de ralentir et même de retarder les résultats de l'offensive de récupération de l'intégralité du territoire nationale: et cela en refusant de transformer, comme font les Russes, ses combattants en chair à canon à «dépenser» à l'infini. Cela s'est clairement vu lors de la phase initiale de la contre-offensive, humainement catastrophique, qui a conduit, comme le montre cet



1. Antoine Rabadan est militant de la solidarité, internationaliste.

article, les stratégies ukrainiens à réviser radicalement leurs choix d'opérations militaires.

À méditer quant à ce qu'est la différence entre, d'une part, un régime démocratique, avec toutes ses imperfections, parfois bien profondes, dont le peuple ukrainien est plus conscient qu'on ne l'imagine, et le large appui populaire dont il bénéficie pour gagner cette guerre et, d'autre part, un régime totalitaire aux mains d'une élite n'ayant que mépris pour la vie de son peuple et des peuples minoritaires de son empire (comme d'autres peuples, à commencer précisément par le peuple ukrainien) dont elle a supprimé toute possibilité qu'il s'érige en souverain sujet de son destin. Pour tout dire, par-delà le tragique côté dérisoire de cette bataille d'Avdiivka, ce qui est stratégiquement décisif, c'est que la prochaine arrivée des grosses intempéries d'automne-hiver, pourrait (restons prudemment au conditionnel) empêcher, jusqu'au prochain printemps, les Ukrainiens de poursuivre leur avancée et d'atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé de couper les lignes de ravitaillement entre le nord et le sud, au niveau de Berdiansk et Marioupol, de cette partie occupée de l'Ukraine. Cela signerait indubitablement l'échec de la phase actuelle de la guerre de reconquête du territoire national, et, comme tout échec militaire, induirait, c'est peu de le dire, mais l'Ukrainien démontre son incroyable résilience, de la déception. D'autant que les Russes reprendront, à large échelle, leurs criminelles attaques des infrastructures civiles, cependant mieux défendues que l'hiver précédent, à quoi se réduisent les réels moyens offensifs de longue portée dont dispose la glorieuse puissance russe!

Échec donc possible, voire probable, qui ne serait, n'en doutons pas, qu'une partie remise... Mais rien n'est encore joué... Les guerres, surtout celles de

libération nationale soutenues, en particulier comme celle des Ukrainien-nes, par un moral d'acier forgé depuis deux ans, ne signifient pas aussi mécaniquement la fin de la partie suite à des déconvenues militaires, même d'importance, qui n'ont pas délivré, comme c'est le cas à cette heure, de verdict de défaite. Tant d'ailleurs pour un camp que pour l'autre.

Remarques complémentaires.

Les lignes ci-dessus ont été écrites le 26 octobre 2023 et, depuis lors, les choses se sont quelque peu précisées quant à l'idée d'échec de l'offensive ukrainienne dont l'analyste Cédric Mas a bien mis en évidence, depuis longtemps, qu'elle est avant tout une pièce centrale du très productif *softpower* russe. Très productif et parvenant à jouer des énormes tergiversations lestant depuis le début de cette guerre les prises de décision des alliés de l'Ukraine quant à la fourniture à celle-ci de l'armement nécessaire à temps, en temps voulu, autrement dit en temps stratégique à visée de victoire, celui du *kairos* qui met à l'affût des opportunités à saisir sans délai sous peine d'immanquablement gratifier l'ennemi en lui donnant de l'oxygène aux dépens de l'allié.

C'est ce que Cédric Mas pointe d'un trait d'ironie acérée en affirmant que «la question du soutien d'Occidentaux “psycho-fragiles” (parce que trop vulnérables aux actions informationnelles russes)²» est l'un des grands problèmes auxquels doit faire face l'armée ukrainienne. Cela se traduit par une singulière réceptivité des centres décisionnels alliés à l'intox et menaces russes (ah! les fumeuses lignes rouges à ne pas dépasser et qui, souvent dépassées n'ont entraîné aucune apocalypse annoncée à tous

2. Voir sa note du 2 novembre sur sa page Mastodon, <https://mastodon.top/@CedricMas>.



les vents) qui les amène à s'impatiser des lenteurs militaires ukrainiennes dans le paradoxe que c'est, certes entre autres, le défaut, de leur part, de fournir les moyens de support aérien qui empêche d'exploiter et bonifier, à moindre coût humain, les résultats obtenus par le feu de l'artillerie et de sécuriser au maximum le travail des démineurs ainsi que l'avancée des fantassins. Avec le ralentissement que cela induit d'une avancée ukrainienne qui, dans ce contexte de sous-équipement aérien, a pris le parti de renoncer au passage en force frontal des lignes ennemies cherchant à obtenir des percées à tout prix. Par là, le cercle vicieux infernal faussant la perception occidentale de ce qu'est la réalité militaire ukrainienne d'une guerre assumée d'attrition, le temps qu'il faudra, se referme dans la conscience versatile qu'en ont des esprits occidentaux happés par le narratif russe de la logique du *schéma classique de la percée* à opérer dans les délais les plus rapides, comme test d'opérativité absolue :

Même si beaucoup [des alliés] restent prudents et rappellent que la percée ne peut être obtenue rapidement, les observateurs continuent de raisonner selon le schéma classique, sans comprendre que l'opération vise un autre objectif [l'attrition étalée par nécessité sur le temps]. Rapidement, les interrogations sur la lenteur des progrès et les pertes encaissées commencent. Elles ne cesseront jamais. Le président Zelensky doit reconnaître que l'avance est lente, mais il insiste aussi régulièrement : « Nous ne sommes pas enlisés. » Pourtant, on parle d'une offensive qui « patine », le doute apparaît dans les esprits occidentaux dès le mois de juin, et il ne va cesser de s'amplifier.

C'est un succès majeur pour les Russes, qui ont réussi à imposer leur récit et à influencer la perception du conflit³.

D'une certaine façon, cette amplification de la mystification des perceptions du champ de bataille est en train de culminer en ce moment. À ceci près qu'aujourd'hui, devant un effet performatif cumulé du ressassement occidental que « ça n'avance pas » et du maintien du refus de donner aux Ukrainiens les moyens de neutraliser la perte de temps calendaire que ce refus induit alors qu'approche la détérioration du temps météorologique, Cédric Mas envisage, à partir de ses observations géolocalisées de la ligne de front, que la possibilité de l'échec de cette phase de l'offensive ukrainienne pourrait être en train de se vérifier. Ce que confirmeraient les dernières déclarations tonitruantes à *The Economist* du chef d'état-major ukrainien, le général Zaloujny, sur l'idée d'une situation d'impasse de l'offensive par une neutralisation réciproque des deux belligérants. Ce que le président Zelensky vient cependant de contester vivement ce 5 novembre⁴.

Laissons la conclusion à Cédric Mas :

Malgré les espoirs sincères de beaucoup, ni les Ukrainiens, ni les Russes n'ont résolu l'impasse tactique constatée depuis le printemps 2022 : la défensive [hier ukrainienne, aujourd'hui russe] est plus forte que l'attaque.

Le résultat en attendant est un abattement très net du moral des soutiens occidentaux aux Ukrainiens. Cette baisse de moral a été l'objectif de toutes actions russes cet été.



3. Cédric Mas, « Comment l'offensive d'été ukrainienne a été plombée par la propagande russe », *Mediapart*, 25 septembre 2023

4. <https://www.tflinfo.fr/international/en-direct-guerre-ukraine-russie-zelensky-poutine-bataille-avdiivka-contre-offensive-les-dernieres-informations-aujourd-hui-samedi-4-novembre-2023-2275138.html>.

Et il est en décalage avec le moral et la détermination des Ukrainiens eux-mêmes.

Il faut rappeler que cet échec ukrainien n'était ni inéluctable ni évident. Et qu'il ne préjuge en rien de l'issue du conflit. Il masque la perte de capacité militaire russe et la dégradation des forces de Moscou qui ne tient que grâce à l'Iran et la Corée du Nord (dont les livraisons sont massives mais pas éternelles)⁵.

À suivre en continuant à faire front solidaire avec une résistance ukrainienne qui, elle, malgré ce qui serait, ni plus ni moins, un contretemps opérationnel, n'acte pas son renoncement à se défendre de l'agresseur et garde, contre vents et marées, le cap de la reconquête intégrale du territoire national. Aidons-la à obtenir qu'enfin le tempo des fournitures d'armes nécessaires à une victoire à mener dans un crescendo militaire et politique ininterrompu soit réactualisé et décroché des logiques contreproductives et coûteuses en vies humaines de bridage des dites fournitures qui a été reçu cinq sur cinq par les Russes comme une chance de se relancer, certes à minima tactiquement mais via une effroyable et délirante maximisation de la « consommation » de chair à canon nationale.



Nouveau cimetière de chars

LUCAS PROTO⁶

Le désastre russe à Avdiivka est similaire à celui qu'ont connu les Ukrainiens lorsqu'ils ont entamé leur contre-offensive dans le sud du pays en juin dernier. L'Ukraine a changé de tactique. La Russie non.

La petite ville d'Avdiivka a le douteux honneur d'être le théâtre de la plus longue bataille de la guerre en Ukraine. Située à quelques kilomètres seulement au nord de Donetsk, la capitale, la ville a goûté pour la première fois au conflit en 2014, lorsque les séparatistes soutenus par la Russie se sont emparés d'une grande partie du Donbass. Peu après, les forces de Kyiv ont repris la ville et l'ont transformée en une forteresse qui, depuis le début de l'invasion à grande échelle en février 2022, a été le théâtre de combats et de tirs d'artillerie pratiquement ininterrompus.

Aujourd'hui, Avdiivka n'est plus qu'un ensemble de ruines calcinées et à moitié détruites. La dernière offensive russe, qui a débuté par surprise le 9 octobre, a été brutale. Il s'est agi d'un assaut massif avec de l'infanterie, des groupes d'assaut blindés, des hélicoptères et des tirs d'artillerie concentrés.

Avec une moyenne de 60 attaques par jour au cours des premiers jours de l'assaut, il s'agit de l'opération la plus intense lancée par la Russie cette année. Plus de quinze jours après l'opération, il est temps de dresser le bilan de l'offensive. Quel est le résultat ? Une avancée de quelques kilomètres au nord-est de

5. Notes du 2 novembre.

6. Article paru dans [elConfidencial](#), 26 octobre 2023. Traduction Antoine Rabadan.

la ville qui semble aujourd'hui stoppée. Et quel en a été le prix? Bien plus que ce que n'importe quel commandant serait prêt à payer dans des circonstances similaires.

Selon un rapport de *Forbes*, la Russie et les forces séparatistes du Donbass ont affecté au minimum trois brigades de 2000 hommes chacune à l'offensive sur Avdiivka. Dix jours plus tard, l'une de ces brigades avait déjà cessé d'exister. Il est impossible de déterminer le nombre exact de pertes humaines et matérielles, mais des images confirment la destruction de plus de 100 véhicules blindés, chars et systèmes d'artillerie.

Les services de renseignement de la défense britannique ont affirmé que le nombre de soldats tués et d'équipements militaires détruits avait augmenté de 90 % du côté russe depuis le début de l'opération. Ces pertes sont colossales, mais elles ne sont guère surprenantes. Comme Oliver Imhof, analyste allemand de la stratégie et du renseignement militaire ouvert (Osint), l'a récemment fait remarquer à ce journal, «le narratif dominant au cours de la dernière année de ce conflit est que l'attaque de villes ou de lignes de front lourdement défendues et truffées de mines et de positions fortifiées est une chose extrêmement difficile à faire».

De fait, ce que nous voyons aujourd'hui à Avdiivka est similaire à ce que le camp ukrainien a connu lorsqu'il a commencé sa contre-offensive dans le sud du pays en juin dernier. À l'époque, les images de multiples chars Leopard et Bradley en flammes au sud d'Orykhiv ont inondé les premières pages du monde entier, des images que Kiev a décidé de ne pas laisser se reproduire. «En gros, le ratio coût-bénéfice n'était pas justifiable pour l'Ukraine ou ses alliés occidentaux et donc les dirigeants militaires ukrainiens ont abandonné cette tactique d'attaque directe pour la

remplacer par la tactique actuelle. Le résultat est une avancée incroyablement lente, mais avec beaucoup moins de pertes», a déclaré l'expert à ce journal.

Pourquoi la Russie semble-t-elle prête à payer ce prix qui a été inacceptable pour l'Ukraine? Les grands sacrifices en échange de progrès limités n'ont rien de nouveau pour le Kremlin. Moscou a montré par le passé être prêt à subir d'énormes pertes pour atteindre un objectif stratégique ou symbolique, comme cela s'est vérifié lors de la bataille sanglante et la conquête ultérieure de Bakhmout. Mais une analyse de Dara Massicot, chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace et spécialiste de la Russie, met un nom et un prénom sur celui qui est le cerveau probable de cette offensive: Valery Gerasimov.

Le général à l'origine des offensives

Le général Gerasimov est le chef d'état-major de la Russie et un grand amateur d'opérations offensives. En février dernier, peu après avoir pris la tête de l'«opération militaire spéciale», comme le Kremlin appelle la guerre en Ukraine, il a ordonné une attaque blindée massive contre Vuhledar, une petite enclave minière dans le Donbass. Le résultat a été catastrophique, avec la perte d'une brigade entière et de quelque 36 chars.

Dans un tweet sur X (anciennement Twitter), Dara Massicot estime que les pires impulsions du général auraient pu être renforcées par la mise hors jeu des deux principaux contrepoids situés dans les échelons supérieurs de l'armée russe, l'ancien commandant du groupe Wagner, Evgeniy Prigojine, et le général Sergey Surovikine. Le premier est mort dans un mystérieux accident d'avion, avec le reste de la direction



du groupe de mercenaires, quelques mois après avoir organisé une mutinerie contre le ministère russe de la défense; le second a disparu des radars en raison de sa proximité avec Prigojine et de sa possible complicité dans le soulèvement. Prigojine est mort. Surovikine a été relégué ou suspendu pour une durée indéterminée. L'analyste pose la question : qui d'autre reste-t-il pour faire obstacle aux mauvaises idées de Gerasimov ?

Un autre facteur explicatif possible est l'avantage matériel. Au cours de l'été, l'Ukraine a acquis une supériorité en matière de tirs d'artillerie pour la première fois depuis le début de l'invasion à grande échelle, lançant plus d'obus par jour contre les positions russes qu'elle n'en recevait, avec une consommation de plus de 200 000 obus par mois.

Toutefois, étant donné les goulots d'étranglement de l'OTAN dans la fourniture de cet armement, il est peu probable qu'un tel exploit se reproduise. Entre-temps, Moscou a réussi à accroître sa capacité de production dans d'autres domaines. Il y a un an, par exemple, la Russie produisait environ 40 missiles à longue portée par mois, selon un rapport du Royal United Services Institute rédigé par Jack Walting. Aujourd'hui, elle parvient à en fabriquer plus de 100 par mois.

Selon D. Massicot, cette augmentation de la production, associée aux récentes livraisons de munitions en provenance de Corée du Nord et d'Iran, a peut-être poussé les dirigeants militaires russes à croire qu'ils pouvaient conquérir Avdiivka par la force brute accompagnée d'une grêle d'artillerie. «Gerasimov peut regarder ses tableurs et se dire qu'il aura l'avantage de l'artillerie dans les mois à venir et qu'il a des soldats à revendre. Mais les tableurs ne combattent pas», souligne l'expert.

Déclaration

« Les armes livrées doivent protéger et empêcher de nouveaux crimes. Le Comité français du RESU appelle à fournir à l'Ukraine des avions, des canons, des chars, autant que nécessaire et sans délais ! »

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE (RESU)¹

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) a, lors de son assemblée générale du 30 septembre 2023, réaffirmé que la voie de la paix passe par le combat et par la victoire de la résistance populaire ukrainienne contre les armées d'invasion de l'impérialisme russe.

Les événements engagés depuis le 7 octobre en Israël et à Gaza et les risques qu'ils comportent, dont celui d'être instrumentalisés par Poutine dans l'espoir d'occulter la guerre impérialiste russe contre l'Ukraine, renforcent à nos yeux cette position. Le soutien aux luttes des peuples opprimés du monde entier, dont le peuple palestinien, et le refus de toute exaction envers quelque population civile que ce soit, nous conduisent à réaffirmer notre soutien à la résistance, militaire ou populaire des Ukrainiennes et des Ukrainiens.

Les pressions pour un cessez-le-feu et pour le ralentissement voire l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine, associées *de facto* à l'idée d'un gel des

1. Contact: ukrainesolidaritefrance@solidaires.org.



territoires annexés, ne conduiraient pas à la paix: il y aurait poursuite des conflits armés sous d'autres formes, poursuite de l'oppression, de la torture, des viols et des déportations de populations et d'enfants, sans aucune stabilisation des zones occupées ni des rapports entre pays de la région.

Comme vient de le déclarer le groupe Résistance féministe antiguerre de Russie (FAS) en recevant le prix de la paix d'Aix-la-Chapelle, prix qui s'adresse «aux femmes, aux hommes, aux groupes qui, d'en bas, contribuent à la compréhension des humains et des peuples entre eux»:

Nous nous appelons Feminist Anti-War Resistance, mais nous sommes bien conscientes que l'«anti-guerre» n'est pas un pacifisme privilégié mais la reconnaissance du droit de la partie victime à l'autodéfense. Les Ukrainiens ne peuvent pas dire «non à la guerre» à une guerre qui est déjà là, chez eux. Ils ne peuvent pas dire «ce n'est pas notre guerre». Ils sont contraints de se défendre, de défendre leur maison et leurs proches, souvent au prix de leur vie. [...] Nous voulons la paix, mais nous voulons une paix juste, sans territoires occupés, sans esclavage et sans torture, sans prisons et sans exploitation, sans dictatures, sans violence silencieuse sous quelque forme que ce soit.

Nous soutenons la place croissante prise par les mouvements sociaux et féministes, comme le mouvement de créations de syndicats parmi les personnels de santé «Sois comme Nina», mouvements et initiatives qui veulent la libération de tout le pays et s'opposent à la corruption endémique, aux privatisations et aux politiques néolibérales du gouvernement qui affaiblissent la résistance populaire et la reconnaissance en dignité et droits qu'elle revendique.

Mais encore faut-il tenir sous les bombardements de missiles qui vont s'intensifier contre les

infrastructures ukrainiennes face à l'hiver. Jusqu'à présent, Washington et les puissances européennes restreignent l'aide militaire, en particulier dans le domaine de l'aérien, contraignant l'armée ukrainienne à des opérations d'avancée pied à pied contre la plus épaisse ligne de barrages et les plus grands champs de mines du monde, en la privant sciemment des moyens de percer rapidement, comme s'il fallait assurer la survie du régime russe en lui épargnant une défaite frontale.

Nous condamnons notamment les décisions et les déclarations du gouvernement français, qui entendent faire école, pour qu'il ne soit pas livré d'armes existantes tirées des stocks des grandes puissances à l'Ukraine et pour monnayer la production d'armes, en organisant pour l'après-guerre l'endettement et l'exploitation du pays et en entraînant l'Ukraine dans la course aux armements.

Pour Sébastien Lecornu, ministre des armées du gouvernement français, il ne s'agit pas d'aider à la libération du peuple ukrainien, mais de fournir «des opportunités pour les industries françaises». Il faut, selon lui, «mettre l'Ukraine dans une position de client».

Non: pour les opprimé-es, et tous les pacifistes du monde, les armes ne doivent pas être des marchandises!

Et face à un redoutable agresseur, les armes livrées doivent protéger et empêcher de nouveaux crimes. C'est pourquoi le Comité français du RESU appelle à fournir à l'Ukraine des avions, des canons, des chars, autant que nécessaire et sans délais! À perte? Mais bien entendu! À perte s'il le faut et dans la plus totale transparence des choix budgétaires, et sans aggraver la dette de l'Ukraine, dont il faut exiger l'annulation immédiate, comme le demandent les



camarades de la gauche ukrainienne et les organisations du mouvement social.

La population ukrainienne veut la libération du pays et la fin des oligarques et des injustices sociales.

Nous sommes pour l'augmentation des moyens des services publics et pour les droits sociaux, contre l'explosion des budgets militaires; pour des aides ciblées en défense des peuples agressés et contre les armes vendues aux dictatures; pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et contre les interventions impérialistes: que les armes existantes servent au plus vite à la libération du territoire de l'Ukraine, aidant à la défaite de Poutine et à la fin de la guerre, et aidant par-là les forces démocratiques en Russie. C'est ainsi que la poursuite de la course internationale aux armements et l'existence des blocs militaires seront d'autant plus susceptibles d'être contestées et stoppées.



Les liens solidaires avec la société ukrainienne qui résiste pour sa dignité et ses droits sont cohérents avec nos combats pour des rapports internationaux égaux. Cette solidarité internationaliste est nécessaire pour l'Ukraine, nécessaire pour tous les opprimés, nécessaire pour les mouvements sociaux: le combat pour la paix, c'est celui-là!

Un oiseau drone né dans un cinéma bruxellois

[HTTPS://SOLIDARITY-UKRAINE-BELGIUM.COM/](https://solidarity-ukraine-belgium.com/)

D'une pierre deux coups. Suite à la projection d'un film du collectif Babylon 13, l'argent recueilli a permis d'équiper une unité ukrainienne d'un drone d'observation perfectionné.

Le film *le Jour de l'indépendance* a été projeté le 26 août au cinéma L'Aventure au centre de Bruxelles. Plus de 70 personnes ont pu découvrir ce documentaire réalisé par le collectif Babylon 13. Différents cinéastes ont été invités à filmer un sujet le premier jour de l'indépendance depuis le déclenchement de la guerre massive.

Le 24 août 2022, ces cinéastes ont choisi leur sujet tant au front que dans les villes (notamment à Kharkiv, Odessa). Cela donne un aperçu choral des multiples formes de la résistance ukrainienne. Résister c'est se battre, c'est aussi vivre, créer, maintenir des relations de solidarité et entraide avec ses voisins, faire fonctionner le système d'alerte qui permet à la population de la capitale de se mettre à l'abri, faire de la peinture, aller à la plage, s'occuper d'une batterie de mortier.

Dans cette vision, on peut parler d'une guerre du peuple, sans héros individuel, où chaque personne assume des tâches qui sont à sa portée et se dépasse pour chasser les occupants et, ce faisant, préparer le terrain d'une Ukraine plus juste, plus égalitaire, plus solidaire.



Ce film a été réalisé par Volodymyr Tykhyi, auteur des longs métrages *Nos chatons Meurtriers* et *La porte*. Produit par Babylon 13, Cineo Studio et Black Photon (Pologne) avec le soutien d'Institut polonais du cinéma.

Le collectif Babylone Villeneuve (qui assure la diffusion de films de Babylon 13 en Europe) nous a permis de rencontrer une des réalisatrices du film ainsi qu'une des femmes qui avait été filmée. Ce dialogue nous a permis de mieux comprendre la vie quotidienne à Kyiv aujourd'hui et la créativité populaire pour faire face à l'invasion et maintenir autant que possible une vie presque normale dans les terribles conditions d'une guerre où les civils sont

la cible principale des bombardements russes. Le collectif avait apporté des reproductions de travaux graphiques ukrainiens qui ont été mis en vente à la fin de la projection.

En additionnant les entrées, le résultat de cette vente et des dons individuels, on a réuni 1450 €. Cette somme a servi à acheter un drone de reconnaissance pour une unité où un des membres du collectif Babylon 13 s'est engagé comme volontaire, mettant ses compétences de cinéaste au service de l'utilisation de drones de reconnaissance qui permettent de suivre les mouvements de l'ennemi sur le front.

Voici le message que nous avons reçu :

Avec ces fonds, nous avons acheté un drone de reconnaissance, invisible aux radars et technologiquement perfectionné. L'oiseau travaille déjà dans l'une des principales unités d'assaut, où notre ami Anush Akhtarnia, éclairagiste et opérateur, fait son service.

C'est ainsi qu'une projection à Bruxelles peut directement servir à la lutte pour chasser l'occupant en Ukraine.



Suisse. Solidarité internationale par le bas: livraison de matériel scolaire au village de Starosillya

ALEXIS¹



Alors que l'agression meurtrière de l'armée russe se poursuit en Ukraine, les tristes conséquences des réalités de cette guerre demeurent invariables: une population civile meurtrie, des familles déchirées, des villes en ruines, et une crise humanitaire dévastatrice persistante, jetant une ombre sur la vie de milliers d'Ukrainien·nes.

Dans une grande partie du pays, les efforts sur le plan humanitaire sont encore à ce jour largement assumés par des personnes bénévoles issues de la société civile qui, face aux besoins urgents et vitaux de la population affectée, se sont organisées spontanément dès le début de l'invasion à grande échelle. Leur dévouement désintéressé constitue un pilier fondamental de l'incroyable résilience de la population en Ukraine, et leur travail acharné ne peut que susciter une profonde admiration pour la solidarité dont ils et elles font preuve. Il est cependant essentiel de ne pas laisser ce sentiment d'exaltation

occulter le fait que ces initiatives pallient avant tout un manquement flagrant du gouvernement ukrainien à cet égard. En effet, c'est principalement l'incapacité de ce dernier à répondre de manière adéquate aux besoins essentiels de la population, qui a d'abord incité les citoyens à s'auto-organiser pour résoudre ces problèmes.

Les Anges de fer, des ouvrières de Kryvyï Rih

L'association des Anges de fer, incarnée par un groupe d'ouvrières de la ville de Kryvyï Rih, dans l'oblast de Dnipropetrovsk, constitue un exemple remarquable de cette mobilisation par le bas. Après plusieurs mois d'occupation spontanée de la maison de la culture de leur quartier, transformée en centre d'accueil et de distribution de l'aide humanitaire aux personnes déplacées des régions occupées, elles décidèrent de fonder une association indépendante. Celle-ci tire son nom de la forte activité minière et sidérurgique pour laquelle la ville natale de ces femmes est connue. Toutes les personnes impliquées dans cette initiative sont des bénévoles: certaines travaillent toujours dans la mine ou à l'usine et consacrent à l'association leur temps libre; d'autres sont déjà à la retraite, en congé maternité, ou en temps partiel imposé. La plupart de leurs conjoints et maris se sont mobilisés pour soutenir l'effort de guerre en rejoignant les rangs de l'armée.

Durant les quatre premiers mois de l'invasion, l'association a aidé plus de 18000 personnes fuyant les combats de l'oblast de Kherson, dont la rive droite était alors partiellement occupée, en leur fournissant principalement des vêtements, des chaussures et des couvertures. Depuis lors, leur action s'est étendue aux oblasts de Donetsk, Kherson, Zaporijia,

1. Alexis est membre du Comité vaudois de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant·es russes à la guerre (Suisse).

Dnipropetrovsk, Tcherkassy et Kharkiv, vers lesquels plus de 100 convois humanitaires ont été organisés pour subvenir aux besoins des habitant·es des villages libérés de ces régions. Les conditions de vie dans ces villages restent extrêmement difficiles : la plupart des maisons ont été complètement ou partiellement détruites, les infrastructures et les services publics élémentaires sont absents, l'économie locale est mise à l'arrêt en raison de l'impossibilité de mener une activité agricole.

100 tonnes d'aide: jouets, colis, matériel médical et... des drones

Certains de ces villages subissent encore des bombardements réguliers. Leurs efforts inlassables ont déjà bénéficié à plusieurs milliers de familles, auxquelles ont été livrées plus de 100 tonnes de matériel humanitaire, comprenant des colis alimentaires, des jouets pour les enfants, des produits ménagers, des vêtements, ainsi qu'une variété d'autres articles essentiels.

En plus de répondre aux besoins humanitaires, les femmes de l'association aident également des unités de l'armée régulière, profitant de leurs nombreuses expéditions à proximité du front pour les fournir en matériel médical, drones et d'autres équipements essentiels aux forces armées. Le dévouement de ces femmes, pourtant sans aucune expérience antérieure politique, associative, militante ou syndicale, est indéniablement immense.

Après avoir pris connaissance des efforts dévoués de l'association des Anges de fer, nous avons, au sein du Comité vaudois de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant·es russes à la guerre, fondé le 1^{er} mars 2022 à Lausanne, en Suisse, pris la décision de soutenir activement cette organisation. En





contribuant d'abord à une collecte de fonds pour l'achat d'une camionnette au printemps de cette année 2023, le comité souhaite prolonger cette collaboration en organisant une récolte pour le village de Starosillya, au nord de l'oblast de Kherson.

Une aide scolaire pour 117 enfants rescapés de l'occupation russe

Alors que la rentrée scolaire de septembre approchait, les 117 enfants qui fréquentent l'école locale manquaient de matériel scolaire adéquat pour poursuivre leur scolarité. Le village fait en effet face à une situation matérielle, pour ne parler que d'elle, très difficile. Occupé dès le 26 février 2022, il est libéré le 4 octobre de la même année – faisant ainsi partie des premières localités à être récupérées par l'armée ukrainienne lors de la bataille pour la libération de Kherson [lancée le 29 août]. Le village de Starosillya, situé sur la rivière Inhoulets, fut sur la ligne de front pendant ces nombreux mois. La guerre a laissé pour

conséquence des cicatrices profondes dans ce village. Aujourd'hui, environ la moitié des infrastructures du village est toujours détruite. Malgré le manque d'approvisionnement en eau potable, l'absence d'électricité et les zones minées, la vie reprend malgré tout son cours dans la région et le village compte aujourd'hui 240 habitant·es sur les 580 qui y vivaient avant la guerre.

Ainsi, après avoir identifié les besoins prioritaires des élèves en ce début d'année scolaire avec l'aide des enseignantes de l'école, et avoir achevé notre collecte de fonds durant l'été, nous nous sommes rendus à Kryvyi Rih le 15 septembre 2023. Là-bas, nous avons rencontré les femmes de l'association des Anges de fer, accompagnés par un membre de Solidarity Collectives, réseau de volontaires antiautoritaires unis dans le but d'aider le mouvement de résistance ukrainien. L'accueil a été extrêmement chaleureux, et la rencontre avec les membres et la présentation de leur travail n'ont fait que confirmer la sincérité et l'ampleur de leurs actions. Une de ces femmes, Tetiana, nous explique n'avoir jamais conduit de voiture avant l'invasion. Elle a pourtant passé le permis de conduire et parcouru plus de soixante mille kilomètres depuis.

Le témoignage de la délégation vaudoise à Starosillya

Nous chargeons la camionnette (dont nous avons contribué à l'achat quelques mois plus tôt) avec le matériel scolaire et nous partons le lendemain pour le village de Starosillya. Située à une centaine de kilomètres environ de Kryvyi Rih, l'état des routes ne nous a pourtant pas permis d'atteindre notre destination en moins de 2h30. Tetiana nous explique ne pas savoir si l'état des routes était nécessairement



meilleur avant la guerre malgré ce que portent à penser les nombreuses traces laissées par les combats d'artillerie qui marquent le paysage, les lignes d'arbres carbonisés, les tranchées et les campements abandonnés par les soldats russes. De nombreux champs de tournesol ont été abandonnés et n'ont pas pu être moissonnés depuis l'été 2022, étant toujours minés. Le niveau de destruction des villages de la région est plus important qu'imaginé, et témoigne de l'intensité des combats passés. Pratiquement chaque bâtiment est gravement endommagé. Nombreuses sont les maisons habitées qui utilisent de grandes bâches comme toits de fortune.

Bien que nous soyons arrivés un samedi, jour de congé pour les élèves, les enfants du village sont venus nombreux nous retrouver, accompagnés de leurs parents ainsi que de leurs enseignantes. Chacun des 117 enfants a reçu un ensemble complet de fournitures scolaires, préparé à l'avance pour garantir une distribution efficace et équitable. Invités à manger par quelques villageois-es s'étant alors réunis pour l'occasion, nous avons pu observer les habitant-es du village, courageux-euses et résilient-es, unir leurs forces pour reconstruire leurs foyers, leurs vies, malgré les cicatrices matérielles et immatérielles, les souvenirs difficiles, mais aussi les tabous liés à l'occupation. Offrir à ces enfants une meilleure scolarité, lors de laquelle ils et elles pourront apprendre, se développer et s'épanouir malgré les épreuves auxquelles ils et elles sont confrontés quotidiennement ne se limite pas uniquement à la dimension matérielle. Cela envoie également un message de solidarité et d'espoir à ces enfants ukrainiens: elle leur montre qu'ils sont soutenus, que leur avenir compte et qu'ils ont la possibilité de réaliser leurs rêves dans une Ukraine libre. Il en va indirectement de même pour leurs parents.





Commons, une revue de critique sociale

PATRICK LE TRÉHONDAT



Aider et renforcer les initiatives qui émergent par le bas nous paraît essentiel et pertinent. Notre objectif va au-delà de la victoire de l'Ukraine, il vise à contribuer à la reconstruction d'un État démocratique et libre, avec une société civile forte où les citoyens ordinaires sont actifs et influencent la vie politique. Il est important de rappeler que la période soviétique a entraîné en Ukraine une atomisation et la destruction de toute tradition d'auto-organisation des travailleurs par le bas. Dans les années qui ont suivi la fin de l'Union soviétique, la privatisation et le capitalisme sauvage ont encore exacerbé la précarisation des droits sociaux et rendu leur défense difficile. Les compétences politiques et organisationnelles acquises pendant la guerre pourraient être mises à profit pour poursuivre cet engagement populaire, contribuant ainsi à la démocratisation générale de la société. Cette activité d'entraide rapproche des personnes d'horizons différents, tant urbains que ruraux, et contribue à renforcer le tissu social. C'est un résultat notable, malgré le contexte difficile et malheureux qui a donné naissance à cette dynamique.

Il y a un nombre incalculable d'autres endroits comme Starosillya. L'aide matérielle et directe, même si elle peut nous sembler dérisoire ici, apporte un véritable soutien aux personnes là-bas. La solidarité directe et concrète doit continuer.

L'un des paradoxes de la guerre en Ukraine est que certains d'entre nous ont découvert l'existence d'une gauche active et d'une pensée critique et créative en Ukraine que nous avons ignorées pendant de trop nombreuses années (et dont l'auteur de ces lignes fait partie). Parmi nos révélations, la revue *Commons*¹ est certainement l'un des lieux les plus importants et les plus productifs pour comprendre la situation en Ukraine et dans le monde. Il publie ses articles en ukrainien, en anglais et en russe. Aujourd'hui, Commons est un site web de référence pour la pensée critique de la gauche européenne. Bien que le site traite de questions spécifiques à l'Ukraine, il est ouvert au monde. L'une de ses initiatives récentes est le «Dialogue des périphéries» qu'il souhaite ouvrir, l'objectif étant que «la résistance au système capitaliste soit un moyen de trouver des solutions alternatives pour tous les pays de la périphérie mondiale. À cette fin, nous entamons un dialogue commun indépendant avec des militants de différentes régions, de l'Amérique latine l'Asie de l'Est».

Outre ses publications régulières sur son [site](https://commons.com.ua/en), Commons vient de publier une édition de la revue papier en anglais qui est également en téléchargement libre et gratuit.

Nous publions ci-après l'avant-propos de la revue.

1. *Commons*, <https://commons.com.ua/en>.

Nous discutons l'idée de publier un numéro en anglais de *Commons* depuis longtemps, et ce sujet est devenu particulièrement aigu en relation avec l'invasion russe à grande échelle et l'intérêt croissant du public étranger pour l'Ukraine. Pour diverses raisons, nous avons reporté ce numéro, mais l'idée est revenue lors de discussions avec la rédaction du magazine suédois *Glänta*, qui nous a invités en résidence à Göteborg. Ils nous ont proposé de nous aider pour l'impression – nous avons accepté de rassembler le matériel essentiel.

La guerre a touché chacun de nous. Certains de nos amis et parents étaient sous occupation, capturés ou tués. Un de nos rédacteurs s'est porté volontaire pour rejoindre l'armée, plusieurs de nos auteurs sont morts au combat sur la ligne de front, en luttant contre l'agresseur. Certains ont fui le pays en tant que réfugiés et, avec ceux d'entre nous qui étaient déjà à l'étranger, ont rejoint divers réseaux de bénévoles et organisé des débats publics sur ce qui se passait. Nous avions du mal à nous débrouiller et à survivre – certains en tant que réfugiés, et d'autres restant en Ukraine, tous touchés par un stress que tout le monde n'était pas capable de gérer.

Notre rédacteur, camarade et cher ami Oleksandr Kravtchuk, qui n'avait que 37 ans, est décédé en juin 2023 dans son sommeil. Pendant tout ce temps, nous n'avons jamais cessé d'analyser les événements qui se déroulaient. Les documents présentés ici ne sont pas des articles originaux rédigés pour ce numéro. Il s'agit soit de textes sélectionnés que nous avons publiés depuis le début de l'invasion à grande échelle sur notre site Internet, soit de publications avec les membres du comité de rédaction sur d'autres ressources.

De manière classique, l'essentiel des textes est divisé en trois parties. La première contient des textes

qui constituent notre intervention dans le débat de la gauche occidentale sur l'Ukraine. La deuxième, le plus hétérogène, est consacrée aux expériences de guerre – principalement l'occupation et la question des réfugiés, mais aussi l'expérience de la solidarité et du soutien mutuel. Dans cette section, on peut également trouver des textes sur la réaction des militants de gauche ukrainiens face à la guerre et sur la situation des radicaux de droite ukrainiens.



La troisième et dernière partie contient des articles critiquant les solutions néolibérales aux problèmes économiques du pays, appelant à une reconstruction d'après-guerre juste et socialement orientée².

L'entretien qui suit immédiatement cet avant-propos constitue une brève présentation de notre revue pour un public étranger. Nous tenons à remercier

2. Pour acheter ou télécharger la revue, cliquer sur la couverture.

l'équipe éditoriale de *Glänta*, sans l'aide de laquelle ce numéro n'aurait pas été possible.

Nous tenons à remercier Katya Gritseva pour la couverture et Mariia Boiko pour la mise en page du journal. Malgré des délais très serrés, ils ont fait un travail remarquable. Nous tenons à remercier Ira Yatsenko, Lila Badekha et Jenya Stepko, les membres de notre équipe, sans qui notre travail au cours de la dernière année et demie aurait été impossible. Nous tenons également à remercier nos camarades, syndicalistes et militants de gauche du monde entier, qui nous ont soutenus pendant ces moments difficiles.

Nous exprimons notre gratitude à Medico International et à la Fondation Rosa Luxemburg; sans leur coopération, de nombreux textes inclus dans ce numéro n'auraient pas été publiés. Nous dédions ce numéro à la mémoire de l'anthropologue ukrainien et de notre auteur Evheny Osievsky, ainsi qu'à la mémoire de notre éditeur, ami et camarade Oleksandr Kravtchuk, sans le travail éditorial minutieux duquel la plupart de ces textes n'auraient pas vu le jour.

Les bénéfices des ventes de cette revue seront reversés à une collecte de fonds en faveur du secours humanitaire et au soutien des mouvements de gauche et des soldats syndicalistes.



**SOLIDARITÉ
UKRAÏNE
BELGIQUE**

Un nouveau site en français pour la solidarité

Le comité belge du RESU s'est formé peu après le début de l'invasion massive russe. Il s'agissait d'abord d'un groupe de personnes qui voulaient prendre part à la solidarité et de convaincre des forces de gauche de la nécessité de combattre l'impérialisme russe. Après le voyage d'une délégation européenne du RESU en Ukraine au début du mois de mai 2022, le comité a créé ses premiers outils de communication: une lettre d'information, des pages Facebook en français et en néerlandais, une chaîne YouTube consacrée en grande partie à des interviews de cinéastes d'Ukraine; un groupe sur LinkedIn.

Tout s'est fait dans l'urgence. Nous n'avions aucune idée de la durée de la guerre. Nous estimons qu'avec nos pages Facebook en français et en néerlandais nous touchons de manière régulière environ 2 000 personnes (estimation basée sur le nombre de personnes qui décident de suivre ces pages ou de devenir membres des groupes privés).

Au printemps 2023, nous avons senti la nécessité de mettre en place un outil d'information plus stable, plus soigné graphiquement, plus orienté vers des analyses et donnant la parole à des forces de gauche en Ukraine. Cette nécessité était liée à l'évolution de la guerre elle-même. Il est apparu, de plus en plus clairement, que la guerre allait se prolonger, que cela impliquait un risque

de lassitude dans les milieux solidaires. Nous avons aussi le sentiment qu'en Ukraine même, les luttes autour des questions sociales et environnementales, les débats sur l'avenir de la société ukrainienne et sur l'articulation entre le front et le reste de la société allaient reprendre une place plus importante, moins effacée par la priorité absolue de la résistance armée et de la cohésion face à l'envahisseur.

Nous avons opté pour un *low web*, c'est-à-dire pour la création d'un site publiant des matériaux de qualité qui resteraient d'actualité pendant une longue période. Le site contient actuellement six rubriques. Une rubrique «Actualités», qui n'a pas la prétention de couvrir les événements au jour le jour et privilégie des informations pertinentes pour la solidarité. La focale de cette rubrique n'est pas la dimension militaire, ni géopolitique. Elle met en avant les dynamiques sociales de la société ukrainienne. La rubrique «Agenda» reprend les activités consacrées à l'Ukraine ou à la résistance antiguerre en Russie et en Biélorussie. La rubrique «Analyses et documents» fait connaître les analyses de la gauche ukrainienne et contient des articles divers destinés à promouvoir un débat sans stéréotype, basé sur une connaissance des faits. On peut y trouver des articles sur l'histoire, sur la question des langues, sur le féminisme ukrainien ou les formes actuelles de luttes syndicales. La rubrique «Culture» met en avant le cinéma ukrainien que nous considérons comme un outil important pour promouvoir une solidarité basée sur une connaissance plus intime de la société ukrainienne. Nous abordons aussi d'autres créations culturelles comme les arts graphiques. Nous prévoyons d'introduire dans cette rubrique des recensions de livres sur l'Ukraine publiés par des chercheurs en histoire, en sciences sociales et politiques. Une rubrique «Campagnes» donne des informations sur des initiatives concrètes de solidarité. Une rubrique «Ressources et liens» donne de nombreux liens



avec des sites ukrainiens (avec, le plus souvent, une section en anglais).

Le site a été conçu sur Wordpress qui nous semble la formule la plus facilement utilisable pour des non-professionnels comme nous et qui permet par ses nombreuses fonctionnalités de réaliser un site où l'on puisse également valoriser l'image et des vidéos. Ses nombreuses extensions nous permettront de développer la structure du site en fonction de nos besoins et de notre propre apprentissage du travail sur un site.

Lancé au début du mois d'octobre, ce site est aussi devenu une sorte de carte de visite du comité. Élégant et facile à consulter, il a reçu un bon accueil.

Les défis principaux pour nous sont de poursuivre ce travail dans la durée et de passer progressivement d'un site unilingue en français vers un site bilingue

avec des pages en néerlandais. Nous allons également lancer une nouvelle lettre d'information basée principalement sur les informations du site. C'est pourquoi, nous demandons aux personnes intéressées de s'inscrire en ligne depuis le site.

Il va de soi que le site est ouvert à toute forme de collaboration avec les initiatives de solidarité dans des pays de langue française. N'hésitez pas à nous proposer des matériaux tant écrits que graphiques, à reprendre les documents publiés sur le site, à faire circuler des liens avec le site ou certaines de ses rubriques. Le lien entre le site et la revue en ligne *Soutien à l'Ukraine résistante* est déjà établi et nous a permis d'utiliser de nombreux matériaux de cette publication.

Rendez vous sur le site : <https://solidarity-ukraine-belgium.com>

Prenez contact avec l'équipe du site : resu.ens@gmail.com

Page Facebook en français : <https://www.facebook.com/Comité-belge-du-Réseau-européen-desolidarité-Ukraine-109250521778204>

En néerlandais :

<https://www.facebook.com/search/top?q=europees%20netwerk%20voor%20solidariteit%20met%20oe%20ukraïne>

Nous avons aussi ouvert des «groupes privés» auxquels vous pouvez adhérer :

En français : <https://www.facebook.com/groups/1411688822577478>

En néerlandais : <https://www.facebook.com/groups/526494779133546>

Chaîne YouTube du Comité (abonnez-vous pour être informé des nouveautés) :

<https://www.youtube.com/channel/UC5kaJ2YnWZ4WD9jQFP2Iv4A>

Sur LinkedIn : <https://www.linkedin.com/groups/12773094/>



À MARSEILLE

BRANISLAVA KATIC

Des militants des partis progressistes de Marseille ont décidé d'organiser leurs futures actions en faveur de l'Ukraine en unissant leurs efforts et constituant un RESU-Marseille. Nous prévoyons déjà une participation à la journée des droits de l'enfant en rappelant le sort des petits Ukrainiens déportés, l'organisation de la commémoration du 24 février 2022, jour de l'agression russe contre l'Ukraine, coopération avec un syndicat d'infirmières ukrainiennes, la collecte d'équipements médicaux pour l'Ukraine, organisa-



tion de débats et de projections de films...

Réunis le 6 novembre, des militants de l'EELV, Place publique, Ensemble, Nouvelle Donne, NPA, Émancipation, un maire-adjoint PS, des membres d'associations de droits humains ou culturelles qui agissent pour l'Ukraine depuis le début de la guerre, de jeunes Ukrainiennes présentes se sont mis d'accord pour organiser une assemblée générale fondatrice du RESU Marseille le 1^{er} décembre. D'autres participants sont annoncés à cette occasion.

Si vous souhaitez vous joindre aux actions du RESU-Marseille, contactez Branislava Katic :

branis.katic@gmail.com

On ignore où se trouve Maksym Butkevych depuis août 2022

DÉCLARATION DU DIRECTEUR RÉGIONAL
D'AMNESTY INTERNATIONAL¹

En l'absence depuis des mois de nouvelles de Maksym Butkevych et face à l'impossibilité pour l'avocat d'avoir des informations, les proches ont décidé de rendre publique et dénoncer cette situation.

Amnesty International a publié un communiqué mardi 7 novembre 2023.

**Fédération de Russie :
les autorités doivent révéler où se
trouve Maksym Butkevych après
sa disparition forcée**

En réaction à la disparition forcée du défenseur des droits humains et prisonnier de guerre ukrainien Maksym Butkevych, dont le lieu de détention a été confirmé pour la dernière fois le 22 août, Denis Krivosheev, directeur régional par intérim pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale à Amnesty International, a déclaré :

Cela fait onze semaines que l'on ne sait plus où se trouve Maksym Butkevych. Compte tenu du simu-

lacre de procès, de la nature de sa condamnation et des preuves de mauvais traitements, sa famille et nombre d'entre nous, nous inquiétons vivement de son sort et de son état. Nous demandons aux autorités russes de révéler immédiatement où il se trouve et de lui permettre de contacter sa famille et son avocat.

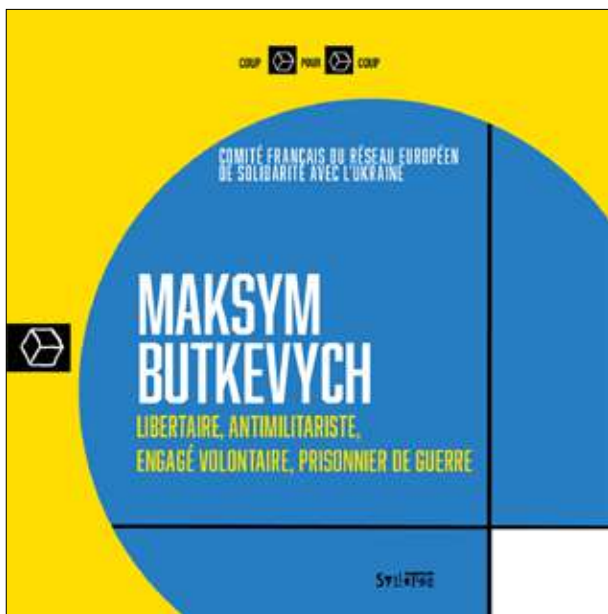
Cette situation n'est que le dernier d'une longue série d'abus commis à l'encontre de Maksym Butkevych depuis qu'il a été fait prisonnier de guerre, en juin 2022. Sa condamnation à treize ans d'emprisonnement lui a été infligée par la prétendue cour suprême de Louhansk, sous occupation russe, dans le cadre d'une procédure secrète, sur la base d'une confession vidéo qui a très certainement été obtenue sous la contrainte, ainsi que d'autres preuves peu convaincantes. Nous pensons que ces accusations constituent des représailles des autorités russes visant l'activisme antérieur de Maksym et ses activités de premier plan en tant que défenseur des droits humains.

Priver un prisonnier de guerre du droit à un procès équitable et régulier est un crime de guerre. La disparition forcée l'est tout autant, et c'est à cela que se résume le traitement actuel subi par Maksym Butkevych. Les autorités russes doivent annuler la condamnation de Maksym Butkevych, le libérer immédiatement de la détention imposée par la prétendue cour suprême de Louhansk et mettre fin aux violations du droit international et aux atteintes aux droits des prisonniers.

**La presse ukrainienne s'inquiète du
sort de Maksym Butkevych**

Le média *Соціальний портал України* indique «depuis août, on ne sait rien du sort de Maksym Butkevych, selon le père du défenseur ukrainien des droits humains capturé en Russie.» «Il n'existe aucune

1. Traduction Mariana Sanchez.



information sur le sort de Maksym Butkevych après l'audience de la cour d'appel de la Fédération de Russie, qui a eu lieu le 22 août 2023. Les demandes adressées par l'avocat chargé de l'affaire Léonid Soloviev aux autorités compétentes de la Fédération de Russie ont été ignorées.»

Ce matin, le Centre des droits humains de Kharkiv partage ces inquiétudes rappelle que «Maksym Butkevych, cofondateur du Centre des droits humains Zmina et de Hromadsky Radio, journaliste et défenseur des droits de l'homme, a rejoint les rangs des forces armées ukrainiennes au début de la guerre à grande échelle et a été fait prisonnier par les Russes dans la région de Louhansk en juin de l'année dernière. Lui et deux autres militaires, Viktor Pohozei et Vladyslav Shel, ont été accusés de «traitement cruel de la population civile et d'utilisation de méthodes interdites dans un conflit armé». Il a été

précisé que le “crime” avait été “commis” le 4 juin à Severodonetsk. Ce jour-là, Maksym aurait tiré au lance-grenades antichar sur des civils. Les collègues de Maksym Butkevych ont rendu publique l'information selon laquelle le journaliste se trouvait à ce moment-là dans la région de Kyiv. En général, l'accusation était basée sur l'auto-incrimination, ce qui peut indiquer que les prisonniers ont été torturés.»

Le journal ajoute que Maksym Butkevych n'est pas le seul journaliste en captivité. Les Russes ont kidnappé Serhii Tsypi à Kherson le 12 mars 2022. Sa famille n'a appris son sort qu'en avril, lorsqu'une vidéo a circulé sur les réseaux sociaux pro-russes dans laquelle Serhiy – apparemment sous la contrainte – parle de la «stratégie douteuse de l'armée ukrainienne». Dans l'enregistrement, le journaliste a été présenté comme un «officier supérieur du commandement des forces d'opérations spéciales de l'armée ukrainienne, qui s'est installé en Russie». Le 6 octobre, il a été condamné à treize ans de prison pour espionnage.

Entretien avec Oleksandr Butkevych, le père de Maksym

Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 23, 5 septembre 2023.

**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

« Vous ne vivez pas dans un pays où l'on peut faire grève »

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

C'est ce qu'a répondu le patron de Bolt Food, entreprise estonienne de livraison de repas implantée en Ukraine, aux coursiers en grève pour une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. La précédente grève notable des coursiers de Bolt Food avait éclaté en 2021, sans succès. Ensuite les coursiers ont accusé l'entreprise d'avoir réduit le paiement de la commande de 50 %.



20 octobre, Kyiv, rue Bastionna. Les coursiers grévistes de Bolt Food se sont rassemblés devant les bureaux de l'entreprise. Les agents de sécurité postés aux portes de l'entreprise leur expliquent (peu) diplomatiquement qu'il n'y aura pas de dialogue avec la direction de l'entreprise, le directeur régional est au courant de la grève, mais il est occupé par des affaires importantes. Il s'agit de la cinquième grève des coursiers de Bolt Food au cours du mois dernier. La première a eu lieu à Dnipro au début du mois d'octobre.

Au cours des trois années d'existence de Bolt Food en Ukraine, les prix ont augmenté : essence, nourriture, pièces détachées pour les véhicules, nourriture dans les restaurants, etc. Il y a cependant une chose qui n'a pas augmenté d'un centime : le revenu du coursier de Bolt Food. « Et il y a une limite à tout. Les revenus que nous accorde votre entreprise sont

insupportables pour le coursier, et votre entreprise continue d'exister uniquement grâce aux mensonges sur vos offres d'emploi de coursier, qui promettent des revenus fabuleux. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase de la patience des coursiers de Bolt Food dans toutes les villes d'Ukraine a été l'annulation du paiement du trajet jusqu'au restaurant », ont déclaré les coursiers dans un appel à la direction de Bolt Food.

Mais la suite des événements a montré que ce n'était pas la seule goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Lorsqu'ils se sont adressés à la direction, les coursiers ont formulé leurs revendications portant notamment sur :

1. L'introduction d'un paiement minimum de 70 UAH (1,81 euro) par commande.
2. L'augmentation du taux et du tarif kilométrique de 70 % sans réduction du coefficient de bonus. C'est tout à fait juste compte tenu de la dépréciation de la monnaie nationale et de la hausse des prix qui en découle. En d'autres termes, parallèlement à la croissance des revenus de la plateforme, les revenus des coursiers devraient augmenter proportionnellement.



1. 27 octobre 2023.

3. Le paiement horaire garanti d'un montant de 95 UAH (2,46 euros) en l'absence de commandes pendant plus d'une heure en ligne.
4. Rétablissement des primes hebdomadaires.
5. Facturation du temps d'attente du coursier dans l'établissement si l'établissement a plus de 5 minutes de retard dans la livraison de la commande.
6. Amnistie pour tous les coursiers dont les comptes ont été injustement bloqués.

Si les revendications ne sont pas satisfaites, les coursiers ont promis de poursuivre leurs grèves perlées. Et c'est ce qui se passe actuellement: une ou deux fois par semaine, les coursiers de Bolt se mettent grève. «Bolt Food, avec son jeu à la baisse des salaires des coursiers, a oublié une chose importante: moins une personne gagne, plus il lui est facile de ne pas aller travailler le jour de la grève, parce qu'elle n'a presque rien à perdre», expliquent les grévistes.

Fin septembre, Kyiv a été «divisée» en certaines zones avec des taux de paiement différents. La quasi-totalité de la rive gauche de la capitale est en zone «rose» avec des tarifs réduits, ont indiqué des coursiers. Cela a provoqué une nouvelle vague de protestations, une augmentation du nombre de participants à la grève. Signe de la fièvre autour de la grève des coursiers de Bolt Food, l'édition ukrainienne du magazine pro-business Forbes consacrait un article au conflit le 25 octobre.

Témoignages de grévistes

Viacheslav a 18 ans. Il poursuit des études en informatique et travaille à Bolt Food à Kyiv depuis 2022. Il fait ses livraisons à bicyclette ce qui est dangereux en raison de la guerre. «Oui, c'est vrai. Surtout au début de la guerre, il y avait un grand danger en raison des



bombardements réguliers, mais aujourd'hui je n'ai plus peur», nous confie-t-il. Il dit gagner entre 424 et 471 euros par mois. «Mais avec une moto, on peut gagner plus», ajoute-t-il.

Pour la grève, «nous décidons par chat de nos actions, mais nous n'envisageons pas de fonder un syndicat, nous n'avons toujours pas une telle auto-organisation. Cependant, nous avons des relations avec les coursiers en lutte d'autres villes». Quant à l'issue du conflit, il nous dit que «dans l'histoire de l'Ukraine indépendante (32 ans), nous avons connu deux grandes révolutions, alors pourquoi ne pouvons-nous pas faire une révolution chez Bolt Food pour de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés?»

Gromov, 25 ans, travaille à Foot Bolt à Dnipro. «Je milite pour les travailleurs des plateformes et j'ai dirigé un ancien syndicat de coursiers. Je suis actif depuis 2019. Actuellement, je gère le plus important chat sur Telegram de coursiers en Ukraine, avec un total d'environ 20 000 abonnés», nous explique-t-il. «J'ai travaillé pour Bolt Food depuis le début de l'exploitation de cette plateforme en Ukraine (automne 2020). Il y a trois ans, je gagnais environ 94 euros pour une journée de travail de douze heures. À



l'heure actuelle, le revenu moyen des coursiers de nourriture Bolt est d'environ 328 euros pour douze heures de travail. Tous ces montants sont bruts sans compter les dépenses [liées à l'entretien des motos ou bicyclettes] qui représentent généralement 30 à 50 % des revenus des coursiers», ajoute-t-il.

Sur la dangerosité du travail de coursier, il précise que «celui-ci est toujours dangereux, qu'on soit en guerre ou en paix. Vous pouvez voir que différentes recherches indiquent qu'être conducteur est dans le top 10 des emplois les plus dangereux au monde et ces études ne portent que sur les voitures et leurs conducteurs. La plupart des coursiers utilisent des véhicules à deux roues, qui ont un taux de mortalité 25 à 30 fois plus élevé que celui des véhicules à

quatre roues. Fondamentalement, le travail de coursier est presque un acte de suicide et je ne vois pas la différence entre la mort suite à un bombardement et la mort suite à un accident de voiture. La guerre a apporté beaucoup d'inconfort, que l'on ne voit pas, au travail des coursiers, comme l'attente de la fin d'une alerte pour aller chercher un repas au restaurant, et qui obligent tous les travailleurs à se rendre dans des abris, des stations de métro ou des parkings souterrains.» Au sujet de son activité militante il l'explique ainsi :

Je dis aux gens quoi faire et ils le font. Une première grève a commencé dans la ville de Dnipro en raison de l'annulation du système expérimental de paiements décents aux coursiers. C'est l'étincelle qui a allumé la flamme de la fureur des coursiers d'autres villes qui ont des salaires pathétiques. J'ai eu l'idée de déclencher une grève ces derniers mois, mais l'occasion ne s'était pas présentée. Et la grève des coursiers du Dniepr a été cette occasion.

Fonder un syndicat? Gromov est pessimiste :

Je ne vois pas de perspective de création d'un syndicat parmi des jeunes souvent irresponsables et sans cervelle, dont 90 % changeront de travail au bout de quelques mois. J'ai essayé plusieurs fois les années précédentes, mais ces tentatives ont échoué.

À propos de la déclaration de son patron «Vous ne vivez pas dans un pays où l'on peut faire grève», il répond : «Je pense que c'est la réponse d'un leader faible et pathétique, qui ne devrait pas occuper un poste aussi important. Ce type est un échec complet et je ne comprends pas pourquoi Bolt ne l'a toujours pas viré.» Quant à son avenir, il nous confie : «Je vois mon avenir personnel brillant comme un jour d'été parce que je ne serai pas coursier dans les années à venir»



Chronique de la vie courante

Marioupol: vivre sans eau, sans électricité et sans gaz

Dans la ville occupée, les habitants continuent de vivre dans des immeubles d'urgence. Chez la plupart d'entre eux, il n'y a toujours pas de gaz. Des inondations sont courantes ainsi que des pannes de courant. Rien n'est entretenu. La municipalité fantoche ne paie pas les salaires des employés municipaux. Dans un immeuble de la rue Volodymyrska, les tuyaux sont crevés, une trappe d'égout reste ouverte, il n'y a pas de gaz et des fissures lézardent les appartements. Et l'hiver est à venir. Le Gauleiter Morgun [maire] a déjà rendu visite aux habitants, mais il n'y a eu aucun changement. Et dans la rue de la 9^e Division Aviation, aux numéros 26 et 28, il n'y a plus de lumière depuis plusieurs jours. L'eau est également coupée, à cause du travail des «entrepreneurs». On dit aux gens que l'équipe travaille, mais personne ne sait quand les travaux seront terminés. «D'où viennent ces sous-traitants?! Administration municipale – contrôlez-vous au moins quelque chose dans la ville?», ont écrit les habitants indignés de Marioupol.

Mavka: femmes en résistance

Le mouvement de résistance Mavka (ou Mavka maléfique) est né en mars 2023 à Melitopol occupé. Sa particularité est d'être composé exclusivement de femmes. «La propagande russe imaginait que la résistance ne pouvait être que le fait d'hommes corpulents, forts, armés et cagoulés. C'est ainsi qu'ils imaginaient la résistance ukrainienne dans les villes.

Et je pense qu'au début ils ne s'attendaient pas à ce qu'il puisse s'agir de femmes», déclare une de ses coordinatrices. Le mouvement placarde des tracts, peint des graffitis, détruit des symboles russes et collecte des informations sur l'armée russe. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, les occupants ont eu recours à la violence sexuelle comme forme de terreur. Mavka collecte des témoignages: «Je voulais interroger plus précisément les victimes et leur montrer que nous enregistrons tout et que rien ne restera impuni après la libération», explique une responsable du groupe clandestin. «Au fil du temps, des Mavkas dans d'autres territoires ukrainiens occupés par l'armée russe ont commencé à nous rejoindre», ajoute-t-elle, en expliquant qu'elle ne s'attendait pas à un tel soutien. Plus d'une cinquantaine de femmes sont, par exemple, actives en Crimée. Cependant, «il vaut mieux ne pas parler de notre position pro-ukrainienne au travail ou en compagnie d'amis, car vous ne pouvez pas être sûr des autres et cela menace non seulement vous, mais aussi vos proches», souligne une jeune membre du mouvement de résistance

Kyiv: les citoyens veulent contrôler le budget municipal

Le 7 octobre, une action de protestation a eu lieu sous les murs de l'administration de la ville de Kyiv contre l'utilisation inappropriée des fonds du budget de la capitale. Les manifestants ont protesté contre le financement de la réparation des infrastructures. Ils proposent plutôt d'augmenter le soutien aux forces armées. Dans la matinée, plus de 100 personnes se sont rassemblées en brandissant des pancartes: «Mes impôts sont pour les forces armées, pas pour les pavés» et en criant des slogans: «De l'argent pour les forces armées!». Trois revendications ont été mises



en avant. «1) La première est de garantir que l'année prochaine personne ne construise d'échangeurs inutiles et de nouveaux parkings. Il est nécessaire de garantir qu'il y ait un débat public sur le budget de Kyiv pour 2024 avec la participation des citoyens, de bénévoles et d'anciens combattants. La deuxième revendication est liée au problème des unités militaires qui rencontrent des difficultés dans l'utilisation des fonds qui leur sont alloués. Troisièmement, nous avons exigé l'annulation des appels d'offres pour des objets inutiles et non prioritaires», explique l'organisatrice de la mobilisation.

Victoire syndicale des cheminots

Le tribunal régional de Kryviy Rih a reconnu illégale la suspension partielle du paiement des salaires par les chemins de fer ukrainiens Ukrzaliznytsya. Cette décision était contestée par le syndicat indépendant des cheminots d'Ukraine au dépôt de locomotives de Kryvyi Rih. Elle concernait plus de 300 000 travailleurs qui vont désormais toucher tout leur salaire. Le vendredi 6 octobre, les juges ont finalement déclaré illégale la décision du conseil d'administration de Ukrzaliznytsya datée du 14 mars 2022 concernant la suspension des paiements prévus par l'accord sectoriel, les conventions collectives. Ukrzaliznytsia, est tenue de payer les montants impayés. De nombreux employés de la société de transport avaient été privés d'une partie de leurs salaires à la suite d'une décision injuste et, en fin de compte, illégale de la direction des chemins de fer ukrainiens.

Lviv: 6^e rassemblement « D'abord les drones, puis les stades »

Pour la sixième fois, un rassemblement a eu lieu à Lviv contre les dépenses budgétaires non essentielles.

Sous le mot d'ordre «D'abord les drones, puis les stades», les participants ont exigé l'annulation des appels d'offres, qui, à leur avis, sont inappropriés en temps de guerre. «Si la ville construit des stades ou des pistes de ski pendant la guerre, rénove les façades, déplace les pavés, c'est, à notre avis, un crime. Maintenant, les gars sur la ligne de front ont besoin de drones, de caméras thermiques, d'appareils de vision nocturne, de premiers secours, gilets pare-balles. Tout ce dont ils ont besoin doit être transféré en première ligne», a déclaré Artur Kireev, participant au rassemblement. Auparavant, le responsable de la région de Lviv, Maksym Kozytskyi, avait demandé aux municipalités de la région d'analyser les appels d'offres de marché public en cours : 22 appels d'offres ont déjà été annulés.

Une nouvelle loi antisociale en discussion

Un projet de loi sur les conflits collectifs au travail est actuellement en discussion à la Verkhovna Rada d'Ukraine. Une disposition donne le droit aux employeurs de déclencher un lock-out (article 48), si une grève constitue un obstacle à l'exercice du «droit à la propriété» (article 45), le projet limite le nombre de personnes élues à l'organisme autorisé à mener une grève à 3-5 personnes (article 38), dans le cas d'une grève reconnue illégale par un tribunal, l'organisme ayant mené la grève devra indemniser l'employeur pour les dommages causés par une telle grève sans aucune restriction. En outre, le projet réduit la possibilité de mener une grève d'avertissement à une fois et au maximum une heure (article 36), taxe les caisses de grève (partie 45 de l'article 39), et établit une procédure complexe pour la mise en œuvre par les salariés du droit de grève, article 46.



« Écoutez-nous », disent les familles de soldats

Le 16 octobre, les proches de militaires capturés et portés disparus ont organisé une mobilisation pacifique « Écoutez-nous » à Kyiv. Ils se sont d'abord rassemblés sur Maïdan Nezalejnosti, puis ont marché jusqu'au bureau du président pour présenter leurs revendications. Venus de différentes villes d'Ukraine, les participants ont exigé des autorités une recherche efficace des disparus, l'échange de tous les prisonniers, le retour des corps des soldats tombés au combat, ainsi que la fin de la corruption dans les forces armées. « Là où se trouvait mon frère, 50 hommes sont partis (à l'assaut) et moins d'une douzaine s'en est sortie. Les gars ont été envoyés à l'assaut avec des fusils d'assaut et des mitrailleuses. Ils n'étaient pas autorisés à tirer plus de 20 obus de mortier. Il s'agit d'une situation anormale puisque la plupart de nos militaires disparaissent lors de la première mission militaire », a déclaré Iryna Chtchyrska. Elle souligne que les participants à l'action demandent également aux autorités d'en finir avec la corruption dans les rangs des forces armées. Après tout, dit-elle, la corruption des commandants et la situation dans les unités militaires provoquent des morts massives et des disparitions de soldats.

Territoires occupés : prises d'empreintes

Dans les territoires temporairement occupés du Sud, les occupants ont mené un raid dans les villages au cours duquel les empreintes digitales des résidents locaux ont été relevées. Les occupants veulent créer une base de données, espérant que cela les aidera à vaincre la clandestinité. La prise d'empreintes

digitales a été effectuée de force et des « réunions » ont été organisées à cet effet dans les villages. Dans le même temps, les villageois devaient rédiger une demande d'obtention d'un passeport russe. De cette manière, les forces russes espèrent augmenter le pourcentage de la population munie d'un passeport, car actuellement son niveau ne satisfait pas Moscou. Dans les écoles de la région de Kherson, des enseignants (dont certains viennent de la Fédération de Russie) ont été chargés de vérifier les téléphones des élèves pour détecter la présence d'« applications extrémistes ». Il s'agit notamment de l'application One School. En outre, ils souhaitent savoir si la messagerie Signal est installée.

Les mineurs de Lvivvugilya continuent d'aider le front

Les mineurs de la région de Lviv continuent de prêter assistance aux unités militaires des Forces armées ukrainiennes et à la Défense territoriales qui défendent l'Ukraine contre les envahisseurs russes et dans lesquelles servent actuellement leurs collègues mineurs. Les militants du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine à Tchervonohrad, y participent également. Les mineurs de l'entreprise d'État de Lvivvugilya ont récemment remis un autre drone. Il s'ajoute aux sept que les soldats des Forces armées ukrainiennes ont reçus des mineurs à la veille du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine. En octobre, un drone a été acheté grâce aux fonds collectés par les collectifs de mineurs de l'entreprise d'État de Lvivvugillia. Le syndicat a remis aux militaires des bouteilles de gaz, des sacs de couchage, des vêtements thermiques et des matériaux de construction pour renforcer et isoler les structures de protection. Bien entendu, ils n'ont pas oublié d'apporter en première ligne des



produits alimentaires et des préparations et gourmandises faites maison.

Trains: des compartiments réservés aux femmes

En 2020, une demande forte pour créer des compartiments de train réservés aux femmes est apparue. Un homme avait battu et tenté de violer une femme dans le train Marioupol-Kyiv. Les chemins de fer ukrainiens, Ukrzaliznytsia, avaient alors expliqué qu'ils ne pouvaient pas introduire de compartiments séparés. Cependant, sous la pression, des compartiments réservés aux femmes ont été mis en place. Une phase de test sur plusieurs trajets a été mise en œuvre. «En quatre mois, nous avons déjà vendu 25 000 billets. C'est pourquoi, comme promis, nous augmentons le nombre de trains où ce service sera disponible. Nous avons choisi les trajets longs, où de nombreuses femmes voyagent avec des enfants, et avons également inclus de nouvelles destinations. En moyenne, ces compartiments sont remplis à 93 %» explique Lyachtchenko, le PDG de Ukrzaliznytsia. Quatre nouveaux trajets ont été ajoutés. Kharkiv-Oujhorod, Kyiv-Oujhorod, Zaporijjia-Oujhorod, Odessa-Rakhiv. Il sera possible d'acheter des billets sur ces trajets pour les compartiments réservés aux femmes à partir du 27 octobre.



Kharkiv: les étudiants se mobilisent pour leurs bourses

Le 25 octobre, des étudiants se sont rassemblés devant l'Université polytechnique de Kharkiv: ils se plaignent que l'université réduit le montant de leurs bourses depuis plusieurs mois, et a pris la semaine dernière la décision de réduire le nombre de boursiers avec effet rétroactif – à partir du 1^{er} août. Selon

Ivan Tkatchenko, ingénieur électricien de troisième année, l'université lui doit près de 8 000 hryvnias pour sa bourse et il ne recevra rien. Le 20 octobre, le conseil académique de l'établissement d'enseignement supérieur a adopté un arrêté selon lequel le nombre de boursiers a été réduit à 15 %, a déclaré le vice-recteur Oleksandr Trouch. «Avant cela, nous avions un peu plus de 30 % de boursiers. Le paiement de la bourse est lié aux fonds que nous recevons de l'État. Comme nous n'avons pas reçu le montant des fonds dont nous avons besoin pour payer nos dettes et offrir des bourses aux étudiants, nous avons été obligés de prendre une décision aussi impopulaire», explique l'université. Roman Kupin, spécialisé en informatique, a également été exclu de la liste des boursiers, alors qu'il recevait auparavant environ 2 000 hryvnias par mois. Il dit que, selon les règles universitaires d'attribution des bourses, le nombre d'étudiants qui reçoivent une bourse ne peut être inférieur à 40 %. «Et le point principal est que l'ordonnance qu'ils ont émise, a été émise rétroactivement. Elle dit que la nouvelle limite du nombre de boursiers sera mise en œuvre à partir du 1^{er} août. Ce sont des actions illégales. Autrement dit, tous les étudiants qui ont travaillé pour cette bourse ne dormiront pas la nuit», explique un étudiant. Oleksandr Trouch, vice-recteur de l'établissement d'enseignement supérieur, affirme que le plafond du nombre de bourses, qui est inférieur à 40 %, ne constitue pas une violation. La lutte des étudiants de Kharkiv est soutenue par le syndicat Primai Diia.

Lviv: la manifestante relaxée

Le tribunal a classé le cas d'une manifestante qui avait versé de la peinture rouge sur le trottoir lors d'un rassemblement. La police avait qualifié son acte de hooliganisme. L'incident s'était produit

le 15 septembre lors d'un rassemblement contre les dépenses budgétaires non essentielles, qui s'est déroulé à Lviv. Olga-Anna Baginska, avait renversé de la peinture rouge diluée avec de l'eau sur le trottoir près de l'administration régionale de l'État. «J'ai versé de la peinture diluée afin d'attirer l'attention du public, d'attirer l'attention des responsables sur le fait que dépenser des fonds, dépenser l'argent de nos impôts pour des besoins non essentiels n'est pas rationnel dans un pays qui est en guerre. Puis, à cause de problèmes de santé, je n'ai pas pu venir au rassemblement suivant. Mais nous continuerons à aller à ces rassemblements», a déclaré Olga-Anna Baginska. La juge Olha Krotova a décidé de classer la procédure.

Tchernivtsi: 1947, la mémoire des victimes

Ce 21 octobre a marqué le 76e anniversaire de l'une des déportations les plus massives d'Ukrainiens des régions occidentales du pays. Les autorités soviétiques ont alors déclenché l'opération «Ouest». Des populations de la partie occidentale de l'Ukraine ont été déportées vers les régions orientales de l'URSS. Il s'agissait de l'opération de déportation la plus massive de l'après-guerre. Un témoin oculaire Mykola Havrylyuk, arrêté et déporté en Sibérie en 1944, raconte le jour où son père a été arrêté avec sa mère et ses enfants qui ont été mis dans un wagon et emmenés en Sibérie.

J'avais alors 7 ans. Nous étions six à la maison. Puis des gens sont arrivés dans deux fourgons et nous ont dit que nous devions aller à Tchernivtsi. Ils nous ont amenés à la gare et nous ont mis dans un wagon. Ils nous ont emmenés en Sibérie. Dans les

trains, les gens mouraient de faim, tout le monde partageait la nourriture qu'il y avait.

Afin d'honorer la mémoire des victimes des répressions politiques le 21 octobre, à l'initiative de l'ONG Société municipale de Tchernivtsi des prisonniers politiques et des réprimés, un certain nombre d'événements seront organisés à Tchernivtsi.

Atesh lance une école de la résistance

Atesh lance une plateforme pédagogique pour les militants futurs et actuels. Les enseignants vous apprendront comment brûler le câblage d'un char, désactiver le moteur d'un véhicule de combat d'infanterie ou organiser sa surchauffe dans le MTLB, et bien plus encore!

Atesh est un mouvement de guérilla militaire dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, ainsi qu'en Russie, créé par les Ukrainiens, les Russes et les Tatars de Crimée en septembre 2022 à la suite de l'invasion militaire russe.

Parmi les premières leçons: «Nous cassons la boîte de vitesses du char T-72». Elle a été testée en conditions réelles auprès des unités régulières. «Cette fois, nous apprenons l'art de casser le moteur MTLB en le surchauffant»: «Désormais, nous disposons d'informations précieuses sur la façon de désactiver le BMP-3 en contaminant le compartiment moteur. Il y a plus de 700 unités de ce type en service dans l'armée russe.»

Hayvoron: manifestation contre la reconstruction du stade

Le 17 octobre, à Hayvoron, dans la région de Kirovohrad, les gens ont manifesté contre la



reconstruction du stade local pour cinq millions de hryvnias. Plus de deux cents personnes se sont jointes à l'action. Parmi eux se trouvaient des habitants du village, des épouses et des mères de militaires qui combattent actuellement au front. Ils estiment qu'il n'est pas approprié de dépenser cinq millions de hryvnias pour réparer les stades à l'heure où la guerre fait rage en Ukraine. «Je comprends que les enfants ont aussi besoin d'attention. Mais pendant une guerre, les pavés n'ont pas à être remplacés et les stades n'ont pas à être réparés. Gagnons la guerre d'abord. Les gars appellent constamment à l'aide. Alors nous sommes présents à cette manifestation en exigeant d'annuler cette décision et de transférer cet argent autant que possible aux besoins de l'armée», a déclaré une manifestante.



Séminaire de Sois comme Nina contre le harcèlement

Les militantes du syndicat Sois comme Nina ont organisé un séminaire en ligne sur la manière dont les personnels de santé peuvent lutter contre le harcèlement, la pression et d'autres formes de harcèlement moral sur le lieu de travail. Selon Oksana Slobodiana, responsable de Sois comme Nina, ce problème concerne de nombreuses infirmières. «Le sujet est très douloureux car les infirmières sont déjà nerveuses en raison de la guerre. Et il n'est pas normal de tolérer une telle attitude au travail», a-t-elle déclaré.

De son côté, Roksolana Lemyk, avocate du syndicat, a fait remarquer que le harcèlement est également économique, lorsque les tâches sont réparties de manière inéquitable, que la rémunération est inégale pour une même quantité de travail, que des primes sont refusées ou que des licenciements illégaux sont prononcés.

En conclusion, Roksolana a encore une fois rappelé ce qu'il faut faire: «Commencez par rassembler des preuves, adressez-vous au syndicat, puis au directeur, puis à l'Office national du travail, et l'étape suivante consiste à s'adresser au tribunal.»

Loutsk: «Des drones au lieu de pavés»

Le 31 octobre, près du conseil municipal de Loutsk, les habitants de la ville se sont rassemblés pour l'action «Des drones au lieu de pavés». «Nous demandons au conseil municipal de réunir une table ronde avec des habitants, des organismes publics et de discuter des questions actuellement examinées par le conseil municipal concernant la répartition des fonds budgétaires», a déclaré Serhii Rijkhov, l'un des initiateurs de la mobilisation. Pour la première fois, les habitants de Louhansk s'étaient rassemblés près du conseil municipal le 8 septembre. Les parents et amis des militaires avaient exigé de ne pas effectuer de réparations majeures sur le boulevard Droujba Narodiv dont le coût est de 50 millions de hryvnias.

Par ailleurs, les autorités de Kyiv vont examiner une pétition citoyenne qui appelle les autorités de la ville à consacrer davantage de fonds du budget municipal 2024 au soutien de l'armée. L'initiative a rassemblé 6000 signatures trois jours avant la fin de la collecte des votes. En juin dernier, la ville avait annoncé son intention d'enquêter sur l'achat d'ustensiles de cuisine et d'instruments de musique destinés aux abris. Le contrat d'achat de 306 tambours pour près de 900 000 hryvnias avait été résilié.

Marioupol: écoles détruites et pollution

L'école n° 40, située sur la rive gauche a été bombardée. Aujourd'hui, les habitants de Marioupol signalent que les envahisseurs veulent détruire complètement l'école. Selon des données préliminaires, les Russes ont endommagé 90 % des écoles de la ville, soit 54 établissements d'enseignement. Neuf écoles ont été complètement détruites. Depuis, les Russes ont construit une école ornée de citations de Poutine. D'autres établissements sont en cours de démolition. Pour eux, l'éducation et l'avenir de leurs enfants ne sont pas importants.

Les occupants construisent des décharges dans les territoires occupés. Les déchets seront transportés depuis la Russie. Le Centre de la résistance nationale signale que trois décharges sont déjà en cours de réalisation. Les déchets proviennent notamment de la région de Rostov. Dans la région de Rostov même, l'idée de créer une nouvelle décharge a été abandonnée en raison des protestations des résidents locaux, et le problème est résolu aux dépens des territoires temporairement occupés. À Marioupol, les occupants ont déjà pollué toute la ville, car les services publics sont pratiquement inexistantes. Dans tous les quartiers, les habitants se plaignent de la prédominance des ordures. La rivière Kaltchyk a été transformée en décharge naturelle. Les voitures qui ont été endommagées ou détruites lors du bombardement de la ville par les Russes se trouvent toujours au même endroit, près du marché Azovskiy.

Justice au service des patrons

Les syndicats luttent devant les tribunaux contre l'abus de la loi n° 2136 qui a permis aux propriétaires

de négliger leurs obligations envers le personnel pendant la guerre. Utilisant l'article 14 de la loi n° 2136, en 2022, l'usine Leoni a cessé de transférer des fonds au syndicat pour des activités culturelles, sportives et la médecine du travail. La loi est entrée en vigueur le 24 mars 2022. Le syndicat a saisi la justice. Cependant, la Cour d'appel a rejeté la demande, estimant que l'obligation faite à l'employeur de transférer les fonds était une solution inappropriée¹.

L'hôpital de Zaporijjia demande aux patients d'acheter des médicaments

Selon les résultats de l'inspection des fonds financiers dans les établissements médicaux de Zaporijjia, un représentant du ministère de la santé a constaté que dans l'un des hôpitaux, les patients ont été contraints d'acheter des médicaments dont l'efficacité n'a pas été prouvée. L'hôpital a reçu l'ordre de rembourser l'argent aux patients qui ont dépensé leur propre argent pour acheter de tels médicaments, puisque tous les coûts liés au traitement d'un patient en milieu hospitalier sont entièrement couverts par les forfaits du Programme de garantie médicale. Selon Oksana Slobodiana, membre du syndicat indépendant Sois comme Nina, face à ces dérives «le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre clairement la situation et contrôler tout de l'intérieur. En effet, qui connaît mieux la situation de son hôpital, ses capacités, son administration que les employés eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par élire le directeur par le personnel lui-même».



1. Information publiée par l'avocat en droit du travail Vitaliy Dudin.

Pour le contrôle étudiant

Le tout nouveau syndicat étudiant ukrainien Priama Diia, refondé en février 2023¹, déborde d'activités dans la défense des intérêts de la communauté universitaire. Nous publions trois de ses déclarations qui relatent ses activités contre la spéculation immobilière, la réfection sous contrôle étudiant d'une université atteinte par des bombardements, et enfin le contrôle des abris dans les universités.

Cette dernière question est très sensible en Ukraine. De nombreux Ukrainiens tentant de se réfugier dans des abris trouvent portes closes. Dans la nuit du 1^{er} juin à Kyiv, lors d'une attaque russe, une femme de 33 ans et une autre femme accompagnée de sa fille de 9 ans ont été tuées alors qu'elles tentaient de se réfugier dans un abri fermé. Cette histoire avait soulevé une grande émotion, obligeant le gouvernement à annoncer un audit des abris dans l'ensemble du pays.

Quelques jours plus tard, une journaliste de LCI, sous les bombardements à Kherson, rapportait qu'elle aussi avait trouvé la porte fermée d'un abri dans lequel elle tentait de se réfugier avec des riverains. À Jytomyr, le 1^{er} août, une classe maternelle n'avait pas pu de réfugier dans un abri au motif... qu'elle était locataire et ne payait pas de charges relatives à l'entretien de l'abri.

Signe de son développement, le syndicat va se doter d'un journal et annonce pour la fin

de l'année la publication d'un manifeste. En août 2022, Katya Gritseva et Maksym Chumakov, deux étudiants ukrainiens, nous déclaraient «Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche.» Cette perspective est devenue une réalité.

Échec à la spéculation immobilière

L'année dernière, une entreprise de construction a annoncé bénéficier d'un contrat sur les terrains de l'Université nationale du théâtre, du cinéma et de la télévision de Kyiv. Le terrain à bâtir avait été cédé par l'université, en raison d'une dette artificielle créée par la direction passée de l'université. Le 6 octobre, , avec le soutien de Priama Diia, les étudiants ont lancé une pétition demandant l'annulation de la décision du conseil municipal de Kyiv de céder ce terrain.

La décision a été ensuite contestée en justice et le 5 septembre, le tribunal a dû statuer sur sa validité. La veille du procès, Priama Diia déclarait: «Nous appelons les étudiants des universités de Kyiv et tous ceux qui s'en préoccupent (universités, collèges, instituts) à venir demain, mardi 5 septembre, à 16h30, à l'adresse suivante: 5, Velyka St., où se tiendra l'audience finale de l'affaire.»

Le jour de l'audience, une centaine d'étudiants, avec des pancartes sont venus défendre leur droit à une éducation de qualité et ont atteint leur objectif. L'opération des spéculateurs a été mise en échec par le tribunal. Le syndicat s'est félicité de la décision du tribunal: «Cette histoire prouve une fois de plus que l'action des étudiants est importante et que nous sommes capables de surmonter le système dans lequel nous nous trouvons. Merci à tous ceux qui sont venus à cette action.»



1. Voir «Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 10; «Le syndicat étudiant ukrainien Action directe est de retour», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 16; «Appel des étudiants ukrainiens aux étudiants de France», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 19; «Moi, Kostya, lycéen ukrainien, membre du syndicat Action directe», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 24; «Nous devons nous battre pour l'avenir de l'éducation ukrainienne», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 24.



Comité de contrôle étudiant

Les étudiants de l'école polytechnique de Lviv souffrent de l'inaction de l'administration universitaire. De nombreux bâtiments à Lviv ont été endommagés par des missiles ennemis le 6 juillet. Les résidents des dortoirs de l'université nationale polytechnique de Lviv n'ont pas eu non plus de chance: ils ont été privés d'une grande partie des fenêtres. Une solution temporaire au problème a consisté à les remplacer par des films et des feuilles de contreplaqué. Malgré les assurances données par l'administration sur les médias sociaux selon lesquelles les travaux dans les dortoirs seraient terminés pour le 30 septembre, le problème n'est toujours pas résolu. La situation est exacerbée par une vague de froid intense, qui rend impossible la vie dans les dortoirs sans chauffage supplémentaire. À partir du 10 octobre, le Centre régional d'hydrométéorologie de Lviv prévoit des gelées et une baisse de la température jusqu'à 0 °C. Par conséquent, si aucune mesure urgente n'est prise pour installer des fenêtres, les locaux seront inhabitables. En réponse, nous lançons une campagne contre l'arbitraire de l'administration de l'école polytechnique de Lviv. Ensemble, nous avons réussi à créer le Comité des étudiants du 11 octobre, qui est chargé d'auditer le processus d'installation des fenêtres et des portes.

L'administration s'est engagée à rendre compte à cette structure. Le comité comprenait des résidents des dortoirs concernés, des étudiants et des représentants de Priama Diia. La possibilité d'annuler les frais de dortoir pour la période où les conditions de vie ne sont pas satisfaisantes a également été discutée. Les représentants de l'administration ont assuré que les réparations seront effectuées progressivement et devraient être terminées d'ici le 7 novembre, et que le chauffage des dortoirs n° 4 et n° 10 sera mis en marche plus tôt. En cas de non-respect des promesses, le comité remobilisera les étudiants concernés pour une action de protestation.

Depuis la presse s'est fait l'écho du remplacement des fenêtres organisé en toute hâte par l'administration universitaire. La télévision ukrainienne avait rendu compte de la situation à l'école polytechnique de Lviv en donnant la parole à deux représentantes du syndicat.

Des abris sûrs pour les étudiants!

Dans un contexte de guerre, la question des conditions de sécurité des études dans les établissements d'enseignement et l'hébergement dans les dortoirs pour étudiants se pose avec une acuité particulière. Afin de protéger les étudiants et le personnel des effets dévastateurs de futurs bombardements, le gouvernement a proposé des recommandations sur la manière d'organiser des abris dans les établissements d'enseignement. Cependant, dans quelle mesure les administrations des universités ukrainiennes respectent-elles consciencieusement ces exigences et quel est l'état de nos abris?

Nous lançons une campagne d'inspection des abris dans les bâtiments scolaires et les dortoirs afin d'attirer l'attention du public sur la situation réelle des mesures de sécurité et de créer un espace



Priama Diia hier et aujourd'hui

L'histoire du syndicat étudiant Priama Diia s'étend sur plus de trente ans. Pendant toute cette période, des slogans contre l'éducation marchandisée ont retenti dans les rues des villes ukrainiennes et rassemblé des milliers d'étudiants. Priama Diia est l'un des exemples les plus brillants de contestation sociale et d'auto-organisation dans l'Ukraine contemporaine.

Des membres de plusieurs générations du syndicat en parlent dans une vidéo produite par la revue *Commons*. (Les sous-titres anglais sont à activer dans les paramètres.)



pour la lutte en faveur d'abris sûrs et confortables.

Pour ce faire, nous avons créé un canal où nous publierons des informations sur les résultats de l'audit, alors rejoignez-nous.

Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à participer – écrivez-nous sur l'état des abris dans vos universités/dortoirs en utilisant notre bot – @priama_dia_bot. Si vous êtes prêt à participer à la vérification, écrivez à @garriardo et rejoignez la campagne !

D'ores et déjà le syndicat a contrôlé un abri

Le 26 septembre, nos militants ont visité l'université nationale de médecine vétérinaire et de biotechnologie S. Z. Hzhyskyi Lviv, située presque au centre de Lviv. Sur la base des résultats de l'inspection :

- Les abris sont signalés par des panneaux et des inscriptions.

- L'entrée est étroite, les portes sont petites, il sera difficile pour plusieurs personnes d'entrer à l'intérieur en même temps.

- Pas d'équipement d'extinction d'incendie.

L'abri n'est pas étanche, il y a des fissures, aucune ventilation n'est disponible.

- Aucun éclairage n'est disponible.

- Toilettes et robinets d'eau non trouvés.

Il y a des chaises pour s'asseoir, mais il n'y a pas de réservoirs à déchets, de conteneurs à nourriture, d'équipement médical ou de moyens de communication.

Conclusion : l'abri de cette université ressemble plus à une catacombe qu'à un havre de paix lors des attaques de roquettes.



Les victoires de Sois comme Nina

Sois comme Nina est en fait la seule organisation de masse en Ukraine qui, dans la lutte pour les droits du personnel médical, est prête à affronter les autorités et l'administration des hôpitaux, pour des poursuites judiciaires et des litiges bureaucratiques, pour des actions de grande envergure et des actions efficaces.

Dans la pratique, le mouvement lutte pour l'égalité des sexes, exigeant des salaires décents dans un domaine presque exclusivement féminin, notamment parmi les infirmières et le personnel subalterne. Et ses dirigeant·es – son principal atout – sont également majoritairement des femmes.

Sois comme Nina a remporté des victoires à la fois symboliques et bien précises. Nous avons demandé aux militantes du mouvement de citer les exemples qui leur paraissent les plus révélateurs¹.

Donner la parole aux infirmières

L'une de nos principales réalisations de Sois comme Nina a été appelée par celles qui y ont participé: «Sortir les infirmières de l'ombre». Le mouvement a réussi à attirer l'attention du ministère de la santé sur la violation des droits civils et du travail des infirmières.

La loi sur l'augmentation des salaires des personnels soignants a été adoptée après que nous avons envoyé notre appel accompagné de propositions au Président, au ministère de la santé et au Cabinet des ministres, soulignent les militants. En janvier 2022,

les salaires des infirmières ont été portés à 13 500 hryvnias [349 euros]

Nous avons soulevé la question du harcèlement professionnel et sexiste en médecine.

Comme vous le savez, une loi est entrée en vigueur en décembre 2022. Par exemple, grâce à l'appel des infirmières locales, le mouvement a dénoncé le licenciement de tout le personnel d'un foyer pour personnes âgées de la région de Dnipropetrovsk, alors que ce sujet était ignoré par les médias.

Nous avons dénoncé les réductions de salaires à Zaporijjia, après quoi les personnels soignants ont reçu les paiements appropriés.

Création d'une plateforme d'unification des soignants

Une autre réalisation majeure des participants à Sois comme Nina est «la création d'une plateforme de communication, d'amitié et d'unification du pays», où médecins, infirmières et jeunes personnels médicaux parlent ensemble de leurs problèmes.

Les soignants de différentes régions, villes et villages n'ont jamais été aussi proches les uns des autres, n'ont jamais partagé les nouvelles et les problèmes en groupe.

Actuellement, le groupe Facebook compte 85 000 membres, et les militant·es rappellent qu'ils et elles se sont organisées sans composante politique ni aucun autre soutien extérieur.

En fin de compte, notre mouvement a uni les gens d'une profession commune et est devenu un exemple moderne unique pour la protection de leurs droits.

1. 2 novembre 2023.



Unification des syndicats militants et création de nouveaux syndicats

Le mouvement médical Sois comme Nina rassemble des syndicats indépendants actifs et travaille à la création d'un syndicat indépendant panukrainien.

Actuellement, parmi les militant.es figurent le président du syndicat indépendant de Myrhorod, Oleksiy Tchuprina, qui est également cofondateur du mouvement, et la présidente du syndicat indépendant de Nijyn, Olga Turotchka, qui, malgré la pression des



autorités locales, a pu diriger le syndicat. Le mouvement a contribué à la création d'un syndicat à la maternité 3 de l'hôpital municipal de la ville de Lviv. Oksana Slobodyana, directrice de Sois comme Nina, anime le Syndicat régional des travailleurs médicaux et du personnel médical de Lviv.

Après la réforme médicale, l'importance des syndicats des personnels soignants s'est accrue, puisque c'est d'eux que dépend l'adoption de la convention collective, qui détermine le niveau des salaires, les

primes, les horaires de travail, la charge de travail et d'autres points clés. Malheureusement, dans la pratique, les syndicats sont souvent inactifs ou se rangent du côté de l'employeur.

Cependant, Sois comme Nina nous rappelle pourquoi les syndicats devraient réellement exister : pour protéger les droits du travail de leurs membres et les aider dans des circonstances de vie difficiles.

Le mouvement a également soutenu les soignants qui luttent contre les réductions et le non-paiement des salaires à Nijyn, Pryluky, Zaporijjia et dans de nombreuses autres villes.

Coopération internationale

Le mouvement Sois comme Nina est déjà connu dans le monde et coopère avec des organisations internationales amies.

Ainsi, des militantes du mouvement ont participé à des formations en Pologne organisées par l'organisation Unions Help Refugees, où elles ont également communiqué avec des militant.es locaux travaillant dans le domaine des soins et luttant également pour l'amélioration des conditions de travail.

La présidente de Sois comme Nina Oksana Slobodyana a participé à la conférence syndicale internationale CSP-Conlutas au Brésil, où elle a exprimé la position des personnels soignants ukrainiens concernant l'attaque russe et la lutte du peuple ukrainien pour la liberté et une vie digne.

ÉCLAIRAGES

Une fresque murale avec l'image de Nestor Makhno

SUR LA CHAÎNE TELEGRAM
QUISIAMOGUER

À Zaporijjia, une fresque murale représentant le révolutionnaire anarchiste ukrainien Nestor Makhno est apparue sur le bâtiment du centre social Orbita.

Le dessin a été réalisé par l'artiste Mykyta Kravtsov et la peinture a été faite par deux célèbres muralistes, David Tchytkhan et Kateryna Pikarska.

Les artistes travaillent également sur deux fresques murales simultanément. Outre Makhno, à Zaporijjia, une autre fresque appelée *Fleur pour l'occupant* est apparue (on peut la voir sur l'un des bâtiments près de la gare de Zaporijjia-1).

Les artistes ont commencé à réaliser les peintures murales le mardi 11 octobre. Celle de Makhno est terminée.

«Ce sont les terres de Makhno, je fais une série d'expositions dans les villes en première ligne. C'est ma petite mission d'Ukraine. Je sais que c'est approprié», dit David Tchytkhan, le peintre.





Glorification de la division Waffen SS Galicie: un point de vue ukrainien

MARTA HAVRYCHKO¹



Le 22 septembre, lors de la visite du président Volodymyr Zelensky au parlement canadien, le public a ovationné Yaroslav Hunka, 98 ans, invité par le président du parlement Anthony Rota. Ce dernier a présenté l'invité comme un «héros de l'Ukraine» et un «héros du Canada» qui «s'est battu pour l'indépendance de l'Ukraine contre les Russes». Il s'est avéré que Hunka était un vétéran de la division Waffen SS Galicie (ci-après «la division»), une formation armée nazie de 1943 à 1945².

Cela a suscité l'indignation d'un certain nombre d'associations politiques et publiques au Canada, y compris des organisations juives. Le ministre polonais de l'Éducation a ouvert une enquête sur les crimes éventuels de Hunka «contre le peuple polonais et les Polonais d'origine juive».

En conséquence, le président Rota s'est d'abord excusé, puis a démissionné. Le Premier ministre Justin Trudeau a également présenté ses excuses pour

l'incident, le qualifiant d'«erreur» qui a choqué les Juifs, les Polonais, les Roms, la communauté LGBT et d'autres groupes de personnes ayant souffert du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Canada a présenté des excuses officielles à M. Zelensky par voie diplomatique.

Cependant, au Canada, ce scandale politique a suscité un débat plus large³ sur la politique d'immigration d'après-guerre qui a fait du pays un havre de paix pour les criminels nazis. De plus en plus de voix s'élèvent pour demander la déclassification des documents gouvernementaux relatifs aux permis d'entrée au Canada de personnes ayant appartenu à divers groupes armés du 3^e Reich.

De leur côté, les autorités ukrainiennes ont décidé de ne pas alimenter le scandale par des déclarations officielles. Cependant, le «cas Hunka» a été activement discuté dans la société ukrainienne et a engendré une nouvelle vague de glorification de la division en général et de Hunka en particulier. Et pas seulement par les forces politiques radicales de droite, qui font depuis longtemps l'apologie de la division. Les défenseurs inattendus de la division faisaient partie du public libéral qui a commencé à accuser l'Occident d'ignorance et d'incompréhension de l'histoire complexe de l'Ukraine, de «pensée mythologique» et d'attitude non critique à l'égard de la propagande soviétique/russe.

«Comment leur expliquer que, pour nous, Yaroslav Hunka, membre de la division, vétéran de 98 ans, est un héros?», demande le journaliste Yuriy Makarov, sans expliquer quelles enquêtes lui donnent le courage de faire de telles généralisations. Après tout, l'auteur

1. Étudiante en sciences historiques, chercheuse associée à l'Institut d'études ukrainiennes IO. Krypyakevitch de l'Académie nationale des sciences. Elle effectue actuellement un stage de recherche à Washington, aux États-Unis. Publié par [Commons](#). Illustration: Katya Gritseva. Traduction Patrick Le Tréhondat. 12 octobre 2023.

2. En avril 1945, elle fut rebaptisée Première division ukrainienne de l'armée nationale ukrainienne.

3. Il convient de noter à cet égard que l'Université de l'Alberta a exprimé ses regrets pour les «dommages involontaires».

ose parler non seulement en son nom propre, mais aussi en faisant appel au « nous » collectif ukrainien.

L'objectif de cet article n'est pas d'analyser l'histoire complexe et l'héritage de la division Waffen-SS Galicie. Elle cherche plutôt à répondre à la question de savoir pourquoi il ne faut pas la glorifier.

« Combattre pour l'Ukraine »

Il ne fait aucun doute que les Allemands et les Ukrainiens avaient des points de vue différents sur l'objectif et les tâches de la division. Alors que les premiers la considéraient comme un instrument de leurs propres intérêts géopolitiques et militaires, les seconds, du moins certains d'entre eux, au stade de la création de la division, étaient enclins à avoir des visions romantiques de son rôle dans le futur État ukrainien. Ces illusions, ainsi que les tentatives de justifier l'alliance avec le régime nazi criminel, ont constitué la base du mythe héroïque d'après-guerre selon lequel la division « s'est battue pour l'Ukraine ». Ce mythe est encore vivace aujourd'hui, bien que les membres de la division, en partie volontaire et en partie sous la contrainte, aient aidé l'armée allemande ennemie et exécuté les ordres des nazis.

La division a été créée par les nazis pendant leur occupation des terres ukrainiennes en juillet 1943. Sa formation militaire et idéologique a été assurée par les nazis et ses principaux commandants étaient nazis. Les soldats de la division portaient des uniformes allemands avec des runes et d'autres insignes de la Waffen SS⁴. Ils ont prêté serment à Adolf Hitler, et non au peuple ukrainien. La signification de ce serment a été expliquée aux recrues par le gouverneur du district de Galicie, Otto Waechter. En

décembre 1943, il assiste aux cérémonies de serment de la division dans différents camps d'entraînement, où il souligne qu'elle promet obéissance à Hitler en tant que Führer et commandant en chef des forces armées de l'Allemagne nazie, ainsi que bâtisseur de la « Nouvelle Europe »⁵.

Les dirigeants politiques et militaires du Troisième Reich ne promettent pas aux membres de la division de soutenir l'idée d'un État ukrainien, et montrent leur véritable attitude à cet égard en 1941 en réprimant ceux qui proclament l'Acte de restauration de l'État ukrainien à Lviv⁶. Dans cette optique, les soldats de la division espèrent néanmoins que leur service leur permettra de recevoir la formation militaire nécessaire à la constitution d'une armée ukrainienne à part entière⁷. En outre, ils sont attirés par l'idée de combattre le bolchevisme, considéré comme le plus grand ennemi et le « bourreau » du peuple ukrainien.

Ainsi, quelle que soit la manière dont les officiers de la division perçoivent le contenu et le but de leur engagement, il s'agissait en fait de servir les intérêts de l'Allemagne nazie. Ils ont souffert et sont morts pour ces intérêts et ont exécuté des ordres difficilement conciliables avec les intérêts nationaux ukrainiens. Cela s'applique en particulier à la lutte de la division contre le mouvement de résistance antinazi en Slovaquie et en Slovénie.

En outre, les combattants de la division se sont battus contre l'Armée rouge, qui comptait environ 6

4. «До Перемоги». 23 грудня 1943. Навесні 1945-го дивізійники склали іншу присягу.

5. Myroslav Shkandrij, *In the Maelstrom: The Waffen-SS «Galicja» division and Its Legacy*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2023, 7.

6. NdT: l'Acte de restauration de l'État ukrainien fut proclamé le 30 juin 1941 à Lviv par l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) sous la direction de Stepan Bandera. Le Premier ministre était Yaroslav Stetsko, et le président du conseil des Anciens Kost Levytsky.

7. Rudling Per Anders, «“They Defended Ukraine”: The 14. Waffen-Grenadier-division der SS (Galizische Nr. 1) Revisited», *The Journal of Slavic Military Studies*, 2012.



à 7 millions d'Ukrainiens dans ses rangs au cours de la Seconde Guerre mondiale. Par conséquent, cette confrontation s'inscrit davantage dans le concept d'une guerre fratricide et de la tragédie du peuple ukrainien que dans le mythe héroïque de la «lutte pour l'Ukraine».

La division et l'Holocauste

La division Waffen-SS Galicie n'a pas été créée pour mettre en œuvre la politique nazie d'extermination des Juifs. Cependant, à certains moments, la division a été renforcée par des personnes issues de divers groupes armés nazis, dont certaines avaient participé à l'Holocauste⁸. Sans compter que les commandants allemands de la division avaient l'expérience de la violence antijuive, comme l'Oberführer SS Fritz Freitag.

La question de la participation de la division en tant qu'unité aux violences anti-juives reste ouverte. Par exemple, le chercheur Dieter Pohl, spécialiste de l'Holocauste en Galicie, souligne la forte probabilité que des membres de la division aient participé aux raids contre les survivants juifs à Brody en février 1944⁹. En outre, les officiers de la division mènent des actions punitives dans les villages slovaques où les Juifs se sont réfugiés. En particulier, en janvier 1945, les officiers divisionnaires fouillent Podhorye, où se cachaient huit Juifs¹⁰.

Il est difficile de dire dans quelle mesure les actions des officiers de la division étaient motivées par

l'idéologie. Au cours de leur formation, ils ont été initiés à la théorie raciale nazie. Mais avant même cela, ils avaient pris connaissance de sa mise en œuvre pratique. En 1941-1943, ils avaient pu observer les pogroms, les ghettos et les camps de travail, ainsi que les fusillades de masse de leurs voisins juifs – femmes, hommes et enfants. Même lorsqu'il n'y avait presque plus de Juifs en Galicie, la principale publication de la division, l'hebdomadaire de l'administration militaire, *Do Peremohy*, a jugé opportun d'utiliser la propagande antisémite pour motiver les soldats. La thèse du «communisme judéo-bolchevique» traverse ses publications comme un fil rouge. L'hebdomadaire publie régulièrement des caricatures d'officiers de l'Armée rouge à l'apparence «juive» stéréotypée¹¹. Il publie des dictons populaires antisémites décrivant les Juifs comme des exploiters et des oppresseurs du peuple ukrainien et se réjouit que «les troupes allemandes aient déjà chassé Yitska¹²».

Il est difficile d'imaginer qu'une telle propagande n'ait pas eu d'effet sur les officiers de la division. Si elle n'a pas suscité la haine, elle a certainement suscité l'indifférence. Cette indifférence est visible même des années plus tard. Par exemple, Jaroslav Hunka, qui a été accueilli au Parlement canadien, dans ses mémoires publiées en 2011, qualifie les deux premières années de l'occupation allemande de Berejany, où il étudiait, d'«années les plus heureuses» de sa vie. Il ne mentionne pas du tout le sort de ses voisins juifs. Bien que près d'un habitant sur trois de Berejany ait été juif en 1941, et que le nombre total

8. Dieter Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944: Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1997.

9. Šmigel' Michal, Cherkasov Aleksandr, *The 14th Waffen-Grenadier-division of the SS «Galizien No. 1» in Slovakia (1944-1945): Battles and Repressions*, Blye Gody, 2013.

10. «До Перемоги», 6 січня 1944, «До Перемоги», 9 березня 1944.

11. «До Перемоги», 30 березня 1944.

12. NdT: *Yitska*, métonymie pour désigner un Juif. De même on peut désigner les Russes par Ivan ou Vania. Pour en savoir plus sur l'Holocauste à Berejany, voir *Шимон Редліх Разом та окремо в Бережанах: поляки, євреї та українці, 1945–1919*, (пер. Сергій Таргонський), 2002.



de Juifs dans la ville ait été d'environ 4000, moins d'une centaine d'entre eux a survécu à l'Holocauste. Certains des Juifs de Berejany ont été déportés à Belzec par les Allemands et leurs assistants, tandis que d'autres ont été fusillés chez eux, dans les rues, dans le ghetto local et au cimetière juif¹³.

Crimes de guerre

L'une des pages les plus controversées de l'histoire de la division est sa participation à des crimes de guerre. Les chercheurs contemporains notent à juste titre que l'on attribue souvent à la division des crimes auxquels elle n'a pas participé en tant que structure. En particulier, ceux commis par les régiments de volontaires galiciens SS (Galizische SS-Freiwilligen Regiment), formés d'hommes qui s'étaient portés volontaires pour la division mais n'avaient pas été enrôlés par manque de places. Ils étaient également connus sous le nom de «nos SS» ou «fusiliers» et portaient des emblèmes distinctifs avec des «lions», semblables à ceux de la division.

En mars 1944, le 4^e régiment de volontaires galiciens SS tue 50 civils polonais à Zawonie et brûle le village. Le régiment commet des crimes similaires dans les villages de Pidkamin et de Palykory. Il est également impliqué dans la destruction de Huta Peniacka le 28 février 1944, où, selon diverses sources, 500 à 1000 femmes, hommes et enfants sont tués¹⁴. Le 4^e régiment SS ne fait pas partie de la division lorsqu'il commet des crimes contre la

population polonaise de Galicie, mais il en fait partie en juin 1944¹⁵.

La situation est similaire dans le cas de la Légion d'autodéfense ukrainienne, que les Allemands appelaient le 31^e bataillon de sécurité du SD. Elle participe à des actions anti-polonaises sur le territoire ukrainien, ainsi qu'à la répression du soulèvement de Varsovie en 1944. Elle est fusionnée avec la division en mars 1945¹⁶.

Mais la division a-t-elle commis des crimes de guerre en tant que telle? Les recherches analysant sa participation à la répression du soulèvement national et du mouvement partisan en Slovaquie permettent de répondre à cette question. En particulier, dans le cadre de la lutte contre la clandestinité, les membres de la division ont procédé à des perquisitions, des arrestations, des meurtres, des pillages et des incendies de maisons dans les villages de Smrečany et de Žiar et dans la ville de Žilina. Le 16 octobre 1944, dans le village de Plešivá, la division tue trois civils, dont une fillette de deux ans. À Radôštká, elle tue et vole un homme qui cachait des partisans¹⁷. Selon certains témoignages, lors de la retraite de Slovaquie en janvier 1945, les soldats de la division ont reçu l'ordre des Allemands de prendre les chevaux et les charrettes à la population.

Il existe une croyance largement répandue selon laquelle la division Waffen SS de Galicie n'a pas été «condamnée» ou même «acquittée» par le tribunal de Nuremberg (ci-après dénommé «le tribunal»). Il



13. Motyka Grzegorz, *Dywizja SS «Galizien» («Hałyczyna»)*, Pamięć i Sprawiedliwość 1/1, 2002.

14. Motyka Grzegorz, *From the Vólhynian Massacre to Operation Vistula: The Polish-Ukrainian Conflict 1943-1947*, Londres, Brill, 2022, p. 176.

15. Michael James Melnyk, *The History of the Galician division of the Waffen-SS*, Stroud, Fonthill, 201. (online version).

16. K. Fremal, «14. Waffen-Grenadier division der SS (GalizienNo. 1) v historickej spise o slovenskom hnutí odporu v rokoch druhej svetovej vojny», dans *Slovenská republika 1939-1945 očami mladých historikov IV*, 2013.

17. Bd. 22, S. 586. (Zweihundertsiebzehnter Tag. Montag, 30. September 1946, Nachmittagssitzung), online.



convient de noter qu'au début de ses activités, le tribunal a inculpé un certain nombre d'organisations militaires, politiques et publiques de l'Allemagne nazie, mais qu'en fait seul un petit nombre d'entre elles ont été condamnées. Toutefois, parmi celles qui ont été condamnées figure la Waffen SS, qui, selon le tribunal, était «en théorie et en pratique une partie intégrante de la SS».

Ainsi, bien que les divisions de la Waffen SS aient agi pendant une partie de la guerre comme un segment de l'armée, elles étaient subordonnées sur le plan organisationnel au Reichsführer SS Heinrich Himmler.

Les documents du tribunal indiquent que la Waffen SS «a participé à des meurtres de masse et à des traitements cruels de la population civile des territoires occupés. Sous le prétexte de la lutte contre la guérilla, les unités SS ont exterminé des Juifs et des personnes considérées comme politiquement

indésirables par les SS, et leurs rapports font état de l'exécution d'un grand nombre de personnes. [...] Les unités de la Waffen-SS sont directement impliquées dans l'assassinat de prisonniers de guerre et dans les atrocités commises dans les territoires occupés. Elles ont fourni du personnel aux *Einsatzgruppen* et ont dirigé les camps de concentration après que la SS Totenkopf, qui les contrôlait à l'origine, a été absorbée par eux»¹⁸.

En conclusion, le Tribunal a noté :

En vertu de la loi, la SS a été utilisée à des fins criminelles. Il s'agit de la persécution et de l'extermination des Juifs, de la cruauté et du meurtre dans les camps de concentration, d'abus dans l'administration des territoires occupés, de la mise en

18. Olesya Khromeychuk, «Undetermined» *Ukrainians: Post-War Narratives of the Waffen SS «Galicia» division*, Berne, Peter Land, 2013; Комісія Дешена перевірила лише 218 офіцерів Дивізії щодо їхньої діяльності у 1943-1941 роках.

œuvre d'un programme de travail forcé, de mauvais traitements et de meurtres de prisonniers de guerre. [...] En ce qui concerne les SS, le Tribunal a à l'esprit toutes les personnes qui étaient officiellement reconnues comme membres des SS, c'est-à-dire les membres de l'Allgemeinen SS, les membres de la Waffen-SS, les membres des SS-Totenkopfverbände et les membres de toute autre force de police ayant appartenu aux SS.

C'est ainsi qu'en 1946, le tribunal de Nuremberg a reconnu la Waffen SS comme une organisation criminelle. Cette décision s'applique aux 38 divisions de la Waffen SS, y compris la division galicienne. Cette décision a donné lieu à des poursuites pénales à l'encontre des membres de la Waffen SS devant les tribunaux nationaux des différents pays.

La commission Deschênes

L'un des arguments les plus courants pour défendre la division est la référence aux conclusions de la commission Deschênes. Celle-ci a commencé ses travaux en 1985 sous le nom de Commission d'identification des criminels de guerre au Canada (ci-après dénommée la commission). Elle était présidée par Jules Deschênes, juge à la Cour suprême de la province de Québec. Dans ses conclusions de 1986, la commission a déclaré que la division Waffen SS-Galicie ne pouvait pas être condamnée en tant que groupe; de plus, les membres de la division avaient été contrôlés avant d'entrer au Canada, et les accusations de crimes de guerre portées contre la division n'avaient jamais été étayées, que ce soient en 1950 ou en 1984, et que le simple fait d'appartenir à la division n'était pas suffisant pour justifier des poursuites.

Le caractère problématique des conclusions de la commission est confirmé par un rapport de la chercheuse Alti Rodal. En 1986, elle a réalisé une étude

spécifiquement pour la commission Deschênes sur les criminels de guerre nazis au Canada. Les autorités l'ont censurée et en ont publié une version incomplète. Actuellement, le gouvernement canadien envisage de déclassifier ces documents en raison de la pression publique exercée par l'affaire Hunka.

Alti Rodal a souligné que, bien que la commission ne dispose pas de preuves de crimes de guerre commis par la division en tant que groupe, des membres individuels de la division auraient pu en commettre. En effet, après la défaite de la division lors de la bataille de Brody en juillet 1944, 12 000 nouveaux membres ont été incorporés dans la division (en plus des 3 000 survivants). Parmi eux se trouvaient des membres de diverses unités de police ayant un casier judiciaire¹⁹.

Alti Rodal a également souligné que les membres de la division n'avaient pas fait l'objet d'un «contrôle approfondi» avant leur arrivée au Canada, comme le prétendait le gouvernement²⁰. En 1948, le Royaume-Uni envoie un communiqué secret à six pays du Commonwealth, dont le Canada, demandant l'arrêt des poursuites contre les criminels de guerre nazis, arguant que «le temps est venu d'enterrer le passé²¹». La politique canadienne des années suivantes montre que cette recommandation a été accueillie avec enthousiasme. En 1950, la politique d'immigration

19. Voir Rodal Alti pour plus de détails sur les raisons pour lesquelles les membres de la division ont pu arriver au Canada si facilement. «How Perpetrators of Genocidal Crimes Evaded Justice: The Canadian Story», dans J. K. Roth et E. Maxwell (éd.), *Remembering for the Future: The Holocaust in an Age of Genocide*, vol. 1, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2001, p. 702-725.

20. Irwin Cotler, «Bringing Nazi War Criminals in Canada to Justice: A Case Study Proceedings of the Annual Meeting», *American Society of International Law*, n° 91, avril 1997.

21. George Fletcher et col., «Canadian Responses to World War Two War Criminals and Human Rights Violators: National and Comparative Perspectives», *B.C. Third World L.J.*, 1988, p. 34-45.



canadienne est libéralisée. Les membres de la Waffen SS peuvent ainsi entrer au Canada en 1951 et les membres de la SS en 1955. Cette «politique de la porte ouverte» est motivée par la guerre froide. Les pays occidentaux étaient plus enclins à identifier les espions communistes qu'à punir les criminels nazis. Aux yeux du gouvernement, les membres de la division étaient de véritables anticomunistes, et donc de loyaux citoyens de l'État.

Il convient de noter que les conclusions de la commission se fondent sur un nombre limité de documents qui ne lui permettent pas d'avoir une vue d'ensemble des activités de la division. En particulier, la commission n'a pas eu accès aux documents de l'URSS et des États du pacte de Varsovie. De longues négociations avec l'Union soviétique pour l'accès à des documents originaux et l'audition de dizaines de témoins n'ont pas abouti. La commission n'a pas envoyé ses représentants en URSS, invoquant les retards de la partie soviétique et, par conséquent, le manque de temps²². Cependant, les recherches actuelles sur les crimes éventuels de la division se basent principalement sur des documents provenant d'Europe de l'Est, c'est-à-dire ceux que la Commission Deschênes n'a pas pris en compte a priori.

Discours officiel

Bien que certains groupes nationalistes de droite en Ukraine glorifient constamment la division et organisent des marches en son honneur, elle reste l'objet d'un culte régional galicien. Certains des soldats qui défendent actuellement l'Ukraine contre l'agression russe portent des chevrons ornés de «lions», afin de

souligner la continuité de tradition du mouvement de libération ukrainien contre le Kremlin. Cette simplification occulte le fait gênant de la collaboration de la division avec les nazis, ce qui est néanmoins une raison suffisante pour que l'État ukrainien évite de glorifier la division au niveau législatif.

La loi ukrainienne sur le statut juridique et la commémoration des combattants pour l'indépendance de l'Ukraine au 20^e siècle contient une longue liste d'autorités, d'organisations, de structures et de formations dont les membres sont considérés comme des «combattants pour l'indépendance de l'Ukraine». La division Waffen SS Galicie n'y figure pas. Le cabinet des ministres de l'Ukraine ne l'a pas incluse dans cette liste, même après un appel du conseil régional de Lviv le 16 février 2021. Ainsi, à ce jour, l'État ukrainien ne considère pas les membres de la division comme des combattants pour l'indépendance de l'Ukraine.

Le principal acteur de la commémoration, l'Institut ukrainien de la mémoire nationale, représenté par ses dirigeants, s'est opposé à la glorification de la division. En particulier, en 2018, l'ancien directeur de l'UINM, Volodymyr Viatrovytch, a déclaré que «l'anniversaire de la création de la division de Galicie n'est pas un jour férié pour les Ukrainiens». En 2021, lorsqu'une marche en l'honneur de la division a été organisée à Kyiv, le directeur de l'UINM de l'époque, Anton Drobovytch, a insisté sur le fait que «la glorification des troupes SS n'est pas une fête pour les Ukrainiens»: «La glorification des troupes SS est inacceptable pour un pays européen.»

Parallèlement, le 27 septembre, le ministre ukrainien de la culture et de la politique de l'information par intérim, Rostyslav Karandaiev, a inauguré une exposition de photos intitulée «Dans les orages d'acier» au musée d'histoire de Kyiv. Cette exposition

22. La brigade a été formée autour de vétérans du Mouvement Azovet est dirigée par le chef du parti Corps national, Andrei Biletsky.

réunissait des photographies de diverses formations militaires présentes sur le territoire ukrainien au cours des siècles précédents et de leurs analogues modernes, comme la troisième brigade d'assaut (3 OShBr) qui défendent actuellement l'Ukraine contre l'agression russe. La présence d'une photographie des soldats de la division pouvait sembler une erreur malheureuse et une négligence de la part des auteurs de l'exposition. Cependant, le 3 octobre, un combattant de la 3^e brigade, Oleksiy Raines – «Consul», a écrit dans son canal legram: «Les soldats de la division Galicie sont des héros [...], ils se battent, comme nous, pour ce qui est juste».

De tels parallèles et généralisations inconsidérés banalisent les crimes du Troisième Reich, en se concentrant exclusivement sur sa politique antibolchevique. Pourtant, des millions de personnes en ont été victimes rien qu'en Ukraine: des Juifs, des Ukrainiens, des Roms, des prisonniers de guerre, des malades mentaux et des travailleurs déportés. La mémoire de Babi Yar, Drobytsky Yar, Koryukivka et des milliers d'autres lieux de crimes de masse devrait être une garantie contre la réhabilitation du nazisme.

Par ailleurs, la glorification de la division remet en cause le modèle occidental de mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste qui est fondé sur la condamnation de l'idéologie et des pratiques du régime nazi. Appeler les membres de la division «fusiliers», éviter délibérément le nom complet de la division, qui montre son affiliation à la SS, et glorifier la division dans son ensemble ou ses soldats individuels sont des signes d'un dangereux flirt contre la mémoire. Il occulte les crimes du nazisme en proposant une sorte de piège du «moindre mal». Son essence est de justifier l'alliance d'une partie de la communauté ukrainienne avec les nazis comme un

«moindre mal» afin de vaincre le «plus grand» mal, incarné par le régime soviétique.

Le danger de ce piège réside dans la mémoire sélective, la focalisation sur ses propres intérêts, l'insensibilité à la douleur d'autrui, et donc la justification de la violence contre les individus, les communautés et les nations. Tout ce qui précède nuit au développement démocratique de l'Ukraine moderne, crée des divisions et de l'hostilité, et affaiblit le discours sur la valeur de la vie humaine et des droits humains.



Socialisme, Yiddishkeit, Doykeit: une brève histoire du Bund juif ukrainien

SERHIÏ ICHTCHENKO¹

Les effusions de sang en Israël/Palestine nous incitent à nous souvenir non seulement du triste sort de cette malheureuse région, mais aussi de l'histoire juive. Aujourd'hui, tout ce qui touche à la judéité et à son passé est «monopolisé» par l'État d'Israël. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. En Europe de l'Est, il existait également des alternatives au projet sioniste de «rassembler tous les Juifs de Palestine» – et elles étaient suffisamment puissantes pour lui opposer une sérieuse concurrence. La plus influente d'entre elles était le Bund – un mouvement national juif qui, comme de nombreux autres mouvements nationaux des peuples d'Europe de l'Est (ukrainien, polonais, géorgien, etc.), avait une orientation socialiste et ne voyait pas la libération nationale séparément de la libération sociale.

Briden un shvester fun arbet un noyt
Frères et sœurs, tourmentés, révoltés,
De par le monde dispersés, [...]
Nous jurons de mener un combat sacré,
jusqu'à ce que le monde soit renouvelé:



sans mendiants, sans riches, sans maîtres et sans esclaves – que le fort et le faible soient égaux!

Ce sont des lignes de la chanson *Di Shvut* (Le Serment), écrite au début du 20^e siècle par le célèbre écrivain et ethnographe Semyon Anskiy (d'ailleurs, l'auteur de la pièce mystique *Dybbuk*, qui a été salué par le «roi des horreurs» Howard Lovecraft lui-même). Probablement, tous les Juifs de Riga à Odessa n'ont pas connu cette chanson à ce moment-là. Après tout, c'était l'hymne du Bund, et le Bund n'est pas seulement un courant politique parmi d'autres, c'est aussi une philosophie et une tradition culturelle à part entière de la communauté juive d'Europe de l'Est. Une tradition qui offrait une alternative à la fois au sionisme, à l'orthodoxie religieuse rigide et à l'assimilation des Juifs.

L'histoire du Bund commence à l'automne 1897. Le lendemain de Yom Kippour, treize personnes se sont rassemblées dans une petite maison à la périphérie de Vilnius et ont juré de lutter ensemble pour améliorer le sort des travailleurs juifs dans l'Empire russe de l'époque. C'était une époque où la modernisation et l'industrialisation impitoyables détruisaient le mode de vie établi des Juifs d'Europe de l'Est, tout comme elles détruisaient la structure traditionnelle du village ukrainien. Pendant des siècles, les Juifs ont vécu dans des villes, *shtetl*, se livrant à l'artisanat et au petit commerce. Mais de nouveaux temps sont arrivés. Un cordonnier avec son petit atelier n'avait ni la force ni la capacité de rivaliser avec une usine de chaussures, et un petit commerçant ne pouvait même pas essayer de lutter contre un grand magasin. De nombreux Juifs ont dû fermer leurs petites entreprises familiales et aller travailler dans les usines.

La vie des travailleurs à cette époque était déjà faite de pauvreté, d'oppression, d'injustice. Mais dans le cas des Juifs, à tout cela s'ajoutait une

1. Journaliste, politologue de formation, ancien professeur d'histoire, a été militant de plusieurs organisations de gauche. Publié par *Commons*. Illustration Katya Gritseva. Traduction Patrick Le Tréhondat.

discrimination nationale. Une nouvelle organisation appelée *Algemeyner Yidisher Arbeter-bund*, Union générale des travailleurs juifs, ou simplement *Bund*, fut appelée à faire face à tous ces maux. En seulement dix ans, elle est devenue l'une des plus grandes organisations juives d'Europe de l'Est. En 1906, 43 000 personnes appartenaient au *Bund* – à titre de comparaison, par exemple, le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien² ne comptait au même moment que 6 000 militants³.

Doykeit contre sionisme

Le programme du *Bund* reposait sur les trois principes du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, les bundistes défendaient une république démocratique, l'égalité entre les femmes et les hommes, des réformes sociales et une journée de travail de huit heures. Mais en même temps, le *Bund* était également un parti national qui défendait l'identité juive, la langue yiddish et la culture des Juifs d'Europe de l'Est, luttait contre la discrimination et l'antisémitisme. Tel était, selon les bundistes, le principe du *yiddishkeit*, la «judéité». Habituellement, ce mot était utilisé lorsqu'il s'agissait d'observer les préceptes de la religion juive dans la vie quotidienne. Les membres de *Bund* ont probablement été les premiers à lui donner un nouveau sens : pour eux, il s'agissait de la vie juive dans toute sa plénitude, de l'auto-identification des communautés et des personnes spécifiquement



juives. Déjà lors de son 6^e congrès en mai 1901, le *Bund* déclarait :

Chaque nationalité, outre le désir de liberté et d'égalité économique, civile et politique, a également des aspirations nationales fondées sur [...] la langue, les coutumes, le mode de vie, la culture en général, qui doit avoir une totale liberté de développement⁴.

Ainsi, au lieu de l'identité exclusivement religieuse du judaïsme, les bundistes ont proposé une identité laïque et nationale. D'ailleurs, s'élevant contre la domination des chefs religieux conservateurs dans les communautés juives traditionnelles, les bundistes – contrairement aux assimilationnistes – ont défendu la préservation de ces communautés, affirmant qu'elles étaient «non seulement le produit de l'ancien, mais, avec certaines réserves, l'embryon du nouveau⁵».

En tant que parti national, le *Bund*, après le pogrom sanglant de Kichinev en 1903, a déclaré qu'il fallait résolument résister à la violence contre les Juifs⁶ et



2. NdT : le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDRP), parti marxiste fondé en décembre 1905 suite à l'implosion du Parti révolutionnaire ukrainien (RUP). Ce parti jouera un rôle essentiel dans la création de l'État ukrainien en 1917 avec le Parti ukrainien des socialistes révolutionnaires (UPSR).

3. M. Boitsun, *Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine : 1880-1918*, trad. de l'anglais L. Bidochko et M. Kazakova, Kyiv, Rosa Luxemburg Stiftung en Ukraine, FOP Maslakov, 2020, p. 107.

4. H. J. Tobias, *Le Bund juif en Russie depuis ses origines jusqu'en 1905*, p. 105-106.

5. V. Medem, *Mouvement national et partis nationaux-socialistes en Russie. Formes de mouvement national dans les États modernes : Autriche-Hongrie. Russie. Allemagne*, A. I. Kastelyansky, Spb : Izd., 1910.

6. E. M. Savitsky (dir.), *Le Bund au Bélarus, 1897-1921 : documents et matériel*, Minsk, 1997, doc. n° 36, 1903, juin, p. 97-98.



Des membres du Bund à côté des corps de trois de leurs camarades, tués à Odessa pendant la révolution de 1905

ses membres ont créé des unités d'autodéfense. En 1904, une de ces unités du Bund dispersa des bandes de Cent-Noirs qui allaient détruire les quartiers juifs de Daugavpils⁷.

À cette époque, le Bund n'avait pas de bonnes relations avec un autre mouvement national juif : le sionisme.



Les sionistes parlent de construire un État national en Palestine. Mais notre parti repose sur une position complètement opposée – chez nous, c'est ici : en Pologne, en Russie, en Lituanie, en Ukraine, en Amérique, déclarait l'un des dirigeants des bundistes, Volodymyr Medem (d'ailleurs, ancien étudiant de l'Université de Kyiv, expulsé pour avoir participé à une grève étudiante). Ici nous vivons et travaillons, ici nous faisons des projets pour l'avenir. C'est notre maison et nous n'y sommes pas étrangers. C'est sur cela que nous construisons notre activité⁸.

C'était le troisième principe du *doykeit* : « Notre pays est l'endroit où nous vivons. » Selon les bundistes, les Juifs avaient des liens beaucoup plus forts avec le pays où ils vivaient depuis des générations qu'avec leur lointaine « patrie historique ». Ils considéraient l'idée

de la réinstallation en Palestine comme une utopie et une idée dangereuse. Le Bund a déclaré que, premièrement, la Palestine est trop petite pour accueillir des centaines de milliers d'immigrés du monde entier et, deuxièmement, une telle réinstallation provoquerait inévitablement une confrontation avec la population arabe locale⁹.

Le Bund pensait plutôt que dans les pays ethniquement diversifiés d'Europe de l'Est, une architecture politique devrait être construite afin que chaque nationalité, y compris les Juifs, puisse vivre librement et développer leur propre culture nationale. Sans se dissoudre dans la population environnante, comme le préconisaient les assimilationnistes, mais aussi sans s'en séparer, comme le souhaiteraient les religieux orthodoxes. Le Bund préconisait la création d'un gouvernement autonome juif qui s'occuperait de l'éducation et de la culture. Un tel gouvernement autonome devrait être élu selon les principes du suffrage universel, libre et égal par des hommes et des femmes qui se considèrent comme juifs. Les écoles et universités juives devraient être financées par le budget de l'État et des collectivités locales et faire partie du réseau scolaire national. Mais selon le projet du Bund, la communauté juive ne devrait pas être impliquée dans les affaires religieuses, car la religion est « une question de conscience personnelle, une affaire privée dans laquelle ni l'État, ni le prolétariat en tant que classe ne doivent s'immiscer, en garantissant uniquement la liberté de conscience à tous¹⁰ ».

Il est important de noter que les bundistes ne voyaient aucune contradiction entre leurs objectifs socialistes et nationaux. Ils croyaient que la lutte pour l'éducation dans la langue maternelle et pour

7. NdT : Ville en Lettonie.

8. B. K. Johnpoll, *Politics of futility: The General Jewish Workers Bund of Poland, 1917-1943*, Ithaca, New York, 1967, p. 182.

9. W. Lacker, *Histoire du sionisme*, Moscou, Kron Press, 2000, p. 593.

10. Cité par I. V Nam, « Programme national du Bund : ajustements de 1917 », *Vestn*, n° 276, 2003, p. 83-89.

un développement culturel sans entrave faisait partie de la lutte commune de la classe ouvrière. Dans le même temps, le Bund soulignait que son approche de la question nationale n'était pas une «panacée pour toutes les nations»: il s'agissait uniquement de la situation spécifique de la communauté juive¹¹.

Le Bund et la « prison des peuples »

En tant que parti ouvrier national, le Bund de l'Empire russe a aidé les travailleurs juifs à former des syndicats et à organiser des grèves (en particulier contre les employeurs juifs). En Ukraine, par exemple, l'influence des bundistes s'est imposée dans les syndicats des imprimeurs et des tailleurs¹². Parmi les travailleurs et les jeunes Juifs, les bundistes jouissaient d'une telle autorité qu'on faisait parfois appel à eux lorsqu'il s'agissait de questions juridiques ou même morales complexes. Volodymyr Medem se souvient d'un cas amusant où une jeune fille enceinte s'est tournée vers la branche locale du Bund pour persuader le père de l'enfant de l'épouser.

Dans le même temps, en tant que socialistes, les bundistes se considéraient comme faisant partie du mouvement ouvrier à l'échelle de l'Empire. Ainsi, le Bund a participé à la création du Parti ouvrier social-démocrate russe. Cependant, l'histoire des relations entre les socialistes juifs et le POSDR s'est avérée plutôt compliquée. Les bundistes défendaient l'autonomie de leur propre organisation et espéraient être reconnus comme représentants du mouvement ouvrier juif. Certains dirigeants de la social-démocratie panrusse, en particulier Lénine, ont qualifié

ces revendications de «nationalistes», exigeant une fusion complète des deux organisations. De ce fait, le Bund quittait parfois les rangs du POSDR, puis le rejoignait¹³.

Le Bund considérait les mouvements socialistes d'autres nationalités opprimées dans la «prison des peuples» russe comme des alliés naturels. Par exemple, sur la rive gauche de l'Ukraine, en particulier dans la province de Poltava, les bundistes ont volontairement coopéré avec le Parti révolutionnaire ukrainien¹⁴. Maxim Hekhter, futur diplomate de la République populaire ukrainienne, était simultanément militant du Bund et du Parti révolutionnaire ukrainien¹⁵.

Le Bund et la révolution ukrainienne

Pendant la révolution de 1917-1921, les bundistes travaillaient au sein de la Rada centrale et du gouvernement ukrainien. Ils ont soutenu la 3^e Universelle¹⁶, qui a proclamé la République populaire ukrainienne. «Quand nous voyons que la nation ukrainienne libérée donne également la liberté à notre peuple, nous assumons une part de responsabilité dans cet acte et signons de tout cœur cette Universelle», a déclaré le représentant du Bund à la Rada centrale¹⁷.

Cependant, le parti a réagi plutôt froidement à l'indépendance de l'Ukraine et n'a pas voté pour la 4^e

11. M. G. Rafes, *Essais sur l'histoire du Bund*, 1923, p. 277.

12. O. M., Movchan, «Syndicats en Ukraine», dans *Encyclopédie de l'histoire de l'Ukraine*, Kyiv, Naukova Dumka, 2012, vol. 9, p. 45.

13. M. Boitsun, *Le mouvement ouvrier et la question nationale en Ukraine*, op. cit., p. 105-107.

14. *Ibid.*, p. 126.

15. NdT: le Parti révolutionnaire ukrainien (RUP) de tendance national-révolutionnaire et marxiste fondé le 11 février 1900 par des étudiants à Kharkiv.

16. NdT: nom donné aux déclarations d'indépendance, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ua1917.htm>.

17. V. F. Verstyuk et col. (dir.), *Rada centrale ukrainienne, documents et matériels*, t. 1, Kyiv, Naukova Dumka, 1996, p. 397-398.





Universelle¹⁸. Les bundistes craignaient que la déclaration d'indépendance ne conduise inévitablement à des conflits nationaux dont les victimes seraient en premier lieu les minorités nationales¹⁹. Certains historiens modernes suggèrent que les socialistes juifs pouvaient aussi craindre une éventuelle vengeance des bolcheviks, car c'est à ce moment-là que les «rouges» s'approchaient de Kyiv (par exemple, c'est l'opinion de Serhii Girik²⁰ qui s'est exprimée sur les ondes de Radio Hromadsky). Mais, en avril 1918, les bundistes ont voté pour la constitution de la République populaire ukrainienne et fin août 1919, une conférence des partis juifs d'Ukraine avec la participation du Bund a exprimé son soutien à une République populaire ukrainienne indépendante.

Après le coup d'État d'octobre, les bundistes de la Rada centrale ont préparé une résolution contenant «une ferme condamnation du soulèvement bolchevique». Et lorsque les «rouges» prirent le contrôle de Kyiv au début de 1918, l'un des dirigeants du parti affirma qu'ils «allaient anéantir toutes les réalisations nationales de la révolution en Ukraine». Cependant, dès l'année suivante, des groupes pro-bolcheviques apparurent au sein du Bund – pendant un certain temps, il y eut même un Bund communiste distinct. La plupart de ses partisans ont ensuite rejoint le parti communiste. Et le Bund «authentique» sur le territoire soviétique a subi le même sort que le reste des partis alternatifs aux bolcheviks : il a été interdit. Des dizaines de ses militants – y compris ceux qui ont

rejoint les communistes – ont été exterminées par la terreur stalinienne des années 1930.

Le Bund a continué à opérer dans les États nouvellement indépendants d'Europe de l'Est – en Lituanie, en Lettonie et particulièrement activement en Pologne. Les bundistes polonais ont fondé des organisations de jeunesse, de femmes, et des syndicats et ont participé à la création d'un réseau d'écoles dispensant un enseignement en yiddish. Il y avait des centres en Galice et en Volyn, qui étaient sous domination polonaise. À Lviv, les réunions des socialistes juifs se tenaient généralement sur la place Zbojova (aujourd'hui rue Zernova), d'où des colonnes avec un orchestre défilaient à travers la ville²¹. Et lorsque les nazis sont arrivés au pouvoir en Allemagne, les bundistes de Lviv ont lancé une campagne de boycott des produits allemands. Le Bund s'est lié d'amitié avec les socialistes radicaux ukrainiens («le parti d'Ivan Franko²²»), a signé des déclarations communes avec eux et a invité leurs représentants à ses congrès²³.

Catastrophe

La Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste ont mis fin à l'existence du Bund – ainsi qu'à toute vie juive en Europe de l'Est. Les nazis n'ont pas été les seuls à contribuer à sa destruction : les dirigeants du Bund polonais, Viktor Alter et Henrik Ehrlich, comme nombre de leurs camarades du parti, ont été assassinés par les staliniens en Union soviétique. En voyant mourir son peuple, le représentant du Bund au sein du gouvernement polonais en exil, Shmuel

18. NdT : en 1917, la 4^e Universelle proclame l'indépendance totale de l'Ukraine, mais la Rada maintient à l'horizon politique des liens fédéraux avec la Russie.

19. M. G. Rafes, *Deux ans de révolution en Ukraine*, Moscou, GIZ, 1920. p. 58.

20. NdT : historien et professeur au programme de maîtrise en études judaïques de l'Université nationale, académie Kiev-Mohyla.

21. V. Melamed, «Entre les deux guerres mondiales (1919-1939)», *Yi*, n° 51, 2008.

22. NdT : le Parti radical, puis Parti radical socialiste ukrainien, premier parti politique ukrainien fondé le 4 octobre 1890 à Lviv.

23. I. Makukh, *Au service du peuple : souvenirs*, Kyiv, 2001, p. 355.

Ziegelboim, s'est suicidé pour protester contre l'inaction de la coalition anti-hitlérienne face au génocide.

Mais le Bund n'a pas simplement disparu : il est mort au combat. En 1942, Marek Edelman, un Juif de 23 ans originaire de Varsovie, fils de bundistes et lui-même jeune militant bundiste, devient l'un des dirigeants de l'organisation juive clandestine de combat dans le ghetto de la capitale polonaise occupée par les nazis. L'année suivante, en 1943, il était déjà l'un des principaux participants au soulèvement voué à l'échec dans le ghetto et, après la mort du commandant des rebelles, le socialiste-sioniste Mordechaj Anielewicz, il en assuma le commandement. « Nous nous sommes battus simplement pour que les Allemands ne décident pas quand et comment nous devrions mourir », se rappellera-t-il plus tard. Cependant, Marek Edelman a survécu et, au bout d'un an, il se retrouvait de nouveau sur les barricades, les armes à la main, désormais en tant que participant au soulèvement polonais à l'échelle de la ville. Lui aussi a été vaincu, mais il resta en vie.

Un groupe clandestin du Bund opérait également à Lviv. Ses membres aidaient les fugitifs du ghetto et leur confectionnaient de faux papiers. Un tract des bundistes de Lviv, publié en mars 1942, a été conservé. Il appelait les prisonniers du ghetto à aménager des caches et à se procurer des armes²⁴.

Vestiges et mémoire

Après la Seconde Guerre mondiale, Marek Edelman, le héros du ghetto de Varsovie, s'est vu proposer de partir pour le nouvel Israël. Il a refusé, affirmant que son peuple était enterré ici en Pologne et qu'il restait pour garder leurs tombes. Ce n'était

24. I. A. Altman, *Holocauste et résistance juive dans le territoire occupé de l'URSS*.



Affiche électorale du Bund, Kyiv, 1917.

pas une exagération : sur près de 3,5 millions de Juifs vivant dans la Pologne d'avant-guerre, seuls 100 000 survivaient en 1945. C'est une des raisons pour lesquelles les tentatives visant à relancer les activités du Bund polonais après la guerre furent vouées à l'échec. Une autre raison, non moins importante, était que le nouveau gouvernement prosoviétique n'allait tolérer aucune activité politique indépendante. En 1949, le Bund en Pologne est liquidé par les autorités.

De nombreux bundistes se sont retrouvés à l'étranger et le comité de coordination mondial de l'organisation s'est installé ici, à New York. Et de l'autre côté de la planète, en Australie, l'organisation du Bund pour enfants, le SKIF, est toujours en activité, elle organise chaque année des camps d'été. Une délégation du Bund a participé au congrès fondateur de l'Internationale socialiste à Francfort en 1951. Des tentatives ont également été faites pour créer une branche du Bund en Israël. Cependant, elles n'ont pas eu beaucoup de succès : lors des élections à la





Knesset de 1959, les bundistes israéliens ont subi une défaite écrasante. Dans le nouvel État juif, qui a abandonné la langue yiddish et rejeté une grande partie de ce que l'Europe de l'Est considérait comme la *yiddishkeit*, les bundistes ne se sont jamais vraiment imposés. D'autant que leur attitude à l'égard de l'utopie sioniste et de ses prédicateurs restait sceptique. «La tragédie d'Israël est que, d'une part, il est entouré de pays dont les dirigeants nationalistes veulent le détruire et, d'autre part, il est lui-même possédé par des dirigeants ivres de folie chauvine et militariste», accusait le journal des bundistes israéliens *Unser Zeit*.

Le dernier porteur de la tradition du Bund en Europe de l'Est, Marek Edelman, deviendra un célèbre cardiologue polonais et sauvera nombre de gens sur la table d'opération. Dans la Pologne «communiste», il s'opposera au régime prosoviétique, soutiendra les grèves et le syndicat Solidarnosc. Le nouveau mouvement ouvrier, a-t-il expliqué, «était le même que le Bund dans ma jeunesse. Pour moi, c'était la continuité, les mêmes valeurs : la fraternité, la justice sociale, la haine de la dictature».

Après l'effondrement du camp soviétique, Edelman – il avait déjà 70 ans – a personnellement transporté de l'aide humanitaire et a emmené des enfants hors de la Bosnie déchirée par la guerre ; «la victoire de Hitler depuis la tombe», c'est ainsi que le vieux rebelle appelait ce qui se passait dans les Balkans à cette époque. Il a également parlé de l'injustice d'Israël envers les Palestiniens. Et en 2002, il a même écrit une lettre aux combattants du mouvement palestinien pour appeler à une solution pacifique – en tant que «vieux partisan» vis-à-vis des «nouveaux partisans». Déclaration pour laquelle il mérita un boycott de la part du gouvernement officiel de Tel-Aviv. Aucun diplomate israélien

n'était présent aux funérailles du «dernier bundiste européen», à l'exception de l'ambassadeur Shevah Weiss²⁵, venu de son plein gré.

L'histoire du Bund fait partie de l'histoire oubliée de la communauté juive et de l'Europe de l'Est en général, prise en sandwich entre impérialismes et nationalismes. Les bundistes ont tenté de proposer une alternative aux deux, qui garantissait l'égalité dans des conditions de préservation de la diversité. Ils ont mis en garde contre les dangers du projet sioniste – les dangers, en premier lieu, pour les Juifs eux-mêmes – et, à bien des égards, malheureusement, ils se sont avérés avoir raison. Ils n'ont pas réussi dans toutes choses. Après tout, le Bund n'existe plus – tout comme le monde qui lui a donné naissance, le monde des Juifs d'Europe de l'Est, avec sa langue, sa vision du monde et ses traditions, n'existe plus.

Mais le souvenir du Bund est toujours vivant. *Millenial Bundist* est le nom donné à son premier album, sorti en 2020, par une jeune militante et chanteuse de gauche autrichienne, Isabelle Frei. Son album se compose de reprises de chansons du Bund, dont *Di Shvue*. Élevée dans l'esprit sioniste, elle a changé d'avis après avoir vécu un an en Israël et visité la Cisjordanie. Isabel déclare :

Le Bund a permis aux Juifs de trouver un terrain d'entente : vous pouvez être un Juif révolutionnaire qui parle le yiddish et croire que nous pouvons nous défendre contre l'antisémitisme et promouvoir la culture yiddish, et en même temps être un internationaliste socialiste.

25. NdT : Shevah Weiss (1935-2023), président de la Knesset sous Yitzhak Rabin puis ambassadeur d'Israël en Pologne et président de Yad Vashem.

« Que ceux qui s'opposent à la tyrannie se lèvent! »

Préface à la réédition de *Internationalisme ou russification?*, d'Ivan Dziouba

VLADYSLAV STARODUBTSEV¹

Ivan Dziouba est né en 1931 dans une famille de mineurs du village de Mykolayvka, dans l'oblast de Donetsk. Les premiers souvenirs de sa vie sont ceux de la faim et de la mort. Le gouvernement soviétique avait alors organisé un génocide contre le peuple ukrainien, connu sous le nom d'Holodomor. Dziouba, qui n'avait alors que 2 ans, se souvenait que sa grand-mère le nourrissait à l'aide d'écorces et que sa mère travaillait à l'hôpital où elle s'occupait des gens qui mouraient de faim.

Plus tard, l'Holodomor est devenu une question taboue. On n'en parlait guère à l'époque soviétique, car c'était à la fois extrêmement traumatisant et illégal.

La faim et la dévastation ont forcé la famille Dziouba à quitter son village pour Olenivsky Kariery (aujourd'hui Dokoutchaïevsk). C'est là que le jeune Ivan Dziouba a été scolarisé dans une école

1. Vladyslav Starodubtsev est historien de l'Europe centrale et orientale et membre de l'organisation socialiste Sotsyalnyi Rukh. Il habite à Kyiv.



russophone. La russification, particulièrement importante dans le Donetsk, a été un frein à son rattachement à sa propre identité ukrainienne. Mais, comme c'est généralement le cas, la perception de cette identité est venue avec le temps. Sur son passeport soviétique, jusqu'aux années 1950, à la mention de sa nationalité, il était inscrit: «Russe». Jusqu'à l'âge de 17 ans, il parlait principalement le russe.

Je n'ai pas réfléchi à cette question: quand l'Ukraine s'est-elle éveillée en moi? Ou plutôt: d'où me vient l'expérience de l'Ukraine dans mon destin personnel? Après tout, personne ne nous a spécialement élevés en ce sens, personne n'a planté la pensée de l'Ukraine dans nos cœurs; au contraire, tout a été fait pour que nous vivions sans réfléchir et que nous ne voyions pas ce problème. Puis le temps vient – et il vient à vous.

Dans les années 1940, Dziouba connaît les horreurs de la guerre. Son père est tué au combat et sa mère travaille comme infirmière. Plus tard, étudiant à la faculté de philologie russe de l'Institut pédagogique de Donetsk, ses études se déroulent sans difficultés particulières grâce à une bourse Staline. Ce fut pour lui une période déterminante au cours de laquelle il accumule les connaissances sur l'Ukraine ainsi que sur la culture et l'histoire d'autres nations. Ce fut également un moment où il fait de nombreuses



rencontres. Il se révèle être un critique littéraire de talent. Ainsi, son article «Pour une haute compétence», écrit en 1953 alors qu'il est étudiant, est salué par la critique et publié dans l'almanach *Donbass*. Par la suite, la publication de ses critiques et de ses analyses littéraires furent des événements importants aux niveaux régional et national.

Installé à Kyiv, assistant à l'université, il devient l'un des membres actifs de l'Union de la jeunesse créative, où il rencontre de nombreux intellectuels ukrainiens, qui feront plus tard partie de la génération de dissidents, dite des *chistdesiatniki* (la génération des années 1960). Ce club était à la limite de la «légalité». S'il organisait en toute liberté des rencontres sur la littérature et les poètes ukrainiens, le club était «trop radical» dans sa critique de Staline et trop ukrainien pour ne pas être inquiété par les autorités. La déstalinisation était l'idéologie officielle depuis le 20^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) (1956), mais la critique de Staline n'était pourtant pas la bienvenue, car elle était considérée comme une attaque contre l'État lui-même. Le PCUS détenait le monopole de la critique du stalinisme et défendait généralement son héritage.

Plongé dans le monde littéraire ukrainien, il perçoit et comprend les controverses soulevées par la politique linguistique, nationale et culturelle de l'Union soviétique. Non seulement celle qui concernait les Ukrainiens, mais également celles concernant les autres nationalités non russes de l'URSS, en particulier les Tatars de Crimée et les Juifs.

En 1962, Dziouba est licencié pour «erreurs politiques» commises dans son travail littéraire. Au cours des trois années suivantes, il se montre plus prudent, mais, en 1965, à la suite de la vague d'arrestations qui frappe l'intelligentsia ukrainienne, la prudence cède la place à la protestation publique.

«Que ceux qui s'opposent à la tyrannie se lèvent!» C'est le cri lancé par le dissident ukrainien Viatcheslav Tchornovil, le 4 septembre 1965, lors d'une soirée organisée à l'occasion de la première d'un film du talentueux cinéaste ukrainien, Sergueï Paradjanov², *Les ombres des ancêtres oubliés*³. Après la projection, la discussion s'engage sur le film et Ivan Dziouba prend la parole et déclare: «C'est une grande fête, mais c'est aussi un grand chagrin. Les arrestations de jeunes créateurs ont commencé en Ukraine», avant de lire la liste des noms de tous ceux qui ont été arrêtés.

Une soixantaine de personnes se lèvent pour répondre à l'invitation de Tchornovil, juché sur une scène improvisée. Vassyl Stous⁴, célèbre poète dissident ukrainien, se joint à eux en prononçant un brillant discours.

C'est cette manifestation qui donna naissance à la génération des dissidents des années 1960. Dziouba en était un élément essentiel. Mais après un tel événement, c'en était fini de sa vie habituelle. Il est alors peu à peu écarté de la carrière d'études littéraires dont il rêvait tant. Il est démis de son poste de conseiller littéraire de la maison d'édition Molod et contraint de travailler comme rédacteur dans une revue de biologie. C'est ainsi que le PCUS lui a montré que la voie de la littérature lui était désormais fermée.

2. Sergeï Paradjanov (1924-1990): cinéaste soviétique d'origine géorgienne. Il se voulait à la fois ukrainien, géorgien et arménien: «Tout le monde sait que j'ai trois patries. Je suis né en Géorgie, j'ai travaillé en Ukraine et je vais mourir en Arménie.»

3. Le film est connu sous le titre *Les chevaux de feu*.

4. Vassyl Stous (1938-1985): poète et dissident, il est exclu en 1965 de la faculté de littérature. Condamné en 1972 à cinq ans de camp et à trois ans d'exil, il adhère au Groupe ukrainien d'Helsinki et est à nouveau condamné à dix ans de camp. Ses poèmes et ses traductions, notamment de Goethe et de Baudelaire, ont été pour la plupart saisis et détruits par le KGB.



La répression et les protestations incitent alors Dziouba à prendre la plume et c'est presque immédiatement après cette manifestation qu'il rédige *Internationalisme ou russification?*. Il conçoit son livre comme une critique factuelle des politiques nationales soviétiques à partir des positions de Lénine et le construit soigneusement pour ne pas sortir de la légalité soviétique.

Il est difficile d'affirmer si la terminologie léniniste qu'il utilise relève d'une décision stratégique ou s'il s'agit de ses convictions réelles. Il est probable que la vérité se situe quelque part entre les deux. Quelque peu naïvement, Dziouba conçoit ce texte à l'intention des dirigeants du Parti communiste⁵. Il veut les convaincre que leur politique est erronée et le langage qu'il utilise est donc précisément celui du parti.

En 1966, il envoie son livre au premier secrétaire du comité central du Parti communiste d'Ukraine, Petr Tchelestov, et au chef du gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine, Volodymyr Tcherbitskyi, et sa traduction russe à la direction du PCUS. Dire que ce fut un choc pour le parti est un euphémisme. Des exemplaires circulaient déjà pour être distribués sous forme d'autoédition illégale (*samizdat*) parmi les dissidents ukrainiens. L'ouvrage est ainsi devenu un cri de ralliement contre la russification et la répression.

L'année 1966 connaît également un autre événement: le rassemblement sur le site de Babi Yar, où les soldats allemands ont massacré entre 70 000 et 150 000 personnes, dont une écrasante majorité de Juifs. L'Union soviétique tentait de réprimer la mémoire de l'Holocauste par d'innombrables campagnes contre les Juifs (dites «lutte contre le sionisme»). Il s'agissait avec cette réunion non officielle

de rendre hommage à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Les dissidents ukrainiens faisaient à l'époque tout leur possible pour soutenir la lutte contre l'antisémitisme en Union soviétique. Dziouba, qui fut l'un de ceux qui prirent la parole lors de ce rassemblement, raconte l'événement en 2016 :

La propagande et les attaques contre le sionisme [les Juifs] étaient très féroces. Ceux-ci étaient considérés comme des agents de l'impérialisme américain. Il y avait des arrestations, on détruisait les représentants de l'intelligentsia juive. L'attitude générale à l'égard des Juifs changeait. En même temps, il est très important de noter qu'en réalité, l'Ukraine était dans un état d'esprit complètement différent. [...] De grandes et brillantes figures de la culture ukrainienne protestaient autant qu'elles le pouvaient. Ils ne protestaient pas publiquement, parce qu'ils ne le pouvaient pas, mais ils maintenaient des liens avec les écrivains juifs d'Ukraine. L'Union des écrivains d'Ukraine était le seul lieu où les écrivains juifs d'Ukraine qui écrivaient en yiddish pouvaient trouver refuge. Ils ne pouvaient plus publier, car toutes les publications juives nationales avaient été liquidées, mais les poètes ukrainiens les ont activement aidés.

Lorsque nous sommes arrivés sur les lieux, j'ai été terriblement impressionné par cette image, ces collines [...] et ces ravines. L'endroit était bondé, ce n'était pas une foule, c'était une sorte de masse vivante de gens. Il y avait dans l'air une atmosphère de douleur, une douleur muette. Ce silence semblait exiger des mots. Mais dire quelque chose ne suffisait pas. Quand nous sommes arrivés, un cri s'est soudain levé, quelqu'un a dit: «Les écrivains sont arrivés!» Nous nous sommes séparés, il n'y avait pas de mégaphones, tout le monde voulait

5. Voir «Lettre aux dirigeants», p. 35.



entendre. Nous étions trois : Viktor Nekrasov⁶, Boris Antonenko-Davidovitch⁷ et moi. Je ne sais pas ce qu'ils ont dit, car nous nous étions séparés. J'ai dit qu'il était honteux que l'antisémitisme soit vivant à différents niveaux, que nous devrions tirer des conclusions et des leçons du fait que ce gouvernement pousse sans cesse certaines nationalités contre d'autres et qu'il aimerait que les Ukrainiens dénoncent les Juifs et que les Juifs dénoncent les Ukrainiens. En revanche, en ce qui nous concerne, nous avons une grande tradition d'opposition à cette hostilité, d'opposition à l'antisémitisme : Drahomanov⁸, Franko⁹, Hrouchevskyi¹⁰, sans oublier le métropolite Cheptytskyi, Serjeï



6. Viktor Nekrasov (1911-1987) : il reçoit en 1947 le prix de l'Union des écrivains d'Ukraine pour son roman, écrit en russe, *V'okopakhi Stalingrada* (Dans les tranchées de Stalingrad). Ses livres sont ensuite condamnés par le régime. Il est exclu du Parti communiste pour avoir protesté contre la répression des dissidents et autorisé à émigrer en France.

7. Boris Antonenko-Davidovitch (1899-1984) : écrivain, il participe à la renaissance ukrainienne et participe à la rédaction de *Proletars'ka pravda*. Son roman *Smert'* (La mort), paru en 1928, évoque la trahison de sa nation par un intellectuel ukrainien devenu communiste. Accusé de « nationalisme » il est arrêté en 1935, emprisonné puis exilé en Asie centrale. « Réhabilité » en 1957, il s'oppose à la russification et prend la défense des dissidents. À partir de 1970, la publication de ses œuvres est suspendue et ses livres interdits en Ukraine.

8. Mykola Drahomanov (1841-1895) : professeur d'histoire à l'université de Kharkiv, il est licencié en 1876. Exilé en Suisse, il fonde le premier journal politique ukrainien. Il est le dirigeant spirituel du Parti radical ukrainien, fondé en Ukraine occidentale en 1890.

9. Ivan Franko (1856-1916) : écrivain et journaliste, auteur d'une œuvre considérable, souvent d'esprit révolutionnaire, dans laquelle il défend la justice sociale et la liberté nationale. Il rédige le programme du Parti radical d'Ukraine occidentale.

10. Mykhailo Hrouchevsky (1866-1934) : auteur d'une histoire de l'Ukraine en dix volumes, il est partisan après 1905 de l'autonomie nationale ukrainienne dans une Russie démocratique. Membre du Parti ukrainien des socialistes révolutionnaires (UPSR), il est élu président de la Rada en 1917. Rentré en URSS après quelques années d'exil, il est élu à l'Académie ukrainienne des sciences. Qualifié de nationaliste, il est arrêté en 1931 et assigné à résidence à Moscou.

Yefremov¹¹, Léssia Oukraïnka¹² et Mykhailo Kotsiubynskyi¹³ ont montré la tragédie des pogroms organisés par les monarchistes. Ils nous ont appelés à la compréhension mutuelle. Et les Juifs ont cette tradition et nombreux sont ceux qui se sont exprimés en faveur d'une compréhension mutuelle, d'un travail en commun avec les Ukrainiens. J'ai parlé du fait que nous devons poursuivre ce travail, que nous devons résister à toutes sortes d'hostilités. Voilà en gros ce que fut le contenu de mon discours¹⁴.

Que s'est-il passé ensuite ? Revenons à *Internationalisme ou russification ?*. Considéré comme un livre antisoviétique, sa reproduction et sa détention furent désormais un crime. Dziouba fut l'objet d'innombrables attaques dans la presse et d'une surveillance constante par le KGB. Exclu de l'Union des écrivains ukrainiens, il fut arrêté quelques années plus tard et condamné à cinq ans de prison pour activités antisoviétiques.

Le livre, quant à lui, était facilement accessible et circulait à l'étranger où il allait devenir un ouvrage incontournable pour les partis eurocommunistes. Il fut publié et réédité à la fois par les cercles de gauche et par ceux des courants nationalistes de la diaspora ukrainienne, traduit dans de nombreuses langues et diffusé parmi les dissidents dans toute l'Ukraine.

11. Serjeï Yefremov (1876-1939) : auteur d'une histoire de la littérature ukrainienne. Membre de la société des Ukrainiens progressistes. Député à la Rada en 1917. Il meurt en déportation.

12. Léssia Oukraïnka (1871-1913) : poétesse, féministe, proche des cercles sociaux-démocrates et polyglotte. Elle traduit en ukrainien Byron, Heine, Musset, Hugo, Gogol, ainsi que *Le manifeste communiste* et plusieurs textes marxistes.

13. Mykhailo Kotsiubynskyi (1864-1913) : écrivain, ses romans sont empreints d'un thème récurrent : l'oppression nationale et sociale tsariste en Ukraine.

14. Voir le discours d'Ivan Dziouba, « Baby Yar », p. 275.

Dziouba devient alors la personnalité la plus influente de la dissidence, son dirigeant idéologique et son organisateur. D'une certaine manière, ce n'était ni le rôle auquel il aspirait ni celui pour lequel il était préparé. Sa passion, c'est la littérature. Elle occupe son temps et son esprit et l'activisme politique ne s'est imposé à lui que comme un impératif moral, et non comme le chemin qu'il voulait suivre. Il ne peut tout simplement pas rester silencieux. Même s'il n'est pas préparé à ce rôle, il l'assume parfaitement. Il est le rassembleur respecté tant à gauche qu'à droite, aussi bien par les travailleurs de la culture que par les ouvriers, tant en Ukraine de l'Est et de l'Ouest qu'en Ukraine centrale. Tout le monde veut collaborer avec lui. Il est probablement celui qui a amené au mouvement dissident plus de personnes que tous les autres dissidents réunis. Plus tard, le KGB essaiera d'utiliser cette influence.

En 1973, alors qu'il est enfermé dans un isolateur, les autorités communistes lui proposent de le libérer s'il renie publiquement ses déclarations. Il s'agissait d'une stratégie délibérée visant à discréditer et à démobiliser l'opposition intérieure et internationale. Comme en témoigne une note du comité central du Parti communiste d'Ukraine en date du 2 novembre 1973, la grâce et l'abjuration publique d'Ivan Dziouba allaient le «compromettre dans les centres étrangers de l'OUN¹⁵ et parmi les éléments nationalistes [d'Ukraine], l'isoler et ainsi les éléments nationalistes extérieurs se méfieront de lui, ce qui contribuera à son désarmement idéologique, à sa

15. L'Organisation nationaliste ukrainienne (OUN) est un mouvement clandestin né dans l'entre-deux-guerres qui luttait par tous les moyens pour libérer l'Ukraine des jougs successifs de la Pologne et de l'Union soviétique. Une branche a collaboré avec les nazis au nom de la lutte commune contre les Soviétiques, une option non partagée par l'ensemble de l'organisation.

rééducation et à son détachement de l'environnement nationaliste».

La manœuvre a fonctionné. Le renoncement de Dziouba fut un moment de grande émotion pour l'ensemble du mouvement dissident. Ami de Dziouba, Vassyl Stous lui écrivit une lettre ouverte :

Oui, Ivan, vous vous êtes perdu en vous-même. Le grand Ivan Dziouba s'est éteint, un homoncule du pays lilliputien est né, dont le plus grand bonheur restera d'avoir eu un jour une relation très directe avec le grand Dziouba. C'est pourquoi, aujourd'hui encore, je ne peux pas vous quitter des yeux. Et c'est pour cela que j'ai envie de me souvenir de votre visage de chevalier oublié – et j'en ai les larmes aux yeux¹⁶.

Désormais, Dziouba n'était plus fréquentable par les dissidents, car tout le monde savait que le KGB le surveillait en permanence. L'approcher signifiait se mettre en danger. Les dissidents étaient préparés à de telles situations, mais ils n'étaient pas préparés à perdre un leader moral. Le fort, courageux, tenace et érudit Ivan Dziouba n'était plus là. Le nouveau Dziouba était un correspondant inconnu du journal publié par l'usine d'aviation de Kyiv.

Mais Dziouba allait réapparaître dans le mouvement ukrainien. La *perestroïka* décrétée par Mikhaïl Gorbatchev mit fin à la répression. Dziouba fut autorisé à s'occuper à nouveau d'études littéraires (mais pas ukrainiennes). À la fin des années 1980, Dziouba ne put rester à côté des événements en cours. En 1989, le Dziouba au «visage chevaleresque» s'est alors réinstallé à l'avant-garde du mouvement dissident et

16. Dans son avant-propos à l'édition française de 1980 du livre d'Ivan Dziouba, le dissident ukrainien Leonid Plouchtch, libéré en 1976 des geôles psychiatriques soviétiques, écrivait : «Ni lui ni personne ne réussira à effacer son œuvre fondamentale [qui] reste, encore aujourd'hui, l'une des analyses les plus profondes du problème national en URSS.»



des études littéraires ukrainiennes. Il participa ainsi à la fondation de l'Association républicaine des études ukrainiennes et à celle de la première organisation politique ukrainienne légale depuis le début de l'occupation soviétique, le Mouvement populaire d'Ukraine¹⁷.

Au sein de ce mouvement, Dziouba représentait puissamment la pensée de gauche, mais les frontières entre la gauche et la droite n'étaient pas définies – il s'agissait pour l'essentiel d'une opposition nationale-démocratique, d'un mouvement anticolonial pour l'indépendance de l'Ukraine. À l'époque, c'était tout ce qui comptait.

Le Mouvement populaire d'Ukraine



Dziouba fut une grande force intellectuelle du mouvement politique qui émergeait. Il aimait les films ukrainiens et Federico Fellini, pouvait citer Baudrillard, Barthes et Derrida, parler pendant des heures de la culture ukrainienne, de Chevtchenko, de Franko et de bien d'autres encore...

Le mouvement national-démocratique, dont la composante la plus importante était le Mouvement populaire, était une véritable force révolutionnaire. C'est ce mouvement qui a conduit l'Ukraine à l'indépendance. Avec les mineurs ukrainiens et les étudiants. Les *rukhytsy* (les partisans du Mouvement populaire) constituaient une force qui organisait et qui, d'une certaine manière, disciplinait tous les groupes sociaux et l'ensemble du mouvement ukrainien, pour former un courant, un immense fleuve, qui se dirigeait vers l'indépendance de l'Ukraine.

17. Le Mouvement populaire d'Ukraine est le premier parti d'opposition en Ukraine soviétique. Il est considéré comme ayant joué un rôle clé dans la reconquête de l'indépendance de l'Ukraine en 1991.

Tous s'y joignaient, qu'ils fassent ou non partie du Mouvement populaire. Cependant, ce n'était pas un mouvement idéal. Dziouba considère ainsi qu'il n'a pas mené son potentiel à bien pour deux raisons : à la fois pour des raisons sociales et organisationnelles.

Le mouvement manquait de spécialistes et d'idées pratiques. Il s'agissait avant tout d'un mouvement protestataire, ce qui pose un énorme problème lorsqu'il s'agit de gouverner. Dans ce registre, il était « trop révolutionnaire » et « trop radical ». Dans un discours adressé au mouvement, Dziouba déclarait :

Chère compagnie ! Mon discours sera assez discordant par rapport à l'ambiance qui règne dans ce public. Mais je crois que c'est nécessaire, parce qu'à l'extérieur de cette salle, il y a d'immenses étendues d'Ukraine, et dans ces étendues, il n'y a pas partout une atmosphère comme celle dans laquelle vous et moi nous baignons. Et si nous ne voulons pas seulement nous enflammer, mais aller vers les gens et travailler avec eux, alors nous devons réfléchir.

L'autre raison, et elle est encore plus importante, c'était l'absence de programme social. Selon Dziouba, le programme du Mouvement populaire devait être un programme s'adressant aux citoyens ukrainiens dont la majorité étaient des ouvriers et des paysans.

Le désir d'autodéfense des travailleurs et d'actions organisées qui fixeraient une limite à l'arbitraire de l'administration et des services de l'État, ainsi qu'aux vols des mafias commerciales et des autres mafias, est pertinent. Mais notre problème, qui peut s'avérer fatal, est que *les forces démocratiques n'ont créé ni concepts théoriques ni structures organisationnelles durables qui répondent à la nécessité de protéger les intérêts sociaux spécifiques des travailleurs et en même temps d'harmoniser cette protection avec le processus de construction de l'État démocratique*. Au lieu de cela, le rôle des défenseurs des travailleurs est joué – non

sans succès – par les opposants à l’Ukraine démocratique indépendante, par les partisans du système qui, pendant soixante-dix ans, a exploité le peuple de la manière la plus brutale au monde et a conduit la société à son état actuel. Ceux qui, hier encore, envoyaient les gens en prison pour la simple évocation des droits humains, se déguisent aujourd’hui cyniquement en défenseurs de la démocratie et des droits humains¹⁸.

Je déconseille vivement au lecteur de considérer les mouvements nationaux-démocratiques comme étant hostiles aux revendications sociales. En général, la gauche s’isole de ces luttes importantes et ne regarde le monde qu’à partir d’une étroite approche de classe qui s’applique arbitrairement à tout. Dans le contexte ukrainien, le Mouvement populaire et d’une manière générale la lutte nationale-démocratique doivent être compris comme un mouvement reconnu à la fois par la droite et par la gauche, dont l’orientation a été déterminée principalement par les tendances dominantes dans le monde en général, bien qu’il ait eu – et qu’il a toujours – une puissante aile gauche. La gauche ukrainienne moderne, issue de la génération dissidente, s’est isolée du peuple et du mouvement national-démocratique et a été contrainte de rechercher des compromis avec l’idéologie xénophobe du Parti communiste d’Ukraine (un parti d’extrême droite). L’incapacité à collaborer avec l’opposition démocratique s’avère en général fatale pour la gauche. Cette erreur a été commise par la gauche ukrainienne moderne et elle ne devrait pas être répétée.

18. Premier forum mondial des Ukrainiens, 1992.

Analysant l’activité du Mouvement populaire dans une interview publiée en 2015 par *Dzerkalo Tyjnia*¹⁹, Dziouba déclarait :

Mettant à juste titre l’accent sur les objectifs nationaux et culturels, le Mouvement [populaire ukrainien] n’a cependant pas élaboré de programme socio-économique complet (bien qu’il n’ait pas manqué de projets ou d’idées) et *n’a pas placé la protection des intérêts sociaux des travailleurs au premier rang de ses préoccupations*. Cela s’est rapidement manifesté lorsque la jeune Ukraine indépendante a été confrontée à de graves problèmes socio-économiques, pour la résolution desquels la rhétorique patriotique n’était pas adaptée. Malheureusement, cette situation – sous diverses formes – dure depuis plus de vingt ans. Nous avons presque tous les signes d’une démocratie formelle, mais nous sommes encore loin de la démocratie sociale.

Internationalisme ou russification aujourd’hui

Contrairement à ce que l’on pourrait penser, la russification a pris une ampleur décuplée avec l’indépendance. En effet, la jeune démocratie ukrainienne était une pseudo-démocratie. Formellement, il s’agissait d’une démocratie, mais structurellement la partocratie²⁰ avait encore une grande influence et développait une nouvelle oligarchie. L’élite russe du capital, de la politique, des médias et des affaires n’avait pas abandonné son influence avec l’effondrement de l’Union soviétique. Au contraire, elle avait bloqué toutes les possibilités de développement national de l’Ukraine.

19. *Dzerkalo Tyjnia* (Miroir de la semaine) : journal hebdomadaire ukrainien en ligne.

20. La partocratie désigne la mainmise d’un parti politique sur la société.



La majorité était négligée et l'espace médiatique, la langue, la culture et la politique russes dominaient *de facto* l'Ukraine, les seules perspectives de lutte étant un mouvement politique ukrainien uni et une révolution nationale-démocratique qui ne s'est concrétisée qu'en 2014. Interrogé en 2006 par Radio Freedom Ukraine qui lui demandait comment il écrirait aujourd'hui *Internationalisme ou russification?*, Dziouba répondit ainsi :

Nous sommes aujourd'hui à un stade de russification complètement nouveau et bien plus dangereux qu'il y a, disons cinquante, voire trente ans et même vingt ans. Pourquoi? Tout d'abord, il y avait une perspective ou une illusion de perspective: il semblait que tout le problème se trouvait dans ce régime criminel, et que lorsque celui-ci serait éliminé, lorsque nous parviendrions à la démocratie, alors ces problèmes seraient progressivement résolus.

Il s'est avéré que cette maladie était allée si loin et que le volant de la russification avait tellement tourné qu'il avait accumulé une force d'inertie dont le colossal pouvoir destructeur est presque impossible à arrêter. En d'autres termes, il n'est possible de l'arrêter que si une forte volonté de l'État s'y oppose et que si celui-ci prend des mesures énergiques, ciblées et systématiques.

Mais, comme vous le savez, au cours de ces quinze années, rien n'a été fait, bien qu'il y ait eu de nombreuses déclarations. La force de l'inertie a encore gagné en puissance. Et la démocratie, celle que nous avons, [s'est développée] dans les conditions du capitalisme sauvage et de cette anarchie sauvage. [...] Cette pseudo-démocratie ne nous aide pas. Au contraire, elle devient très dangereuse en ce sens qu'elle a libéré les mains et les opportunités pour toutes les forces ukrainophobes et «russificatrices» qui, auparavant, ne pouvaient pas se révéler

pleinement. Aujourd'hui, dans les conditions bien comprises de la démocratie, elles ont simplement desserré leur ceinture et se saisissent de l'opportunité pour tout faire.

Ces forces ont aujourd'hui entre leurs mains les principaux leviers du pouvoir, même si elles ont toujours eu des moyens financiers et l'aide colossale de l'État russe, l'aide particulière, bien que cachée, des services spéciaux russes, et si elles ont toujours bénéficié de la domination des médias russes et de l'activité de l'Église de Moscou, etc. Selon moi, c'est l'offensive la plus forte que l'Ukraine ait jamais connue. Toute cette lutte est censée être menée pour les russophones, contre l'oppression de la langue russe, pour le bilinguisme... Ce n'est pas vrai! De quel type de bilinguisme parlons-nous? Nous sommes bilingues, nous, les «nationalistes bourgeois ukrainiens», nous sommes bilingues, nous connaissons la langue russe et la langue ukrainienne contrairement à eux, qui non seulement ne la parle pas, mais ne veulent même pas en entendre parler. [...]

Si, autrefois, les russificateurs belliqueux n'ont pas négocié chaque chose jusqu'au bout, ils posent aujourd'hui la question de telle sorte qu'ils ne sont pas seulement des citoyens ukrainiens, mais qu'ils sont ceux qui représentent l'Ukraine, ceux qui ont droit à l'Ukraine, ceux qui sont l'Ukraine.

C'est quelque peu effrayant, car il n'y a pas de retour possible à une situation plus normale.

Bien sûr, il y a des gens merveilleux parmi les Russes, parmi l'intelligentsia russe, qui comprennent tout cela, mais ils sont peu nombreux, tout comme nous sommes nous-mêmes peu nombreux chez nous. Mais ils n'ont pas d'effets sur les comportements, sur celle qui décide du tableau général, la foule. Ce n'est ni la société ni tel ou tel collectif, ukrainien ou russe, il s'agit des masses, de



la foule manipulée par des politiciens qui ont leurs propres objectifs et qui, pour atteindre ces objectifs, ont la force et l'argent, et qui n'ont pas besoin des grands arguments.

Ivan Dziouba, un homme du Donetsk

Comme tous les autres dissidents, Dziouba avait compris le fonctionnement de l'impérialisme russe et cherchait à déchiffrer ce qu'il faisait. Pour l'intelligentsia nationale-démocrate, tant socialiste que libérale, la menace d'une invasion russe était toujours présente.

Ce qui se déroulait (et se déroule toujours) en Ukraine, c'est une lutte pour la libération nationale, à la fois sur la ligne de front et bien au-delà. Contre toute attente, en 2014, alors qu'il semblait que l'Ukraine prenait le chemin du Bélarus – à savoir une dictature autoritaire asservissant son propre peuple et succombant à l'impérialisme russe rampant –, la révolution de 2014 a éclaté.

La Russie n'avait en effet pas renoncé à l'Ukraine. La façon dont la Russie a préparé, étape par étape, l'agression contre l'Ukraine est largement documentée. Dès que l'Ukraine a retrouvé son indépendance, en 1991, la Russie a usé de tous les moyens pour la déstabiliser et la conquérir, notamment en agissant avec constance pour déstabiliser les régions du Donetsk et du Louhansk. Un livre, *Comment l'Ukraine a perdu le Donbass*, raconte très bien ce processus. C'est en 2014 que la Russie a entamé sa guerre de conquête de l'Ukraine.

«Ivan Dziouba: un grand intellectuel des steppes du Donetsk», tel était le titre de l'article paru dans *Istorytchna Pravda* sous la plume du politologue ukrainien Stanyslav Fedortchuk. L'article était consacré

à son activité de dissident, mais son titre doit être signalé en tant que tel.

En effet, Dziouba était bel et bien un intellectuel de l'Est de l'Ukraine, un intellectuel du Donetsk. La dynamique des rapports entre l'Est et l'Ouest du pays a toujours été intéressante; il convient cependant de noter que les termes «Est» et «Ouest» ne sont guère fiables et ne conviennent certainement pas pour appréhender les caractéristiques ethniques de l'Ukraine. Certaines localités d'Ukraine occidentale, même si elles sont distantes de 50 km les unes des autres, peuvent ainsi présenter des différences culturelles bien plus importantes que celles existant entre Lviv et Donetsk. Au 19^e siècle, l'«Est» était occupé par les Russes et l'«Ouest» par les Autrichiens. Les empires ont donc créé une sorte de partition artificielle de l'Ukraine en se partageant le pays. Le flambeau de la lutte pour l'indépendance et la libération s'est donc transmis partout, à l'Ouest comme à l'Est. Ainsi, en 1989-1991, les travailleurs du Donetsk et du Louhansk passèrent le relais de la lutte pour l'indépendance aux députés et aux étudiants de Lviv, avant que celui-ci ne soit repris par ces mêmes régions. En réalité les influences étaient mutuelles et agissaient d'une manière très unifiante.

Il en fut de même lors de la révolution ukrainienne de 1917-1921, de même qu'en 1943. Avant la création de la République populaire d'Ukraine, c'est l'Ukraine occidentale qui était le centre révolutionnaire des forces sociales, démocratiques et progressistes. Elle l'est ensuite redevenue lorsque l'Ukraine a été occupée par les forces russo-soviétiques. En 1943, alors qu'en Ukraine occidentale les forces progressistes étaient réprimées à la fois par les gouvernements soviétique, allemand et polonais et que les tendances xénophobes dominaient, les groupes d'insurgés ukrainiens se tournèrent vers ce que leur



apportaient les Ukrainiens de l'Est. Evhen Stahiv, l'un des membres de l'opposition socialiste-démocratique de l'OUN, le rappelle :

Vivant sous le régime totalitaire [soviétique], les Ukrainiens de l'Est ne pouvaient accepter l'idéologie totalitaire véhiculée par l'OUN. Pour toucher les masses [dans la partie de l'Ukraine située sur le Dniepr] et les mobiliser pour lutter contre les occupants allemands, l'OUN fut contrainte de mettre en avant des mots d'ordre démocratiques, car tout autre système politique n'aurait pas été acceptable pour les Ukrainiens, il serait allé à l'encontre des masses. Dans la partie de l'Ukraine située sur le Dniepr, l'OUN a été contrainte d'abandonner le slogan «L'Ukraine aux Ukrainiens», car la question des minorités nationales, qui souffraient de la même manière que les Ukrainiens, s'est immédiatement posée, de sorte que la nouvelle conception révolutionnaire qui est apparue après avoir discuté avec les Ukrainiens de l'Est, ne pouvait être fondée que sur le respect des minorités nationales et des droits de toutes les nations. [...] [L'Est] a donné un nouveau sens à la révolution nationale ukrainienne, en mettant au centre les droits humains, les droits du travail, le droit des travailleurs à posséder les usines dans lesquelles ils travaillent, le droit des paysans à posséder la terre et à vivre en sécurité.

Cette citation me permet de dire que même dans les jours les plus sombres et les plus honteux du mouvement ukrainien, les Ukrainiens de l'Est et de l'Ouest se sont enrichis mutuellement et se sont réciproquement influencés.

Pour Dziouba, la «question du Donetsk» était aussi proche de son cœur qu'elle pouvait l'être. L'influence et le rôle énorme que le Donetsk a joué dans la création de l'État ukrainien et dans la révolution ont été très importants pour lui – Dziouba lui-même étant la personnalité de l'Est de l'Ukraine la plus influente

du mouvement national-démocratique et de la lutte pour l'indépendance. Il écrit :

La région du Donetsk a toujours fait partie de l'Ukraine et de sa culture. La simple liste des personnalités remarquables que le Donetsk a apportées à la culture ukrainienne est impressionnante. Rodina Altchevskii, Mykyta Chapoval²¹, Mykola Skrypnyk²², Volodymyr Sosiura²³, Arkhip Kuindji²⁴, Ivan Karabits²⁵, Mikola Roudenko²⁶, Ivan Svitlitchnii²⁷, Anatoli Solovianenko²⁸, Mykhailo Hrichko, Leonid Bikov²⁹, Vadim Pisarev³⁰, Vasil Holoborodko³¹, Pavlo Baidebura – et la liste ne s'arrête pas là. [...] Combien de scientifiques exceptionnels sont eux-mêmes issus de la région de Donetsk !

21. Mykyta Chapoval (1882-1932) : membre du Parti révolutionnaire ukrainien, puis de l'UPSR, il est élu à la Rada centrale (1917-1918). Il émigre après la rébellion de novembre 1918. Dans l'émigration, il dirige l'Institut ukrainien de sociologie de Prague et l'Université ukrainienne des travailleurs et publie *Nova Ukraïna*.

22. Mykola Skrypnyk (1872-1933) : dirigeant du Parti communiste d'Ukraine favorable à l'ukrainisation. Démoralisé et accusé de soutenir la contre-révolution, il se suicide en 1933.

23. Volodymyr Sosiura (1898-1965) : interdit en 1931, son poème *Les deux Volodia* évoque les tiraillements psychologiques entre le sentiment national et le communisme. Bien qu'ayant reçu le prix Staline en 1951, il est accusé de «nationalisme bourgeois» pour son poème *Aimer l'Ukraine*.

24. Arkhip Kuindji (1842-1910) : peintre paysagiste d'origine greco-pontine.

25. Ivan Karabits (1945-2002) : compositeur et chef d'orchestre.

26. Mykola Roudenko (1920-2004) : poète et romancier, vétéran de la Seconde Guerre mondiale, il est le fondateur du groupe ukrainien d'Helsinki. Il est condamné en 1977 à sept ans de camp de travail pour «agitation et propagande antisoviétiques». Ses livres sont retirés de la circulation.

27. Ivan Svitlitchnii (1929-1992) : cofondateur du Club de la jeunesse créative, ses poèmes circulent clandestinement en *samizdat* et de *magnitizdat* (cassettes audio). Il est arrêté en 1965 puis en 1971.

28. Anatoli Solovianenko (1932-1999) : chanteur d'opéra.

29. Leonid Bikov (1928-1979) : acteur et réalisateur soviétique ukrainien.

30. Vadim Pisarev (1965) : danseur étoile.

31. Vassyl Holoborodko (1945) : poète ukrainien, représentant de l'école de poésie de Kyiv.



Ceux qui adhèrent à la thèse de la séparation de la région de Donetsk du reste de l'Ukraine et qui opposent le Donbass à la Galicie³² seront très certainement intéressés d'apprendre qu'en 1902 on distribuait dans le Donbass des tracts politiques de la Galicie³³. L'explication est simple : en Galicie, dans les champs pétrolifères de Drohobytchyna, le mouvement ouvrier organisé s'est développé plus tôt qu'au Donbass, et les travailleurs du pétrole voulaient partager leur expérience avec les mineurs.

Dziouba cite toujours abondamment les poètes, les activistes politiques et culturels du Donetsk – il apprécie particulièrement Mykyta Chapoval, un socialiste-révolutionnaire ukrainien de la révolution de 1917, devenu un agitateur antibolchevique, qui a lutté «à gauche» contre le «totalitarisme léniniste» avec pour programme celui d'une Ukraine des travailleurs démocratique et indépendante.

Personne n'a réussi [à Donetsk] à sceller une pierre tombale sur la langue ukrainienne. Mais la pierre se trouve dans l'âme. Et nous ne pouvons pas éviter cette question désagréable. Le Donetsk, qui concentre dans sa forme la plus aiguë les problèmes linguistiques hérités du passé, caractéristiques de l'ensemble de l'Est et du Sud de l'Ukraine, pourrait donc devenir une sorte de laboratoire pour la recherche d'une solution fructueuse.

Cela nécessite une volonté politique et culturelle, qui n'a pas été au rendez-vous jusqu'à présent. Mais cette volonté ne peut être aveugle. Son orientation doit être basée sur une vision objective de l'état lin-

guistique réel de la région, elle doit tenir compte du parler des gens et des différents groupes de population. Malheureusement, nous n'avons pas une telle vision et nous nous contentons de conclusions subjectives hâtives. Nous avons besoin de statistiques détaillées sur tous les domaines de la vie et sur toutes les formes d'utilisation des langues ; nous ne pouvons pas nous limiter à ce qui est évident. Mais l'objectif, même lointain, devrait être clair : l'expansion de la sphère d'usage des langues ukrainiennes. Non pas au prix de l'abandon du russe, mais grâce à la maîtrise de la langue ukrainienne. Même dans le cadre d'un processus de longue haleine, même pour les générations futures. Mais ici, nous devons nous libérer de nombreux stéréotypes, préjugés et mythes des deux parties du conflit linguistique. À mon avis, il est temps que les patriotes de la langue ukrainienne renoncent à qualifier la langue russe de «langue d'un État étranger» ou encore de «langue d'un État voisin». Sinon, nous repousserons les gens vers cet «État voisin», alors qu'en soi, «la russophonie n'est pas synonyme de politiquement pro-russe» (Andrii Portnov, «Liberté et élection dans le Donbass», *Critique*, mars 2005, p. 5.) À ce propos, le même auteur nous rappelle que dans le Donbass, en 1941-1942, les groupes de partisans de l'OUN sont passés à la langue russe. Il faut lire aussi l'interview d'Evhen Stakhiv, «Donbass, un écho de troubles galiciens» dans *Dzerkalo Tyjnia* du 17 janvier 2004.

Telles étaient les pensées de Dziouba en 2005. En 2015, il expliquait qu'avant même l'effondrement de l'Union soviétique, le Donetsk était déjà une région économiquement déclinante. Selon lui, les décisions économiques de l'Union soviétique avaient plongé le Donetsk dans la pauvreté et c'est de cette situation que l'Ukraine a hérité et pour laquelle elle n'a pas trouvé de solutions. En outre, ajoute-t-il, il n'y

32. La Galicie, région d'Europe orientale, est aujourd'hui partagée entre la Pologne (voïévodies de Rzeszów et de Cracovie) et l'Ukraine (régions de Lviv, d'Ivano-Frankivsk et de Ternopil). En polonais : Galicja et en ukrainien : Galitchyna.

33. Voir Ivan Dziouba, «La classe ouvrière et la question nationale ukrainienne». Contribution donnée lors d'une conférence scientifique nationale en 1992 où fut discuté du rôle des syndicats.



avait ni volonté politique ni volonté économique d'en trouver. Le Donetsk était sous le contrôle de bandes criminelles et de clans oligarchiques. Là aussi, rien n'a été fait. La situation socio-économique du Donetsk ne s'est pas améliorée et la propagande russe a fait tout son possible pour développer son influence sur la région.

En fin de compte, cela n'a pas suffi à convaincre le Donetsk de rejoindre la Russie. Presque personne n'y a soutenu la sortie de l'Ukraine, la création de «républiques» ou tout ce que l'armée russe a pu faire sous le prétexte de sauver le «peuple de Donetsk». Mais l'apathie avait été semée. Il est temps de rappeler ce qui a été formulé par l'aile démocratique du mouvement nationaliste en 1943, par les démocrates de gauche du Parti révolutionnaire-démocratique ukrainien dans l'émigration (Ivan Bahryanyi³⁴), par Dziouba et par bien d'autres: l'État ukrainien doit défendre et représenter son peuple, il doit assurer l'unité de l'Ukraine et, pour le dire autrement, l'idée même de l'Ukraine est profondément une idée sociale.

Dans le panthéon des figures politiques préférées de Dziouba, outre le socialiste-révolutionnaire Mykyta Chapoval, on trouve également un écrivain démocrate de gauche, Ivan Bahryany, qu'il cite abondamment, notamment à propos du Donetsk:

Ivan Bahryanyi s'est également penché sur la question de l'autodétermination nationale des travailleurs ukrainiens: «Comme on le sait, c'est dans notre Donbass, à Odessa et à Kharkiv que la classe travailleuse est la plus concentrée et les bolcheviks

n'y ont pas ménagé leurs forces et leurs savoir-faire, écrivait-il, mais qui peut penser que ces travailleurs affamés ont souffert de la pauvreté avec enthousiasme au nom de la fantaisiste "grandeur du peuple russe"?» Ivan Bahryany affirmait que pour les travailleurs d'Ukraine, «la meilleure patrie sera la formation politique étatique qui assurera le mieux ses intérêts vitaux, sociaux et politiques sur ce territoire». Une telle formation étatique «ne leur sera plus étrangère et ne sera plus hostile à la Russie avec sa pratique politique communiste, à condition que certains Ukrainiens ne pratique pas envers la Russie leur politique chauvine hostile à tout ce qui est "non-ukrainien". Comme la classe ouvrière, l'ensemble de la population se battra pour une Ukraine indépendante, mais seulement pour une Ukraine dans laquelle elle pense qu'elle vivra plus librement et mieux. En effet, la population a déjà vu plusieurs "Ukraine", dont celle de Nikita Khrouchtchev et celle d'Erich Koch³⁵.» [...] «Que veut dire s'orienter sur la voie de l'opportunité historique? Cela signifie que la révolution démocratique en URSS débouche pour nous, pour le peuple ukrainien, sur l'émancipation nationale et sociale. Sur la création d'un nouvel ordre socio-économique et politique basé sur le droit et dans lequel les intérêts de la majorité absolue de la nation – les ouvriers et les paysans – en constitueraient les fondements [...] et dans lequel ces intérêts seraient garantis. Et les intérêts du peuple ukrainien sont: l'autogouvernement! La terre! Les usines! Et la liberté. La liberté de faire les choses à votre façon sur votre terre dans votre propre intérêt.» Ces paroles [de Bahryanyi] ont été prononcées en 1948. Il y a presque un demi-siècle. Il y a près d'un demi-siècle d'autres idées ont également été développées, que j'ai partiellement décrites et qui



34. Ivan Bahryany (1906–1963): poète et romancier, membre du Mars (Atelier de l'art révolutionnaire), il est arrêté en 1932 et ses œuvres sont interdites en Ukraine soviétique. En 1944, réfugié en Allemagne, il fonde le Parti révolutionnaire-démocratique ukrainien (URDP) et publie en Allemagne un journal ukrainophone en Allemagne, *Ukrains'ki visti*.

35. Commissaire du 3^e Reich en Ukraine.

constituaient la base des conceptions politiques cohérentes d'Ivan Bahryanyi.

En fin de compte, ce que la Russie a fait subir au Donetsk sera un traumatisme pour l'Ukraine pendant des générations. Ce sera une douleur pour les années à venir et même pour celles qui viendront après, de la haine, des conflits, toutes choses contre lesquelles nous ne pouvons que proposer l'unité, l'empathie et la bienveillance, non pas pour contourner les difficultés mais pour nous aider à vivre et à aller de l'avant avec ce traumatisme...

Une chose est sûre : peu importe ce que la région du Donetsk deviendra dans les années à venir – une région particulière de l'Ukraine, une zone économique libre, un territoire temporairement (?) occupé, une région « restituée » à la Russie (bien que cette idée soit en dehors de la réalité, elle reste une illusion à Moscou), un morceau de territoire sous contrôle russe comme la Transnistrie –, il n'y aura ni paix ni tranquillité en Ukraine ou dans la région du Donetsk. Le maître à vie de l'empire russe, Poutine, ne renoncera pas à ses empiètements et ne cessera pas ses provocations et ses sabotages, et pas seulement dans l'Est de l'Ukraine. Cependant, quelles que soient les circonstances, les habitants du Donetsk ne sont ni des Lilliputiens idéologiques ni des *chalaputiens*³⁶ obscurs, mais des gens qui ont déjà – ou qui auront – le sentiment d'avoir été impliqués dans un jeu cruel mené par d'autres. L'expérience affecte et affectera les opinions et les sentiments de beaucoup. Différemment. Certains verront. Certains établiront leur ukrainité propre. Certains reprocheront à l'Ukraine les difficultés de la guerre et seront encore plus en colère. Certains maudiront toutes les autorités possibles. Il y aura

36. Ceux qui s'égarent. Terme péjoratif pour désigner des membres de sectes.

des attitudes différentes parmi les migrants et parmi ceux qui les accueillent. Mais le souvenir de la mort, de la mutilation et de la ruine pèsera sur tout le monde. Et si ce n'est pas tous, beaucoup seront esclaves de leur malveillance et de leur haine. Ou de leurs blessures morales. Ou de votre mémoire.

Théorie de l'anti-impérialisme

Dziouba a essayé de lutter contre la russification et les tendances négatives, ainsi que de faire tout son possible pour unir les Ukrainiens face au danger d'une éventuelle « revanche » russe. Il est sans doute quelque peu étrange pour le public étranger d'entendre qu'un national-démocrate socialiste et anti-impérialiste comme Ivan Dziouba a été ministre de la culture en 1992. Il fut probablement le dernier ministre ukrainien à avoir une véritable vision, une conception idéologique, un programme. La génération des dissidents est la dernière génération de l'intelligentsia à s'être formée politiquement dans l'opposition au régime totalitaire. La tradition profondément démocratique de cette génération n'existe plus aujourd'hui. Faire de la politique en Ukraine est devenu l'apanage de machines au service de clans oligarchiques et de populistes, de beaux parleurs et d'individus sans idées ni conceptions. Il m'arrive de penser que Dziouba fut « le dernier intellectuel à avoir accédé à une haute fonction ». Si cela semble, bien entendu, quelque peu tiré par les cheveux, c'est pourtant, dans une certaine mesure, la réalité. À vrai dire, ses écrits de l'époque pourraient constituer une authentique contribution à la tradition philosophique mondiale, en particulier à la philologie et à la pensée altermondialiste.

Dans le domaine de l'économie et de la production, la division s'accroît entre les pays avancés et leur technologie et, de l'autre côté, les pays cantonnés



aux productions nuisibles à l'environnement ou destinés à rester des fournisseurs de matières premières. Des peuples entiers sont ainsi mis à l'écart de la civilisation. Conformément au mode de propriété, ces différences s'accroissent en termes de sécurité matérielle des individus, d'égalité et de qualité de vie en général. Ces différences s'approfondissent non seulement entre les continents et les régions, mais aussi au sein même des différentes sociétés. La sphère sociopolitique se caractérise par la concentration du pouvoir et des solutions conceptuelles dans les centres du monde. Ce qui a pour conséquence la limitation des possibilités pour la périphérie du monde, l'aliénation croissante des individus dans la vie sociale, la répression des initiatives locales et des formes traditionnelles de la vie sociale, sans oublier l'utilisation de la force pour imposer le modèle euroatlantique de la démocratie prétendument universelle.

Bien que la mondialisation hisse le drapeau de la grande liberté, en réalité la sphère de la liberté humaine se rétrécit comme une peau de chagrin sous l'influence de puissants manipulateurs – pas toujours visibles – économiques, politiques, culturels, médiatiques, etc.

Le boom de l'information et l'omniprésence des médias modernes ont créé l'illusion de l'omniprésence et ont jeté les hommes dans l'abîme de l'information sur la marche du monde. Mais, en même temps, il s'agit d'un habitat virtuel (et très encombré) qui arrache les individus à leur être local concret, puisque le flux d'informations est généré dans les mêmes centres mondiaux. Ces monstres monopolistiques de l'information «barbouillent» l'image de la vie des peuples qui sont relégués parmi les outsiders informationnels, ce qui appauvrit la connaissance que l'humanité a d'elle-même et déforme la conscience des sociétés et

des individus, approfondissant ainsi la crise de la compréhension.

Et que dire de l'écologie... Les partisans de principe de la mondialisation ne se soucient pas de la préservation des conditions de vie naturelles traditionnelles des peuples mondialisés, trop «exotiques», et même si la menace réelle de la catastrophe environnementale planétaire est maintenant largement reconnue, elle ne trouve pas de réponse adéquate de la part de la communauté mondiale, qui se limite le plus souvent à la rhétorique.

La sécurité des populations et des peuples est devenue problématique. Il en va de même, en fin de compte, de celle de toute l'humanité. (Sur un autre plan, il en est également de même de la «mondialisation» du terrorisme, qui utilise à sa manière les technologies modernes et les possibilités de trans-territorialité.) La santé mentale est elle aussi en danger en raison de la pression incommensurable de la technologie et du monde globalisé.

Mais la contradiction la plus flagrante est sans doute celle qui traverse les processus de mondialisation dans la vaste et délicate sphère de la culture mondiale. Ceux-ci sont essentiellement spontanés, inconscients et imprévisibles par nature. (Soit dit en passant, l'aspect culturel de la mondialisation n'a que très tardivement attiré l'attention de ses apologistes, théoriciens et critiques – ainsi, dans son ouvrage fondamental, Joseph Stiglitz³⁷ ne consacre-t-il qu'une seule page sur 250 à cette question!). Dans le monde d'aujourd'hui, les possibilités d'échanges culturels augmentent de façon sans précédent, mais en réalité, les influences culturelles, comme les influences informationnelles, sont dirigées de façon unilatérale et leur caractère impérieux contredit la nature même des relations

37. Joseph Stiglitz, *Globalization and Its Discontents*, New York, W. W. Norton & Company, 2003.

culturelles saines ; après tout, les cultures n'ont besoin que de ce qui est organiquement et fructueusement assimilé en interne et ce à quoi elles se sont préparées pour leur développement avec leurs potentiels antérieurs. Le dialogue est une forme d'interaction culturelle fructueuse. Sinon, dans des conditions d'expansion massive, de pression forcée, les sociétés n'assimilent pas un produit culturel, mais son ersatz ; plus primitif, imparfait, inférieur et de moindre qualité.

Nous le voyons maintenant : ce qui pénètre dans tous les recoins du monde, ce ne sont ni les meilleurs échantillons de ladite « culture de masse » ni les meilleurs standards du prétendu « mode de vie américain ». La diversité culturelle de l'humanité est menacée. Et la diversité est un mode de culture. C'est à juste titre que le collectif de scientifiques ukrainiens qui a publié un ouvrage consacré à « l'homme et la culture dans les conditions de la mondialisation » souligne que la question de la culture nationale apparaît aujourd'hui non seulement comme une question de sécurité nationale, mais aussi de « sécurité mondiale »³⁸.

Son travail philologique est également un anti-impérialisme très habile. Il a mis en évidence le sens de la littérature ukrainienne qui échappe à ceux qui ne mettent pas leur âme dans ce qu'ils lisent. C'est la raison pour laquelle je citerai longuement son article sur Taras Chevtchenko, qui est une contribution très fructueuse pour ceux qui, comme moi, défendent des positions de gauche, démocratiques et socialistes à l'échelle internationale.

Les guerres caucasiennes de la Russie ont toujours eu (en ont encore) comme caractéristique de se terminer par la victoire finale de l'empire... avant

de recommencer très vite. Chacune d'entre elles a donné de l'élan aux sentiments patriotiques, a renforcé le sentiment d'identité de la grande puissance, lequel a été brillamment esthétisé par les génies de la parole russe, qui se sont transmis comme un relais le thème de la conquête du Caucase. C'est dès le milieu du 19^e siècle qu'ont été publiés les mémoires des « héros » d'expéditions punitives se vantant de leurs « exploits ». Les officiers les utilisaient d'ailleurs pour l'éducation patriotique de leurs hommes dans un esprit de dévouement aveugle au « trône ».

Peu d'empires dans l'histoire du monde se sont autant distingués par la noblesse de leurs motifs que l'empire russe. Friedrich Engels écrit ainsi : « Le tsarisme a mené à bien la conquête de territoires, par la violence et l'oppression sous le prétexte des Lumières, du libéralisme et de la libération des peuples. » La Russie a développé tout un rituel sacré du sacrement libérateur. En voici son modèle éprouvé.

Dans un premier temps, une attention bienveillante est portée aux populations voisines, si possible de même sang et de même foi. Puis il s'avère que cette nation est victime d'une tyrannie d'origine extérieure et intérieure. Il est difficile de s'en accommoder et il faut la prendre sous sa protection, installer une « administration civile russe » (« dont le seul but est le bien-être du peuple »), faire venir des fonctionnaires, des marchands et d'autres frères russes. Génial ! Ensuite, les indigènes commencent à « trahir » et la « sédition » s'installe, les agents des États hostiles à la Russie entraînent les populations trompées dans des actions criminelles et les incitent à s'opposer à leurs libérateurs. La gratitude attendue n'est pas au rendez-vous et il faut au contraire entretenir (aux frais des indigènes eux-mêmes, il est vrai) une immense armée de pilliers de liberté. [...] Enfin, sous un couvercle bien ajusté, le dernier acte du mystère libérateur se joue, longtemps et lente-



38. Ivan Dziouba, « La mondialisation et l'avenir de la culture », en ukrainien, sd.

ment. Parfois pendant des années, parfois pendant des siècles, le nœud coulant se resserre jusqu'au bout, et il faut alors très rarement retirer à ce peuple voisin la grâce de la liberté qui lui avait été donnée et lui permettre de la conquérir à nouveau.

L'un des principes de la libération russe était la séparation entre les soumis (les «pacifiques») et les désobéissants (les «non pacifiques»). Les premiers étaient traités avec «caresse» (expression favorite de Catherine II), mais pour les seconds, il n'y avait que la guerre d'extermination, du moins pour les gens du peuple. On utilisait la noblesse locale et les seigneurs féodaux contre leurs compagnons de tribu ou leurs voisins, on leur offrait une carrière, les plus hautes récompenses et d'autres faveurs royales; leurs enfants – souvent des otages – étant éduqués dans les lycées de Saint-Petersbourg et de Moscou et on préparait ainsi une nouvelle génération d'exemplaires «serviteurs de la patrie». Cette politique a donné les résultats escomptés par le tsarisme. De nombreux officiers d'origine autochtone ont pris part aux guerres caucasiennes aux côtés des Russes; certains d'entre eux se sont même «distingués» parmi les pires bourreaux du Caucase.

Alors que les tsars n'avaient à la bouche que les mots «mansuétude», «pacification», «paix», «ordre», «développement industriel», «prospérité», des renforts militaires étaient envoyés, encore et encore, pour les accompagner. Parallèlement, on utilisait la tactique de la terre brûlée: destruction et incendie des villages, saisie des troupeaux, destruction des récoltes, incendie des forêts. [Le général] Veliaminov, riche de son expérience, découvrit qu'il était impossible de soumettre de telles nations par les armes et que la faim était l'un des moyens les plus efficaces. Ce moyen, la destruction des champs, a été utilisé pour la première fois en 1832, et on voit maintenant clairement à quel point les Tchétchènes étaient épuisés; il fallait agir de la

sorte de manière constante pour les pousser au bord du gouffre et les contraindre ainsi à obéir à toutes les exigences du gouvernement... (Ne serait-ce pas une instruction directe aux bourreaux communistes exactement cent ans avant l'Holodomor). [...]

Tous les témoignages effrayants sur le génocide caucasien commis par le *tsarat*³⁹ [...] ont été publiés principalement dans la seconde moitié du 19^e siècle. Mais ils n'étaient pas pour autant secrets auparavant. Quoi qu'il en soit, *Le Caucase* de Chevtchenko témoigne de la parfaite perception qu'avait le poète de ce qui se passait. En outre, il ne s'agissait pas seulement, pour ainsi dire, d'une connaissance fondamentale au niveau d'une représentation holistique de la nature du tsar de Russie – en effet, l'Ukraine avait déjà bu «le poison de Moscou dans la tasse de Moscou» – et cette expérience tragique avait donné à Chevtchenko une clairvoyance et une vision sans précédent. Ce qui a donné à son avertissement à l'humanité une force que personne n'avait à l'époque. Chevtchenko avait également acquis une impressionnante connaissance historique détaillée, presque documentaire, de l'entreprise coloniale.

Le Caucase est dédié à la mémoire de Jacob de Balmain. La mort dans le corps expéditionnaire russe dans le Caucase de celui qui fut un grand ami de Chevtchenko et l'illustrateur de *Kobzar* en 1844, donne à la diatribe politique une explosibilité sensuelle. Mais à son tour, ce motif personnel – très caractéristique de Chevtchenko – acquiert une puissante charge de réflexions et de passions qui prennent une dimension plus large, nationale-historique et universelle-humaniste. La douleur de la perte d'un ami est tempérée par la conscience de l'injustice de cette mort – la mort d'un esclave, pour une cause injuste et étrangère, la cause des brigands. Et c'est là que commence l'appel:

39. Royaume de Russie.



Luttez – et triomphez ! / Dieu lui-même vous aidera ; / À vos côtés, combattent la vérité et la gloire, / Droit et liberté sacrée.

L'avenir sera humain ou il n'y aura pas d'avenir

Les idées de Dziouba ont toujours été guidées par une pensée humaniste. Il a écrit sur la science moderne et sur les complexités du monde auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Chacun d'entre nous ne devrait pas oublier que, devant les progrès et les événements du monde, il nous faut rester humains, quoi qu'il arrive en toutes choses.

La dimension humanitaire du progrès scientifique est incontournable et immuable, car elle est ancrée dans la connaissance qu'une personne a d'elle-même. À chaque étape de sa maîtrise et de son apprentissage. Le monde est également une étape dans l'apprentissage de la place que chacun occupe dans le monde, et donc de l'autodétermination de chaque être humain. C'est non seulement la création de la vie humaine, mais également celle de la noosphère. Chaque grande découverte pratique ou scientifique offre de nouvelles possibilités, des espoirs et des craintes. Les découvertes stimulent l'imagination, font remonter à la surface les complexités cachées et nous obligent à chercher des moyens de les surmonter. Il en a été ainsi de la maîtrise du feu, de l'invention de la roue, de l'idée de l'héliocentrisme, de la pensée darwinienne de l'évolution, de la théorie de la relativité, de la révolution quantique, de la découverte de l'énergie nucléaire. [...]

L'humanité envisage désormais la perspective de son existence ou de sa non-existence dans un monde virtuel, dans celui d'Internet, des réseaux sociaux, de la révolution biomoléculaire, du clonage, de la

post-biologie modelée par des systèmes électroniques de processus mentaux, neurologiques et psychiques avec toutes les conséquences possibles pour le changement de la subjectivité dans la création de la vie, avec des machines intelligentes pouvant succéder aux humains dans l'évolution du monde. Le concept de post-humanité est déjà sérieusement discuté, sans parler du post-humanisme.

Mais tout se déroule dans les limites de l'activité et de la conscience humaines, et rien ne la dépasse. La dimension humaine, humaniste, reste donc déterminante. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, nous ressentons la satiété et l'épuisement comme des triomphes sur le chemin du progrès comme sur celui des prédictions apocalyptiques. Il s'agit, pour ainsi dire, d'une déception dans la déception. Cela complique le problème des évaluations éthiques, mais ne le supprime pas.

L'avenir sera humain ou ne sera pas.

Ivan Dziouba est mort le 22 février 2022, deux jours avant l'invasion totale de l'Ukraine.

Ceux et celles qui choisiront de lire ce livre montrent leur intérêt profond pour la liberté, la solidarité internationale et l'Ukraine. Pour cela, ils et elles méritent notre respect et notre estime. Ceux et celles qui luttent pour les libertés démocratiques et la libération, même dans leurs aspects les plus modestes, font partie d'une grande et puissante tradition, plus grande que chacun d'entre nous. La connaissance des luttes et des combats d'autres peuples et d'autres nations ajoute à notre compréhension mutuelle du monde et à notre détermination à lutter pour ce qui est juste. Connaître les autres aide à se connaître soi-même. C'est là que se cache une profonde humanité. Que ce soit une source de motivation pour celles et ceux qui lisent ces lignes.

Slava Ukraini!



**PRISES DE
POSITION**

De quel côté sommes-nous ?

ERIC LEE¹

Il y a quelques jours, le site des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) a publié mon article sur mon voyage en Ukraine sous le titre «Notes de Kiev: de quel côté sommes-nous?». Désormais, DSA a répondu à cette question en retirant l'article de son site web à la suite d'une décision de son comité politique national.

Alors que je me promenais dans Kiev par une belle matinée ensoleillée du début du mois de septembre, j'ai remarqué les échafaudages sur les places de la ville. Les statues étaient recouvertes pour les protéger des dommages causés par les bombes. Plus tard, j'ai vu une statue sans aucune protection – un mémorial couvert de graffitis à la mémoire d'un général de l'Armée rouge dont personne ne se souvenait du nom. On m'a dit que cette statue avait été recouverte d'un échafaudage de protection avant la guerre mais que celui-ci avait été enlevé lorsque la guerre a éclaté. On espérait que les bombes russes résoudraient le problème du devenir de cette relique du régime soviétique.

On ne peut pas comprendre la guerre en Ukraine sans connaître son histoire. Cela m'est apparu très clairement lors d'une conversation avec Olesia Briazgounova, qui travaille pour l'une des deux

centrales syndicales nationales d'Ukraine, la KVPU (Confédération des syndicats libres d'Ukraine). J'ai alors suggéré que je voyais des similitudes entre la situation en Ukraine aujourd'hui et la guerre civile espagnole.

Olesia m'a interrompu sur-le-champ et m'a demandé s'il y avait eu un génocide en Espagne. J'ai répondu par la négative. Elle m'a dit: «Eh bien, il y a un génocide ici: les Russes essaient d'anéantir la nation ukrainienne depuis très longtemps.» J'ai pensé à la famine terroriste organisée par Staline au début des années 1930, que les Ukrainiens appellent l'Holodomor et qu'ils considèrent à juste titre comme un acte de génocide délibéré. Elle n'avait pas tort.

À Kiev, l'histoire est omniprésente. On l'entend dans les conversations, on la voit dans les noms de rue et on la respire dans l'air. Le Centre de solidarité, qui est le projet mondial de l'AFL-CIO en matière de droits des travailleurs, est situé dans une rue qui portait autrefois le nom de l'Internationale communiste de Staline. La rue a été rebaptisée en l'honneur de Symon Petlioura, un dirigeant de la République populaire d'Ukraine et une figure très controversée de l'histoire du pays.

En plus de renommer des rues liées à l'Union soviétique, la ville semble également vouloir se débarrasser d'une grande partie de son histoire russe. À un moment donné, Google Maps m'a indiqué la rue Pouchkine. Mais cette rue n'existe plus.

Lorsque j'ai interrogé Georgiy Troukhanov, le dirigeant du syndicat des enseignants ukrainiens, qui compte 1,2 million de membres, sur leurs relations avec le syndicat des enseignants russes, il m'a dit que les enseignants russes étaient en partie coupables. «Coupables de quoi?», ai-je demandé. «Tous les soldats russes qui se battent actuellement en Ukraine ont

1. Eric Lee est le rédacteur de LabourStart, le site d'information et de campagne du mouvement syndical international. On peut lire ses articles sur l'Ukraine sur [LabourStart.org](https://labourstart.org). Cet article, déprogrammé par DSA, a été publié par *New Politics* le 29 septembre 2023. Traduction: Patrick Silberstein.





étudié dans des écoles russes. On leur a appris à être ce qu'ils sont devenus : des tueurs et des violeurs.»



La guerre a uni la société ukrainienne comme jamais auparavant. Les syndicats se sont engagés à fond. Le président du FPU, Grygorii Osovyi, m'a dit que 20 % des membres des syndicats ukrainiens servaient désormais dans les forces armées. Georgiy Troukhanov m'a expliqué que les enseignants ne pouvaient pas être enrôlés car ils sont considérés comme des travailleurs essentiels : des milliers d'entre eux se sont donc portés volontaires.

J'ai parlé avec de nombreux dirigeants syndicaux de la situation dans ce que les Ukrainiens appellent les «territoires temporairement occupés». Les occupants russes ont banni la langue ukrainienne des salles de classe. De nombreux travailleurs ont fui ces territoires et les syndicats font un travail remarquable pour les aider, en collectant de l'aide, en fournissant des logements et bien d'autres choses encore. Les bureaux des syndicats que j'ai visités étaient pleins de cartons d'aide, notamment de bâches en plastique pour remplacer les fenêtres détruites par l'artillerie russe. Mykhailo Volynets, ancien mineur et chef du KVPU, m'a dit qu'il y avait un besoin urgent de bandages.

Au milieu des horreurs de la guerre, il y a parfois des nouvelles très positives. Un militant LGBTQI m'a expliqué comment Poutine avait instrumentalisé l'homophobie en Russie, notamment en faisant circuler des rumeurs selon lesquelles le président ukrainien Volodymyr Zelensky et d'autres dirigeants étaient homosexuels. Pendant ce temps, en Ukraine, l'opinion publique a énormément évolué en ce qui concerne les personnes LGBTQI, dont beaucoup servent au front¹. Il s'agit d'une région du monde où l'homophobie est endémique, voire violente, comme nous l'avons vu dans des pays comme la Géorgie. Mais en Ukraine, la guerre a contribué à faire évoluer les mentalités de manière positive.

J'ai parlé avec des socialistes ukrainiens, avec de jeunes travailleurs qui organisent des messageries, avec des travailleurs de l'aviation et des chemins de fer. J'ai été interrogé par des femmes membres du syndicat des travailleurs de l'énergie nucléaire, qui restent à leur poste dans la plus grande centrale nucléaire d'Europe, à Zaporijjia, aujourd'hui sous occupation russe.

Le message que j'ai reçu de tous n'aurait pu être plus clair : le mouvement syndical et la gauche d'Ukraine s'opposent totalement à l'invasion russe. Ils souhaitent et attendent la solidarité du mouvement ouvrier et de la gauche d'autres pays. Ils apprécient énormément les gestes de solidarité tels que les visites de syndicalistes de premier plan, dont Randi Weingarten, présidente de la Fédération américaine des enseignants, et les dons des syndicats, qui vont de générateurs à des pansements indispensables.

1. Voir «Le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 20 ; «Le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme, vient de publier la liste des unités des forces armées ukrainiennes où il a des membres», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 22.

Malgré les différences, je continue à considérer ce conflit comme la guerre civile espagnole de notre époque. Les nombreux jeunes hommes et femmes qui sont venus en Ukraine pour participer à la lutte sont une source d'inspiration, comme l'étaient les Brigades internationales il y a 90 ans. La République espagnole a été vaincue en grande partie parce que de nombreuses démocraties ne sont pas venues à son secours, alors que les fascistes étaient pleinement soutenus par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. La même chose va-t-elle se produire en Ukraine?

Le régime de Poutine est fasciste et la guerre contre l'Ukraine est une guerre illégale et impérialiste. L'Ukraine n'est pas une société parfaite et son gouvernement n'est pas un gouvernement parfait. La République espagnole ne l'était pas non plus. Mais dans la lutte contre le fascisme, nous devons nous demander, pour paraphraser la vieille chanson «Which Side Are You On?»¹, de quel côté es-tu?



1. NdT: chanson écrite en 1931 par Florence Reece pendant la grève des mineurs de Harlan (Kentucky). Elle a notamment été interprétée par Pete Seeghers.



Des traductions en langue espagnole pour soutenir la résistance ukrainienne

JUAN GONZÁLEZ¹

Le 24 février 2022, la Russie, un État totalitaire, ultraconservateur, impérialiste et ouvertement homophobe, a lancé une invasion à grande échelle de son ancienne colonie, l'Ukraine, une démocratie libérale située à la périphérie de l'Europe. Le plan initial des Russes était de s'emparer de Kyiv, d'exterminer les élites politiques du pays et d'installer un gouvernement fantoche contrôlé par Moscou. Bien que cette première attaque ait été repoussée, la Russie occupe toujours environ 18 % du territoire ukrainien, employant des méthodes extrêmement brutales pour tenter de briser la résistance ukrainienne.

1. Créateur et animateur du site [Entendiendo Ucrania](https://www.entendiendoucrania.com), qui reproduit et traduit des articles des gauches ukrainiennes, membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU-RESU).



Ne pas passer sous silence les crimes de guerre de la Russie

Les images dantesques de Boutcha, où au moins 420 civils avaient été tués par les troupes russes en un mois, ne sont qu'un exemple des crimes abominables commis par la Russie en Ukraine. Le 23 septembre 2023, l'ONU dénombrait près de 10 000 civils tués. Ce chiffre concerne principalement les décès confirmés, dans les zones libérées ou non occupées de l'Ukraine. Le nombre réel de victimes est beaucoup plus élevé. Pendant le siège de Marioupol, on estime qu'entre 25 000 et 75 000 civils ont été tués. Popasna, Sievierodonetsk, Lysychansk et Bakhmout sont d'autres villes du Donbass qui ont été complètement réduites à l'état de ruines lors de leur prise par les troupes russes.



La Russie attaque délibérément des cibles civiles. Des maisons, des hôpitaux, des écoles, des bibliothèques, des centres commerciaux, des supermarchés, des restaurants et des terrains de jeux pour enfants ont été pris pour cible. Le 5 octobre, la Russie a attaqué un café dans la petite ville de Hroza à Kharkiv, tuant 59 civils (un cinquième de la population de la ville) qui s'y rassemblaient après avoir assisté à des funérailles. L'ONU a déterminé que l'attaque était délibérée, la Russie était consciente de l'absence de cibles militaires dans la région. La Russie a utilisé des missiles balistiques, des drones à longue portée et même des bombes à fragmentation contre des cibles civiles afin d'infliger un maximum de pertes.

Dans les zones libérées, des pillages, des tortures et des exécutions indiscriminées et systématiques par les troupes russes ont été documentés. La violence sexuelle est utilisée comme arme de guerre. Selon les données des Nations unies, la plus jeune victime avait 4 ans, la plus âgée 83 ans. Les crimes sexuels

sont commis avec une cruauté exceptionnelle et au grand jour, souvent en présence des proches de la victime afin de diffuser le mal infligé. Des hommes et des femmes sont victimes de ces violences, en particulier, il existe de nombreux cas de prisonniers de guerre ukrainiens soumis à ces violences.

La Russie a enlevé et déporté au moins 16 000 mineurs des zones occupées. Ces actes ont même été reconnus par l'organisatrice et l'auteurice de ces actes, Maria Lvova-Belova, et font partie de la stratégie russe d'élimination de l'identité ukrainienne.

Les appels à l'extermination et au génocide de la population ukrainienne sont constants à la télévision d'État russe et sont soutenus par de nombreux membres du gouvernement russe. Poutine lui-même, dans les discours précédant le début de l'invasion à grande échelle, niait systématiquement l'existence de l'Ukraine en tant que peuple.

Une position pseudo-anti-impérialiste: le cas de la gauche espagnole

Au sein de la gauche espagnole, rares sont ceux qui doutent du caractère impérialiste de l'invasion russe et la condamnation est, dans une certaine mesure, unanime. Cependant, une partie importante de cette se montre très sensible à la propagande que la Russie diffuse depuis des années à partir des structures contrôlées par le Kremlin. La diabolisation constante du mouvement de Maïdan en est un exemple flagrant.

Ce mouvement avait été déclenché par la rupture par Ianoukovitch de l'accord économique entre l'Ukraine et l'Union européenne, mais il prit de l'ampleur après que la police eut fait usage de la force contre les premiers manifestant•es. Les manifestations

ont permis de chasser un président profondément corrompu, qui s'apprêtait à détruire la démocratie en Ukraine, qui avait ordonné que les manifestant·es du Maïdan soient abattu·es, tuant 82 personnes. Parmi les personnes tuées à Maïdan se trouvait l'anarchiste Serhiy Kemsy¹, qui se battait pour une démocratie directe en Ukraine, mais cette révolution a été caricaturée en Occident comme un «coup d'État orchestré par la CIA».

Cette partie de la gauche espagnole ne se contente pas reprendre les falsifications et les fausses nouvelles de la propagande russe, mais ses mots d'ordre demandant d'arrêter l'envoi d'armes et de cesser tout soutien à la résistance ukrainienne s'alignent parfaitement sur les intérêts de Moscou. En Espagne, Podemos apparaît comme le parti leader de cette tendance. La ligne idéologique est principalement établie à partir de «la base», le podcast de l'ancien deuxième vice-Premier ministre espagnol et ex-dirigeant de Podemos, Pablo Iglesias. *La Base*, faisait intervenir Inna Aginogenova, qui avait travaillé pendant plus de dix ans comme directrice adjointe de *Russia Today* en espagnol qui vait démissionné de son poste pour s'être prétendument opposée à l'invasion, bien qu'elle ait auparavant nié que l'invasion ne puisse jamais se produire et qu'après le début de l'invasion, en mars 2022, elle ait écrit un article dans lequel elle a clairement tenté d'en faire porter la responsabilité à l'agressé, l'Ukraine.

Un autre des principaux représentants de cette tendance est Rafael Poch, ancien correspondant du quotidien conservateur catalan *La Vanguardia* à Moscou. Poch diffuse de façon prolifique des théories conspirationnistes, il affirme que l'utilisation

d'armes chimiques en Syrie était une attaque sous faux drapeau perpétrée par «les alliés djihadistes de l'Occident»; il nie l'existence de l'Holodomor et, depuis un an et demi, il prédit avec anxiété la défaite militaire de l'Ukraine. Parmi ses sources, Poch cite la télévision russe et Konstantin Zatuline, un député russe de la Douma, qui a financé des militants russes pour qu'ils se fassent passer pour des manifestants locaux dans l'est et le sud de l'Ukraine en 2014.

Bien que le poids politique de Podemos soit faible, son discours influence la position du reste de la gauche. Yolanda Díaz, deuxième vice-présidente du gouvernement intérimaire et chef de file de la coalition de partis Sumar, soutient le droit légitime de l'Ukraine à se défendre, ainsi que la décision de fournir des armes à l'Ukraine. Toutefois, elle est réticente à l'idée d'envoyer des chars à l'Ukraine et n'hésite pas à utiliser la proclamation vide de sens de «privilegier les voies diplomatiques».

On peut se demander comment il est possible que des personnes authentiquement progressistes, des défenseurs des droits des opprimés, mènent des campagnes visant à entraver le soutien à la résistance ukrainienne dans sa lutte contre une puissance fasciste envahissante, ou prétendent que l'Ukraine peut parvenir à un accord avec un régime dictatorial qui, s'il utilise la diplomatie, c'est pour atteindre ses objectifs impériaux d'expansion. La réponse ne réside pas dans un sombre complot d'infiltration russe dans les différents groupes de la gauche espagnole, même si, dans sa terrible myopie, celle-ci donne la parole à des individus aux antécédents suspects.

À l'origine de cette contradiction, il y a un chauvinisme de gauche qui traverse les rangs des mouvements progressistes occidentaux. Ce chauvinisme, qui n'est peut-être pas conscient, soutient que la seule source du mal est constituée par les gouvernements



1. <https://euromaidanpress.com/2015/11/23/serhiy-kemsky-mum-its-just-beginning/>.

occidentaux et nie l'action, l'expérience et la souffrance des sujets non occidentaux qui sont opprimés par d'autres puissances.

Comment lutter contre le pseudo-anti-impérialisme ?

Cette position comporte un grave défaut. Pour la défendre, il faut défendre un peuple ukrainien abstrait, perçu comme un simple pion des puissances occidentales, tout en réduisant au silence les personnes en chair et en os qui vivent réellement les horreurs de l'invasion. Pourtant, ces personnes ont une voix, un raisonnement et une légitimité bien plus grande pour décider des stratégies les meilleures et les plus efficaces pour arrêter l'invasion que celles et ceux qui ne font que théoriser sur une guerre qui ne les affecte pas directement.



Un exemple de la position paternaliste et coloniale de la gauche espagnole est la Conférence pour la paix en Europe organisée par Podemos en avril 2022. Bien qu'il y ait été question de la manière de parvenir à la paix en Ukraine et à la sécurité des autres pays de l'Est, des orateurs internationaux ont été invités, mais aucun d'entre eux ne venait de ces pays. Que les organisateurs n'aient pas considéré que les gauches orientales avaient quelque chose à apporter, ou qu'elles n'aient pas voulu participer en raison du discours de camp qui a dominé la conférence, le fait que la conférence ait eu lieu montre la terrible déconnexion qui existe entre la gauche occidentale et les personnes qu'elle prétend aider.

Ce décalage ne conduit pas seulement la gauche espagnole à avancer des idées qui ne sont absolument pas pertinentes quant au sort des populations des pays d'Europe de l'Est, mais il la conduit aussi à se tromper à maintes reprises dans ses prédictions et

ses analyses. Ce n'est pas un hasard si la gauche espagnole avait prédit que la Russie n'envahirait jamais l'Ukraine ; que lorsqu'elle l'a fait, elle a parlé de la chute imminente de Kyiv en quelques jours et qu'elle a tenu pour acquis que l'Ukraine serait incapable de libérer un seul pouce de son territoire.

Notre responsabilité, en tant que militants de gauche des pays riches, est de donner une voix et d'écouter celles et ceux qui résistent et souffrent une invasion impériale, en particulier nos camarades de gauche et les mouvements progressistes. Il est essentiel d'écouter les Ukrainiens et les Ukrainiennes pour dépasser la maladresse et l'incompréhension avec lesquels cette guerre est traitée et pour casser tous les préjugés enracinés sur l'Ukraine. La gauche occidentale pourrait ainsi s'inspirer de l'une des sociétés civiles les plus mobilisées d'Europe, celle de l'Ukraine : une société ouverte, pluraliste et horizontale, dotée d'une grande résilience et d'un soutien mutuel solide entre toutes ses couches.

Chasser les préjugés existants et donner aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens une voix dans les espaces de la gauche occidentale est une tâche ardue. Toutefois, les décennies de lutte féministe, antiraciste et pour les droits des LGBT+ ont créé des précédents qui ont permis de comprendre que ce sont les personnes touchées par l'oppression systémique qui ont le plus de légitimité et de capacité de compréhension pour s'exprimer sur les questions qui les concernent, et qu'une révision constante de nos constructions et de nos privilèges est nécessaire.

Écouter les Ukrainiens et les Ukrainiennes et leur donner la parole est une étape fondamentale pour permettre à la gauche des pays occidentaux de tisser des liens efficaces avec les mouvements progressistes de ce pays, sur la base d'une véritable solidarité internationaliste.

« Entendiendo Ucrania » (« Comprendre l'Ukraine »)

Entendiendo Ucrania est né de la nécessité de combler le fossé entre la gauche hispanophone et les personnes qu'elle entend aider, ainsi que de combattre la désinformation et les préjugés qui dominent le discours.

Entendiendo Ucrania est une plateforme digitale qui recueille, relie et traduit des textes d'auteurs progressistes luttant pour la libération nationale et la justice sociale en Ukraine. Elle donne la parole à des activistes ukrainiens, des historiens, des sociologues, des journalistes et d'autres membres de la société civile ukrainienne, qui expliquent et détaillent l'histoire, la société et les mouvements de défense des humains en Ukraine. Ils et elles racontent également la réalité de l'invasion russe et soulignent l'importance de leur résistance armée.

Dans de nombreux cas, notre site renvoie à des textes traduits et publiés par d'autres médias et projets, tels que *Viento Sur*, *Trasversales* et *OrienteMedio.news*, qui cherchent à faire connaître les positions de celles et ceux qui ont été attaqué-es. Les textes traduits et publiés dans *Entendiendo Ucrania* proviennent principalement de *Commons*, une revue de critique sociale aux exigences intellectuelles intéressantes et au processus de révision anonyme. Cette revue est fondamentale pour comprendre l'Ukraine et le contexte mondial. L'un de ses projets les plus intéressants est celui des « Dialogues de la périphérie », grâce auquel la gauche ukrainienne établit un réseau de solidarité avec d'autres pays confrontés à l'insécurité mondiale ou à l'oppression par d'autres puissances.

Entendiendo Ucrania publie également des articles de *Gender in detail*, le média féministe le plus reconnu en Ukraine, qui se concentre sur les questions liées



au genre, en fournissant des analyses et des informations sur les questions liées aux rôles des hommes et des femmes, au féminisme et aux droits des LGBT+ en Ukraine. Il publie également des articles rédigés par des militant-es de Sotsialnyi Rukh, un mouvement politique de base qui promeut un programme à orientation sociale, et du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU).

Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine distribue par courrier électronique une lettre d'information bimensuelle contenant les derniers articles recueillis par *Entendiendo Ucrania*. *Entendiendo Ucrania* est un projet en cours de construction en solidarité avec l'Ukraine. Si vous pensez pouvoir nous aider, soit en traduisant les articles, soit en les diffusant ou en assurant la maintenance du site web, n'hésitez pas à nous contacter.



**BOÎTE
ALERTE**

Ukraine CombArt

Ukraine CombArt, créée en avril 2022, est présidée par l'artiste ukrainien Artem Iurtchenko. Notre association est partie prenante du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

Elle s'attache à agir avec toutes les structures qui apportent leur soutien au peuple ukrainien, en particulier les associations amies Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre ainsi que Kalyna et, bien sûr, l'Union des Ukrainiens de France.

Notre devise est cette phrase du cinéaste ukrainien Maksym Nakonetchnyi :

« Chaque fragment d'art est une brique de notre forteresse. »

Nos objectifs : faire mieux connaître et soutenir les artistes ukrainien·nes, de toutes disciplines, engagés dans la résistance à l'invasion russe. Faire aimer la culture ukrainienne, d'aujourd'hui et d'hier, ainsi que l'histoire et l'identité de ce pays qui n'est pas une nation ethnique mais, à rebours d'un mauvais air du temps, une nation politique et civique.

C'est dans ce but que nous avons notamment organisé, à Paris et ailleurs en France, des projections de films ukrainiens comme *Mariupolis 2* (de Mantas Kvedaravicius et Hanna Bilobrova) ou *Butterfly Vision* (de Maksym Nakonetchnyi), un concert d'Oleg Skrypka, légende du rock ukrainien, au Paradis latin et fait traduire (avec l'Assemblée européenne des citoyens) l'exposition de la street artiste Masha Vychedska, que nous mettons gratuitement à la disposition de celles et ceux qui voudraient la présenter dans leurs territoires.

En agissant sur le front culturel et en participant aux marches pour l'Ukraine, nous voulons informer et mobiliser l'opinion française pour une solidarité au long cours car cette guerre qui dure et va durer ne doit pas être chassée de l'actualité par les crimes de guerre commis ailleurs, dont l'atrocité ne doit ni banaliser ni relativiser ceux des troupes d'occupation russes. Nous voulons également combattre la propagande du régime poutinien et de ses relais en France, faux « pacifistes » et vrais collabos, qu'ils se situent chez les pseudo-« réalistes » de droite ou chez les « campistes » d'une certaine gauche aveuglée par son anti-impérialisme sélectif.

Les bénéfices – modestes – de nos événements sont réinvestis dans des équipements de première nécessité (lunettes de vision thermiques et nocturnes, générateurs, etc.) pour les membres de la défense territoriale avec lesquels nous sommes en contact direct sur le terrain.

Pour nous, les choses sont claires : nous refusons une fausse paix qui serait imposée aux Ukrainiens et entérinerait le vol des territoires, actuellement occupés et annexés au mépris du droit international. En effet, non seulement une telle paix au rabais foulerait aux pieds le droit de l'Ukraine à la restauration de son intégrité territoriale et de sa pleine souveraineté nationale mais elle constituerait un encouragement à la récidive, en Ukraine et ailleurs, pour le régime prédateur de Vladimir Poutine et ses rêves d'empire. Les empires, l'histoire nous l'a appris, ne respectent aucune frontière : ils n'ont que des confins, à vassaliser sans limite.

**Notre mot d'ordre est simple :
« Une seule paix, la victoire de
l'Ukraine ! »**



Notre tâche, ici, est de rester aux côtés de la résistance ukrainienne aussi longtemps qu'il le faudra. Et de réclamer qu'elle dispose, vite, de toutes les armes nécessaires à son combat, faute desquelles – comme l'écrit Ariane Mnouchkine – l'Ukraine est contrainte de se battre «une main liée dans le dos et son ciel désarmé».

Tenir, donc, jusqu'à ce que «Poutler» (comme disent les Ukrainiens avec ce mot-valise qui associe Poutine et Hitler) goûte enfin le pain amer de la défaite. Alors, alors seulement, la paix, la vraie, pourra advenir.

Voilà, en gros, qui nous sommes.

Et pourquoi nous organisons, avec le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, une nouvelle projection d'un film ukrainien :



Atlantis,
de Valentyn Vassyanovitch,
jeudi 7 décembre à 20 heures
au cinéma Le Lincoln

14 rue Lincoln, 75008 Paris
Métro George V ou Franklin Roosevelt

Après le film, nous débattons avec son réalisateur en visio Kyiv-Paris.

Cette soirée bénéficie d'un partenariat amical et solidaire avec Le Lincoln (groupe Multiciné) et Best Friend For Ever (distributeur du film).

Entrée 10 euros (gratuite pour les Ukrainiennes et les Ukrainiens) sur inscription préalable: contact@ukraine-combart.org



Pour nous écrire:

contact@ukraine-combart.org

Pour nous suivre sur Facebook:

[Ukraine_CombArt](https://www.facebook.com/Ukraine_CombArt)

Pour adhérer ou faire un don
(paiements sécurisés en ligne):

[www.helloasso.com/associations/
ukraine-combart](http://www.helloasso.com/associations/ukraine-combart)

Atlantis: un film prophétique

Multiprimé lors de sa sortie (Mostra de Venise, Festival de Tokyo, etc.), *Atlantis* est un film d'anticipation qui nous emporte dans un futur proche: l'année 2025.

Il montre un pays ravagé par une guerre qui vient de se terminer: paysages dévastés, criblés de mines et de charniers, usines en ruines, traumatismes des survivants et catastrophe écologique. Tournée peu avant la généralisation de l'invasion, cette dystopie est aujourd'hui rattrapée par la réalité.

L'Ukraine est devenue le plus vaste champ de mines du monde. La majorité de son territoire est minée, les explosifs sont partout, décimant soldats et populations civiles, en particulier les enfants. Cette menace omniprésente prolonge la terreur même après le départ des occupants. Malgré la mobilisation des équipes de démineurs, il faudra de nombreuses décennies pour en venir à bout.

L'écocide perpétré en Ukraine est aujourd'hui un crime à grande échelle: destruction en juin dernier du barrage de Kakhovka, pilonnage des infrastructures, empoisonnement des puits et des rivières, multiplication des sources de contamination... les pollutions liées à la guerre transforment

peu à peu, comme *Atlantis* le montre avec un temps d'avance, les territoires en déserts sans vie, à la manière d'un immense Tchernobyl.

Les destructions écologiques massives causées par la guerre commencée en 2014 ont donné à Valentyn Vassyanovitch l'idée d'imaginer un territoire devenu quasiment inhabitable. L'intensification des catastrophes environnementales liée à l'extension des combats depuis février 2022 font d'*Atlantis* une œuvre visionnaire.

L'histoire de Sergiy et Katya

Tourné dans la région de Marioupol avant la destruction de la ville à 90 % et son occupation par les troupes russes, ce film, qui donne à voir les conséquences d'une guerre totale, est aussi pétri d'humanité et traversé de fulgurances poétiques.

«À Marioupol, nous a dit Valentyn Vassyanovitch dans une interview réalisée et traduite par Artem Iurtchenko, président d'Ukraine CombArt, j'ai utilisé ce que j'ai vu là-bas car, souvent, un lieu pouvait changer toute la scène, de nouveaux dialogues apparaissaient. Je ne suis plus du tout lié à un scénario, je suis un «visuel», je suis toujours à la recherche de lieux qui disposent de l'énergie nécessaire pour y amener des personnages et per-

mettent d'obtenir des choses inattendues que vous ne ressentirez jamais ou ne mettrez jamais sur le papier si vous restez assis sur votre canapé».





Soldat démobilisé atteint, comme beaucoup aujourd'hui, de stress post-traumatique puis privé d'emploi par la fermeture de son usine, Sergyi se reconvertit en porteur d'eau car l'eau potable est devenue une denrée rare. Il rencontre alors Katya (l'excellente Liudmyla Bileka), ancienne archéologue qui exhume les corps des morts au combat et des victimes civiles pour les identifier. On pense aux images de Boutcha, d'Irpin, de Groza...

Il décide de s'impliquer avec elle dans cette mission qui lui permet de mettre peu à peu sa souffrance à distance. Entre eux se noue une relation porteuse d'espoir, de sens, de vie.



Des comédiens qui sont d'abord des vétérans

Atlantis a été tourné avec des comédiens non professionnels quoique très convaincants, soldats et vétérans ayant eu une expérience militaire et choisis pour leur capacité à la faire partager. Andriy Rymaruk, l'acteur qui incarne Sergyi, a combattu dans le Donbass. Il est, nous a dit Valentyn Vassyanovitch, directeur du département militaire de la Fondation Come Back Alive (Reviens vivant) qui fournit depuis 2014 des équipements militaires et de protection aux unités de volontaires et de l'armée ukrainienne (dont des kits de déminage). Il est retourné à plusieurs reprises dans les zones de combat.

Résister caméra au poing

Valentyn Vassyanovitch est à la fois le réalisateur, le producteur, le chef opérateur et le monteur du film car il aime – dit-il – le dialogue intérieur que suscite la concentration de ces fonctions entre ses mains.

En février 2022, il a décidé de rester à Kyiv et de filmer au jour le jour les ravages de la guerre, les villes bombardées, le pont d'Irpin détruit, les civils fuyant l'invasion. Un travail de documentation de la guerre réelle, journal de bord et chroniques du quotidien, pour en garder la trace.

Valentyn Vassyanovitch nous a dit refuser de faire des «films de propagande» car ce serait la négation d'une démarche artistique qui, pour autant, n'euphémise ni la réalité ni l'avenir possible.

Il souligne l'énorme disproportion entre les moyens accessibles au cinéma ukrainien, en Ukraine et malgré des fonds européens et des aides de pays limitrophes, un cinéma pourtant de grande qualité comme l'a montré par exemple le festival Zolota Dziga, et ceux massivement mobilisés par le régime russe pour «raconter l'histoire qui lui convient» et en



faire l'arme de sa propagande. En ce sens, dit-il aussi, «la culture russe tue et nous sommes en guerre avec elle». Il ajoute, sous forme de boutade :

Une douzaine de missiles russes au-dessus de Paris changerait très rapidement l'attitude des gens à l'égard de la «culture russe». C'est une blague, peut-être pas la bonne...

Dès 2021, lors de la Mostra de Venise où son film a été primé, Valenty Vassyanovitch disait ne se faire

aucune illusion : Poutine attaquerait l'Ukraine au-delà de la Crimée et du Donbass. Mais aussi d'autres pays car son obsession est de recréer l'empire russe.

Son but? «Esclavagiser un pays après l'autre» même si «l'Europe a du mal à se pénétrer de cette idée», confiait-il en mars 2022 au quotidien belge *L'Écho*. «Nous aussi, on a perdu du temps et le dragon a grandi [...]. Il ne va pas s'arrêter là. En Ukraine, tout le monde le sait, tout le monde le sent».



Banderole d'Ukraine CombArt lors du concert d'Oleg Skrypka le 20 juin 2023.

Québec: des illustrations contre la guerre

Des artistes originaires d'Ukraine ont présenté leurs œuvres au Centre de design de l'Université du Québec, à Montréal.

En collaboration avec le Club ukrainien de Montréal, la galerie L'Affichiste et *Urbania*, le Centre de design a présenté «Ukraine: l'art de se défendre», une exposition d'illustrations contre l'invasion russe.

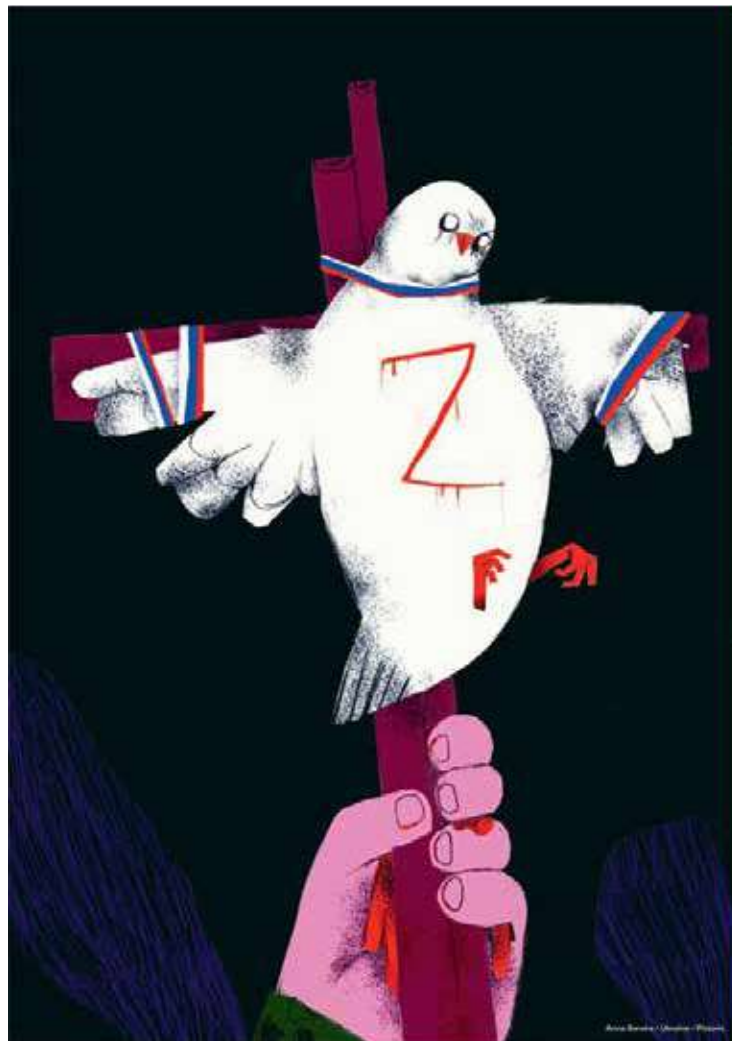
Les 36 images présentées dans le hall du Centre de design de l'UQAM représentent un puissant ensemble de déclarations visuelles originales. La grande diversité des styles reflète les nombreuses expériences et réactions qu'entraîne la guerre.

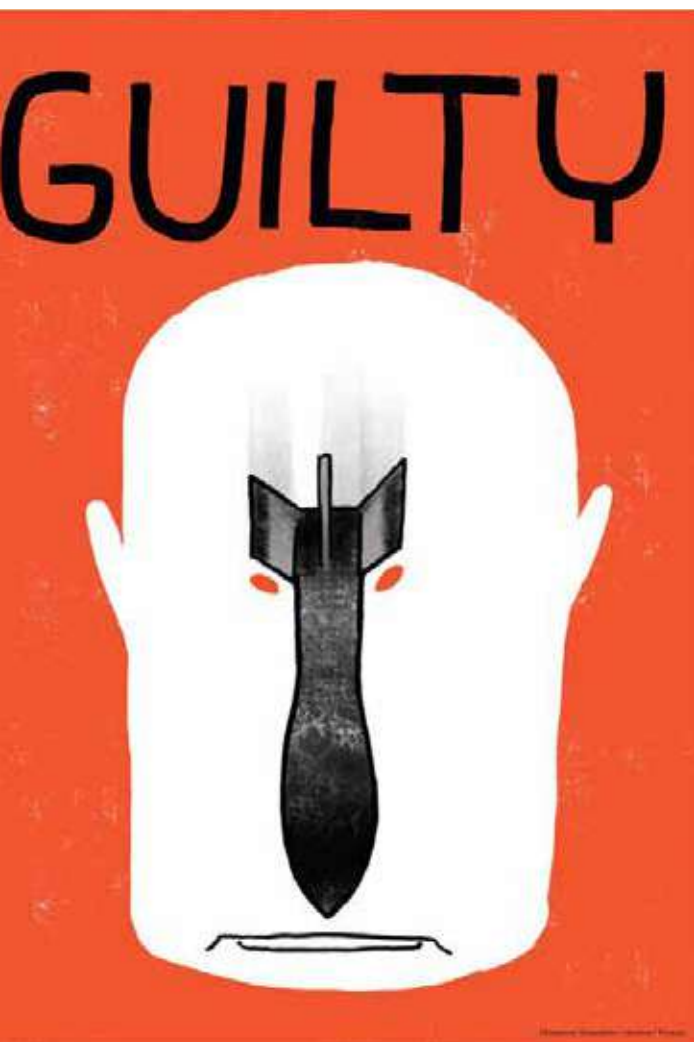
Les artistes qui ont produit les illustrations sont regroupés au sein de Pictoric, un collectif d'illustratrices et illustrateurs fondé en 2014 lors de la révolution de Maïdan, alors que le peuple ukrainien s'était soulevé contre le gouvernement prorusse de l'époque.

Pictoric cherche à résister à l'agression russe en créant et en rassemblant des illustrations, des affiches et des bandes dessinées. Les œuvres visent à soutenir le peuple ukrainien, à faire connaître la vérité sur la guerre et à convaincre le monde de se battre pour la liberté et la démocratie.

Dans un deuxième volet de l'exposition, 15 illustrations présentées au Centre de design seront exposées et mises en vente à la galerie L'Affichiste, située dans le Vieux-Montréal. Une partie des fonds servira à financer le collectif Pictoric.

L'ensemble des illustrations font aussi l'objet d'un troisième volet, un superbe catalogue numérique produit par le magazine *Urbania* et le co-commissaire Nicolas Saint-Cyr.





Exposition

L'Ukraine résistante

selon Katya GRITSEVA
du 3 novembre au 4 décembre 2023

Médiathèque
Lurcy-Lévis
Moulins Communauté

Tout public

**Entrée libre
Gratuit**

mediatheques.agglo-moulins.fr

Médiathèque de Lurcy-Lévis
72 Boulevard Gambetta - 03320 Lurcy-Lévis
T. 04 70 67 62 33
mediatheque.lurcylevis@agglo-moulins.fr

L'exposition «L'Ukraine résistante» présente des œuvres artistiques de Katya Gritseva

Samedi 25 novembre à 10h
Conférence-débat «La résistance des Ukrainiens face à l'impérialisme russe.» par Vincent Prévost

Syllepse

Moulins Communauté
Ensemble, construisons notre avenir

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».